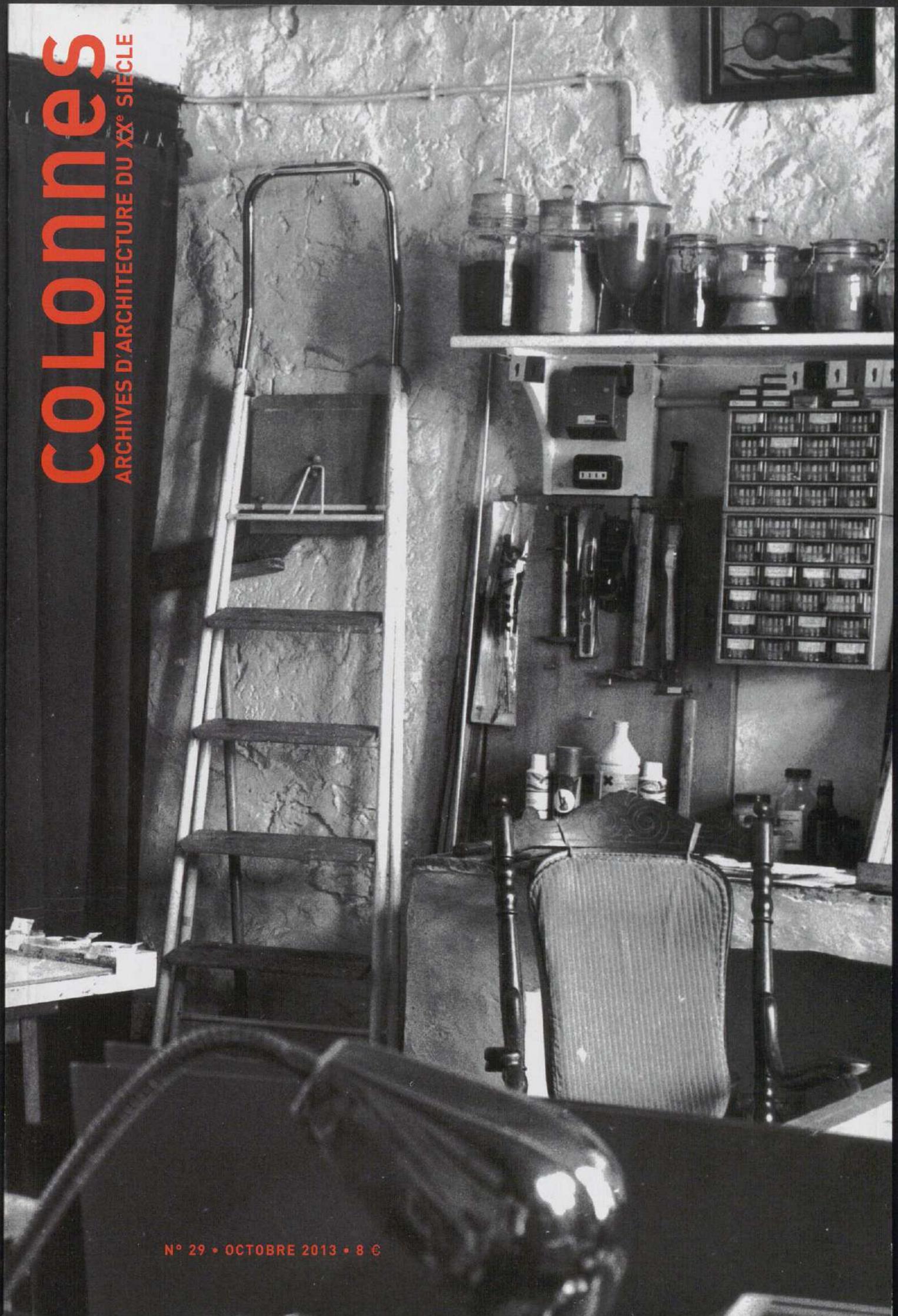


# colonnes

ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE



**L**e numéro de *Colonnes* de l'année 2013 offre un panorama significatif sur les sources aujourd'hui collectées sur l'architecture, et un nombre élevé de recensions d'ouvrages. Il ne contient pas de dossier thématique : ce n'est qu'une pause dans ce dispositif qui permet de mettre en avant la recherche issue des archives d'architecture.

À travers l'article sur la réorganisation des Archives nationales entre leurs trois sites franciliens, ce numéro annonce aussi le prochain. En effet, en 2014, pour son numéro 30, *Colonnes* présentera un bilan des collectes d'archives d'architecture en France : dans ce paysage, la toute récente création aux Archives nationales (site de Fontainebleau) d'une section consacrée aux archives privées d'architectes marque assurément un tournant. Cette section, qui vient de récupérer l'ensemble des fonds concernés de la section des Cartes, plans et photographies des AN Paris, commencera bientôt un regroupement d'autres fonds d'archives privées, dont certains de ceux collectés par l'IFA/Cité de l'architecture et du patrimoine.

Le numéro 30 doit donc évoquer la mise en place de ces collectes d'archives privées d'architectes du XX<sup>e</sup> siècle, et notamment à travers les réflexions qui les ont précédées. Une journée d'étude permettra début 2014 de faire le point, avec les acteurs encore disponibles, sur cette inflexion majeure de l'histoire de l'architecture moderne qu'a constituée, dans les années 1970, la volonté pour la première fois affirmée de rassembler ses sources.

Un bilan pourra donc en être tracé – et nous comptons pour cela sur la collaboration de tous les services d'archives concernés –, mais également des perspectives, que l'on sait nombreuses et encourageantes en bien des points du territoire. Le caractère régional et local de la collecte des archives d'architecture est un fait ancien et remarquable, et c'est bien l'objet de *Colonnes* de permettre une vue d'ensemble de cette collecte dont les échelles, les moyens et les temporalités varient fortement d'un endroit à l'autre.

Dans le présent numéro, une série d'articles présentent des archives individuelles d'architectes. Plus que la diversité des époques, des carrières ou des styles, c'est peut-être la variété des approches archivistiques qui doit être soulignée. Certains fonds sont à proprement parler des traces dans les archives administratives (René Léautey, architecte départemental de la Haute-Marne), ou des reliquats de ce qui fut un fonds (archives Viggo-Dorph Petersen). D'autres sont des fonds plus ou moins complets (Paul Quintrand, Bernard Bachelot, Christian Kock, Laurent Chappis) qui témoignent d'approches diverses tant de leurs auteurs – qui les classent ou non, les trient ou non, avant de les donner – que des services d'archives. On lira comment Christian Kock a pris part au processus de sélection sévère des Archives départementales de la Loire, et comment Laurent Chappis a accompagné le classement de son fonds aux Archives départementales de la Savoie.

Parmi les trajectoires évoquées, il est intéressant de remarquer de grands écarts géographiques : la carrière de Bernard Bachelot, de l'Algérie à Toulouse, ou celle de Viggo-Dorph Petersen, du Danemark aux castels Art nouveau du Roussillon.

Les sources administratives de l'histoire de l'architecture sont évoquées en particulier par l'article sur les constructions scolaires dans les archives du Grand Lyon : on y découvre une maîtrise d'ouvrage peu connue, celle des quatre communautés urbaines instituées par la loi du 31 décembre 1966, qui ont notamment eu compétence, jusqu'à la décentralisation, sur les collèges et les lycées.

Les recensions d'ouvrages prolongent ces approches monographiques (Michel Holley) mais surtout territoriales (Pau Art déco, Hyères, France/Allemagne) et typologiques (architecture agricole, stations de sports d'hiver) ; enfin, le guide des sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales et aux Archives de Paris nous ramène aux nombreuses séries des Archives nationales.

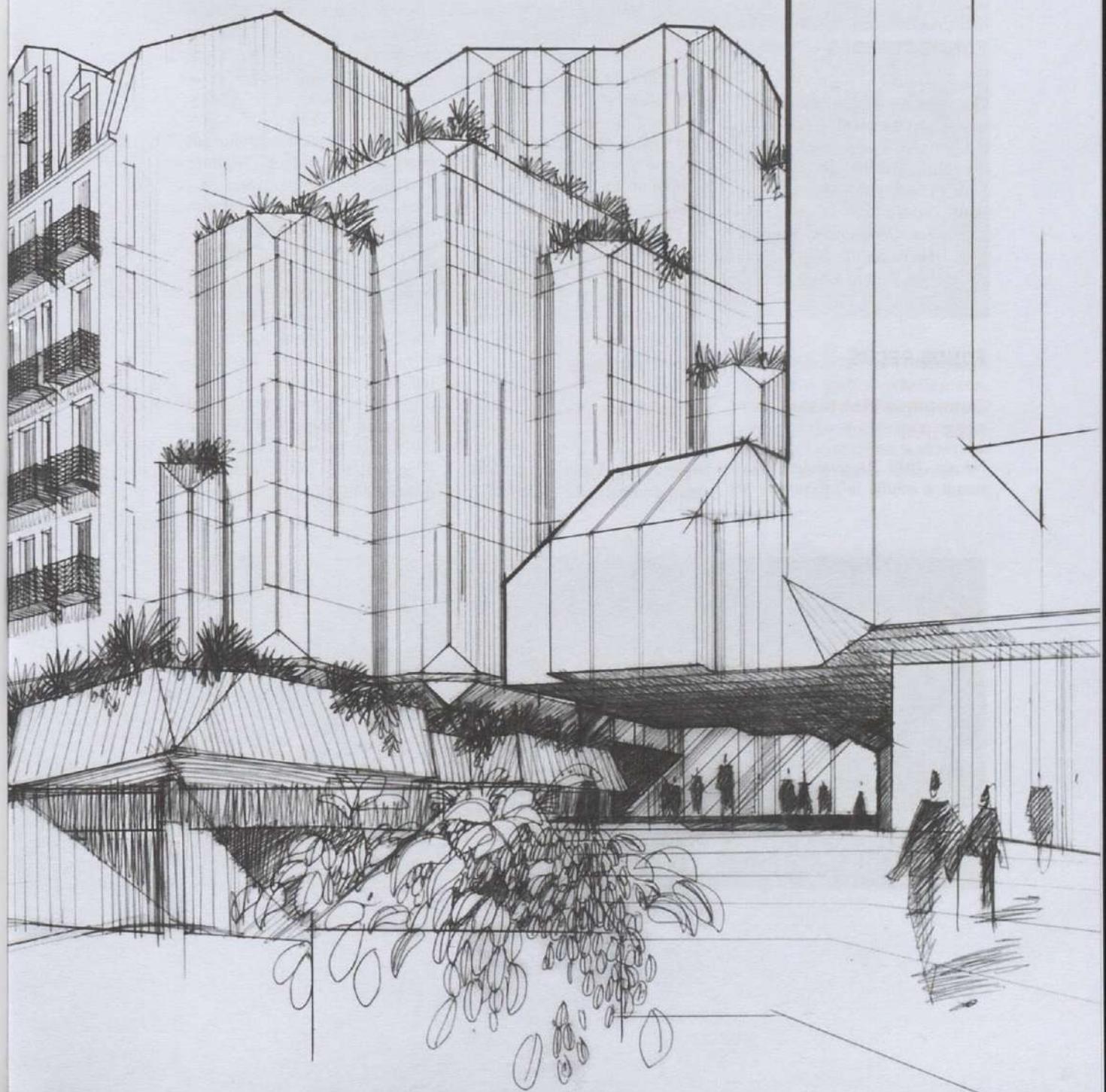
David Peyceré



*En couverture :*  
Bureau-atelier d'Henri Trezzini,  
dans la ferme du Moulin à Etampes,  
vers 1963. SIAF/CAPA, fonds Trezzini,  
429 IFA 400/11.

*Michel Marot, espace Baltard,  
Les Halles, Paris 1<sup>e</sup>,  
hôtel et bureaux,  
détail de perspective du cœur  
d'îlot, n.d. SIAF/CAPA,  
fonds Marot, 431 IFA 104/1.*

# ACTUALITÉ DES FONDS D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE EN FRANCE



CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE, CENTRE D'ARCHIVES DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

## Fonds reçus et classés en 2012

DAVID PEYCERÉ  
Conservateur responsable du centre d'archives

L'année 2012 a été marquée par une collecte importante, puisque 9 fonds ont été reçus, sans compter des compléments et deux petits fonds documentaires; deux ensembles non numérotés, reçus antérieurement, ont aussi été intégrés à la liste des fonds.

## FONDS CLASSÉS

Les classements longs (Gillet et Hennebique) se sont poursuivis; un seul classement a été mené entièrement à bien en 2012, celui du fonds Trezzini (voir ci-dessous). Plusieurs des fonds reçus dans l'année ont été dotés de repérages (Montassut, Dimitrijevic, Mitrofanoff, Marot, Sarabezolles, Vienne, Day).

## FONDS REÇUS

**Dominique Montassut  
(423 IFA)**

Né en 1943, Dominique Montassut a étudié la littérature, le

cinéma et la géographie avant de s'orienter vers l'architecture (atelier Zavaroni et Candilis-Josic-Woods, séjours aux États-Unis, cours de Barthes et d'Althusser au Collège de France et à l'ENS). Ses premiers projets primés sont menés à la fin des années 1960 avec Christian de Portzamparc. Il appartient à la génération qui travaille largement en villes nouvelles, pour des équipements et des logements; l'étiquette «post-moderne» attachée à son architecture tend vite à la desservir. Il est longtemps associé avec Bernard Trilles puis ouvre en 1991 l'agence Dominique Montassut architecte, qu'il ferme en 2010 pour raisons de santé. Son travail est exposé en 1995 à l'IFA (*In extremis, Soler/Montassut*) à l'aide de très belles maquettes peintes. Le fonds d'archives est très lacunaire et contient essentiellement une vingtaine de ces maquettes.

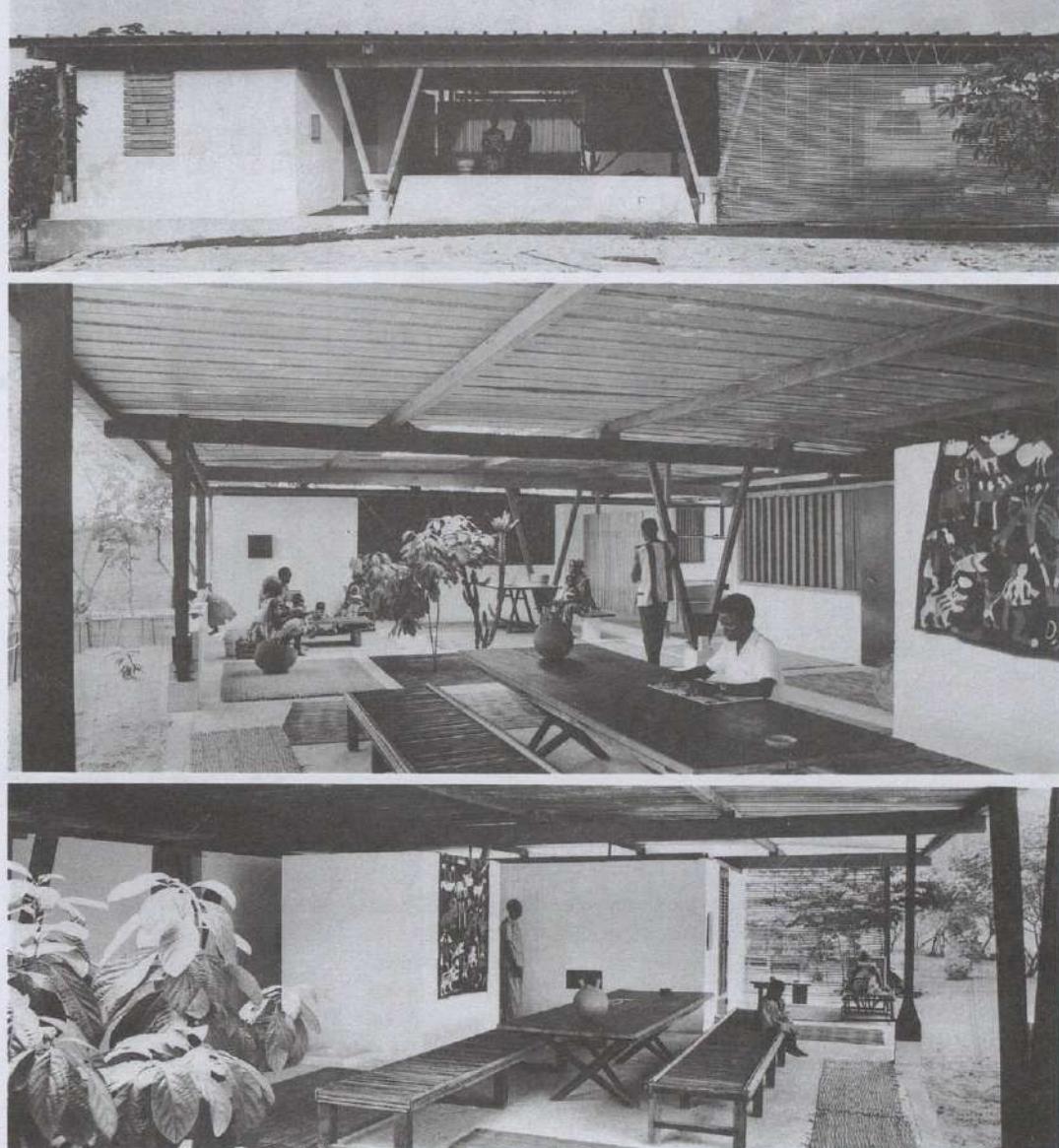
**Jean Dimitrijevic  
(424 IFA)**

Diplômé de Paris et du MIT, Jean Dimitrijevic (1926-2010)

est l'associé de Guy Lagneau et de Michel Weill au sein de l'Atelier Lagneau/Weill/Dimitrijevic (LWD, 1952-1983), qui devient ensuite Atelier d'études architecturales (ATEA). LWD puis ATEA édifient un grand nombre de bâtiments publics en France et en Afrique. Si leurs réalisations sont très nombreuses, les noms de Lagneau, Weill et Dimitrijevic restent surtout attachés au musée-maison de la culture du Havre (musée Malraux). Leur premier projet en Afrique est l'hôtel de France à Conakry (1953). En 1958, ils proposent avec Jean Prouvé et Charlotte Perriand la «maison du Sahara», dont le prototype est présenté à Paris au salon des Arts ménagers. L'opération Les Buffets, à Fontenay-aux-Roses, de Dimitrijevic et Jean Perrotet, reçoit le prix de l'Équerre d'argent en 1960. Extrêmement incomplet, le fonds se compose essentiellement des archives de trois projets: le centre commercial des Quatre-Temps à La Défense (1972), les Marines de Cogolin (Var, 1981-1987), et la préfecture de l'Essonne à Évry.



*Dominique Montassut, réhabilitation des tours Pics, Le Grand-Quevilly (Seine-Maritime), 1996, maquette. SIAF/CAPA, fonds Montassut, 423 IFA 107.*



Jean Dimitrijevic,  
habitat économique,  
Abidjan (Côte-d'Ivoire),  
1960, photographies,  
n.d. SIAF/CAPA,  
fonds Dimitrijevic,  
424 IFA 100.

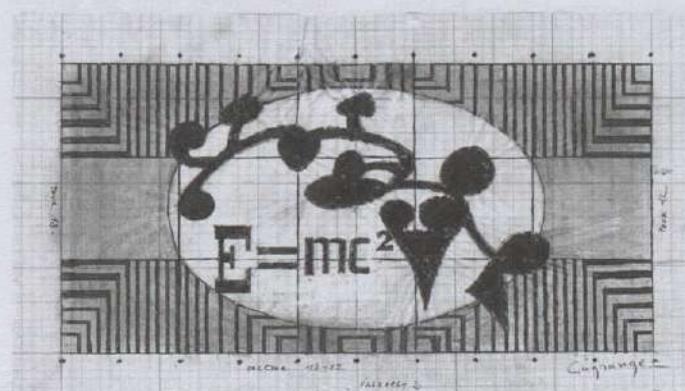
### Jacques Lagrange (428 IFA)

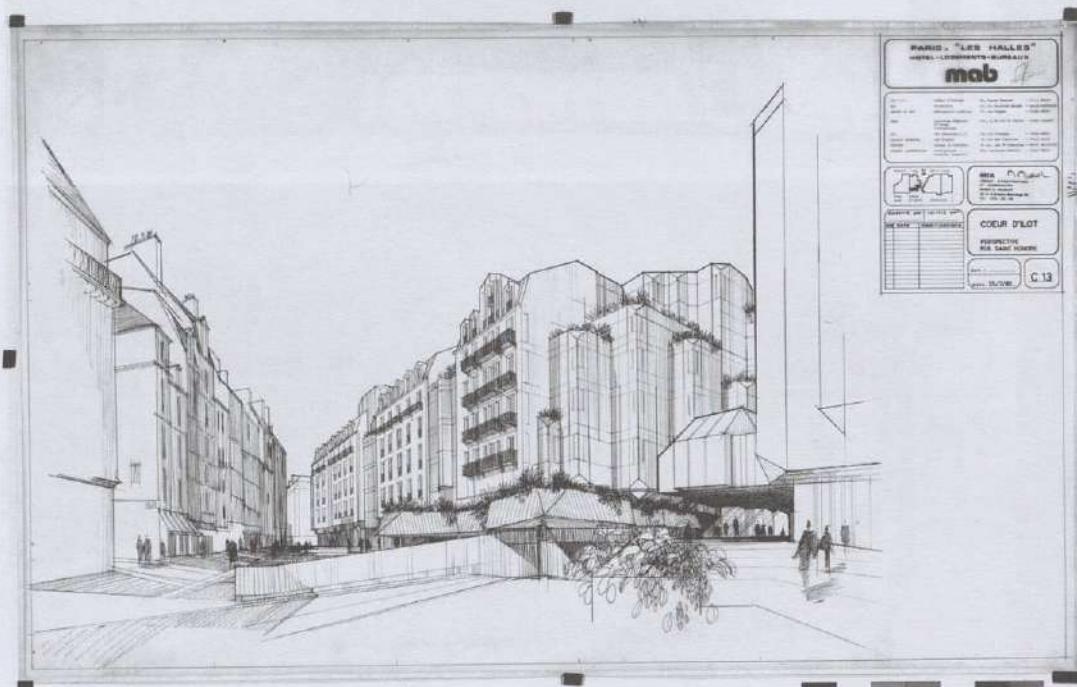
Dessinateur passé par l'École des arts décoratifs et l'atelier libre de gravure de l'École des beaux-arts de Paris, Lagrange (1917-1995) intègre en 1945 le groupe de la Nouvelle École de Paris, à l'intérieur duquel il appartient plutôt au courant Abstraction, non-figuration, figuration allusive. Il travaille beaucoup avec les ateliers de tapisserie d'Aubusson. Il travaille régulièrement avec Jacques Tati qu'il a rencontré en 1945, et est coscénariste et auteur de décors pour *Les Vacances de monsieur Hulot* (1953), *Mon oncle* (1958), *Playtime* (1967) et *Trafic* (1971). Il est aussi l'auteur de projets de 1% artistiques pour des bâtiments, notamment un plafond de 600 m<sup>2</sup> pour la tour Croulebarbe (1957-1959)

et le pavement en marbre de la faculté des sciences de Jussieu (1967-1972), deux réalisations de l'architecte Édouard Albert. Il a enseigné à l'École des Beaux-arts de Paris. Le fonds, réduit, concerne les sols de la faculté

de Jussieu et la tour Croulebarbe (études à grande échelle), certains projets de 1% artistique, et contient des documents biographiques. Les archives sont actuellement en cours de classement.

Jacques Lagrange, Faculté des sciences de Jussieu, Paris 5<sup>e</sup>, étude de décoration des sols extérieurs section 13/12, n.d. SIAF/CAPA, fonds Lagrange, 428 IFA 101/10.





Michel Marot, espace Baltard, Les Halles, Paris 1<sup>e</sup>, hôtel et bureaux, perspective du cœur d'ilot, n.d. STAF/CAPA, fonds Marot, 431 IFA 104/1.

### Henri-Louis Trezzini (429 IFA)

Né dans le Tessin, Henri Trezzini (1902-1976) mène des études mal identifiées (architecture, ingénierie ? En Suisse ou en France ?), mais en tout cas commence à travailler comme architecte et ingénieur dès l'âge de 20 ans à Paris, chez des architectes de premier plan comme Perret, Nelson, Pierre Jeanneret et Le Corbusier, Beaudouin et Lods, Gaston Castel. Après la guerre, il opte pour le métier d'ingénieur conseil (il crée le BETA, Bureau d'études Trezzini et ingénieurs associés). Très incomplet, le fonds couvre toute sa période d'activité, avec de nombreux documents graphiques (entre autres pour le Studio Bertrand, Paris 7<sup>e</sup>, 1935). Le don de ces archives est une conséquence de l'exposition sur André Bruyère, avec lequel Trezzini a collaboré à la fin de sa vie.

### Vladimir Mitrofanoff (430 IFA)

Elève de Gromort et d'Arretche aux Beaux-Arts dans les années 1950, W. Mitrofanoff (né en 1933) séjourne aux États-Unis à partir de 1965 (bourse de l'AIA)

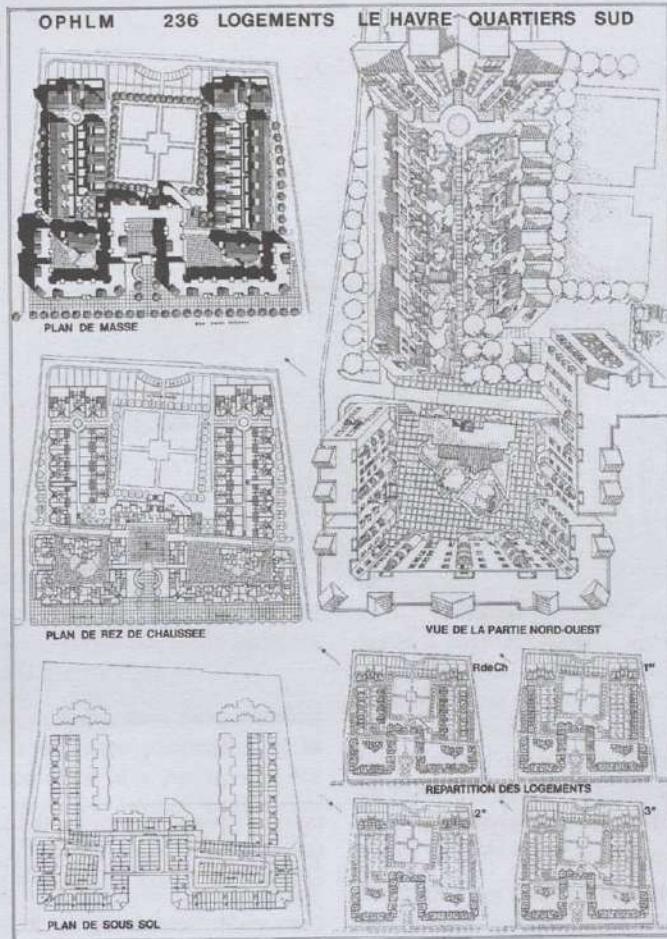
puis enseigne aux Beaux-Arts (assistant d'Arretche à la fin des années soixante), aux Arts décoratifs jusqu'en 1999, à l'Académie des Beaux-Arts de Pékin dans les années 2000. Chargé de mission à la Direction de l'architecture, au ministère des Affaires culturelles, de 1969 à 1974, il prépare un secteur sauvegardé du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris qui ne voit pas le jour (1975). Il fonde avec Jean-Claude Bernard une société de moyens (Arc Architecture). Il est lauréat en 1973 du concours Innovation (modèle de panneaux lourds, avec lequel il construit près de 6 000 logements à Lille, Paris, Marne-la-Vallée, Fontenay-sous-Bois, Sevran, etc.). Il est l'auteur de plusieurs musées et conservatoires dans les années 1980 (musée de la Tapisserie à Aubusson, 1981, musée de l'Assistance publique, 1983, musée archéologique de Nice, 1988, musée des Plans-reliefs aux Invalides, 1998, conservatoire du 5<sup>e</sup> arrondissement à Paris); de nombreux établissements scolaires; de nombreux hôpitaux à partir de 1990. Il est surtout présent en Chine depuis les années 2000. Le fonds d'archives, abondant, n'est cependant pas com-

plet, et couvre surtout les années 1970 à 1990.

### Michel Marot (431 IFA)

Après des études chez Leconte aux Beaux-Arts, Michel Marot (né en 1926) est diplômé en 1950. Il étudie aussi à l'Institut d'urbanisme de Paris (avec Gutton et Auzelle), et lors de voyages en Italie et en Scandinavie, puis à Harvard (chez W. Gropius). En 1954, il obtient le premier grand prix de Rome (atelier Leconte), et séjourne à la villa Médicis. Parallèlement, il obtient en 1955 l'Équerre d'argent pour la petite église Sainte-Agnès à Fontaine-les-Grès (Aube). En 1959, il fonde avec Daniel Tremblot le cabinet MTA, regroupant plusieurs architectes. Dans ce cadre, pendant trente ans, sont construits des églises, de nombreux ensembles de logement, des écoles et des hôpitaux. Les derniers projets conservés dans les archives datent du début des années 1990.

Appelé par des élèves à succéder à André Leconte en tant que patron d'atelier à l'ENSBA, Michel Marot reprend son atelier de 1965 à 1968, puis enseigne, dès sa création, à l'école d'architec-



*Wladimir Mitrofanoff, 236 logements pour l'OPHLM, Le Havre, 1982, planche de présentation, n.d. SIAF/CAPA, fonds Mitrofanoff, 433 IFA 107.*

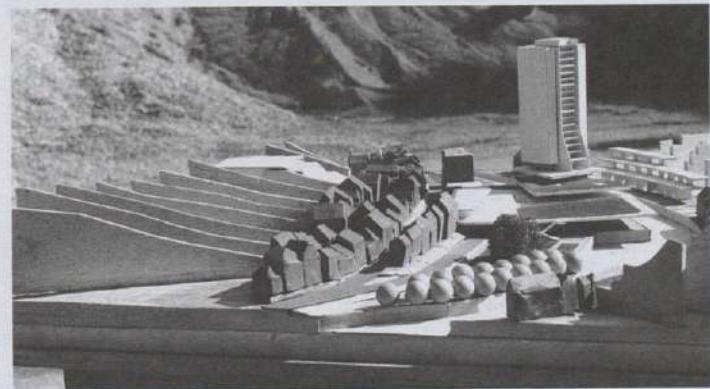
ture de Paris-Conflans. Il prend position activement dans le débat sur l'enseignement de l'ENSBA, se faisant le défenseur convaincu du «système Beaux-Arts». Les archives reflètent largement le débat autour de l'avenir de l'école à la fin des années soixante.

#### **Jacques Sarrabezolles (432 IFA)**

Fils du sculpteur Carlo Sarrabezolles (1888-1971), Jacques Sarrabezolles (1923-1991) étudie avec Roger-Henri Expert aux Beaux-Arts. Également urbaniste, il est lauréat d'un prix de l'AIA en 1955. Il devient en 1956 architecte ordinaire, puis en 1962 architecte en chef des BCPN, et est chargé de l'entretien de nombreux édifices nationaux importants. Il dessine de nombreux plans directeurs, notamment sur

la côte languedocienne et la côte aquitaine, et édifie de nombreux équipements publics, le principal étant la cité administrative de Tulle (1972). Le fonds d'archives est important et recouvre toute la carrière de l'architecte.

*Jacques Sarrabezolles, cité administrative de Tulle (Corrèze), 1972, vue d'une maquette d'étude, n.d. SIAF/CAPA, fonds Sarrabezolles, 432 IFA 61.*

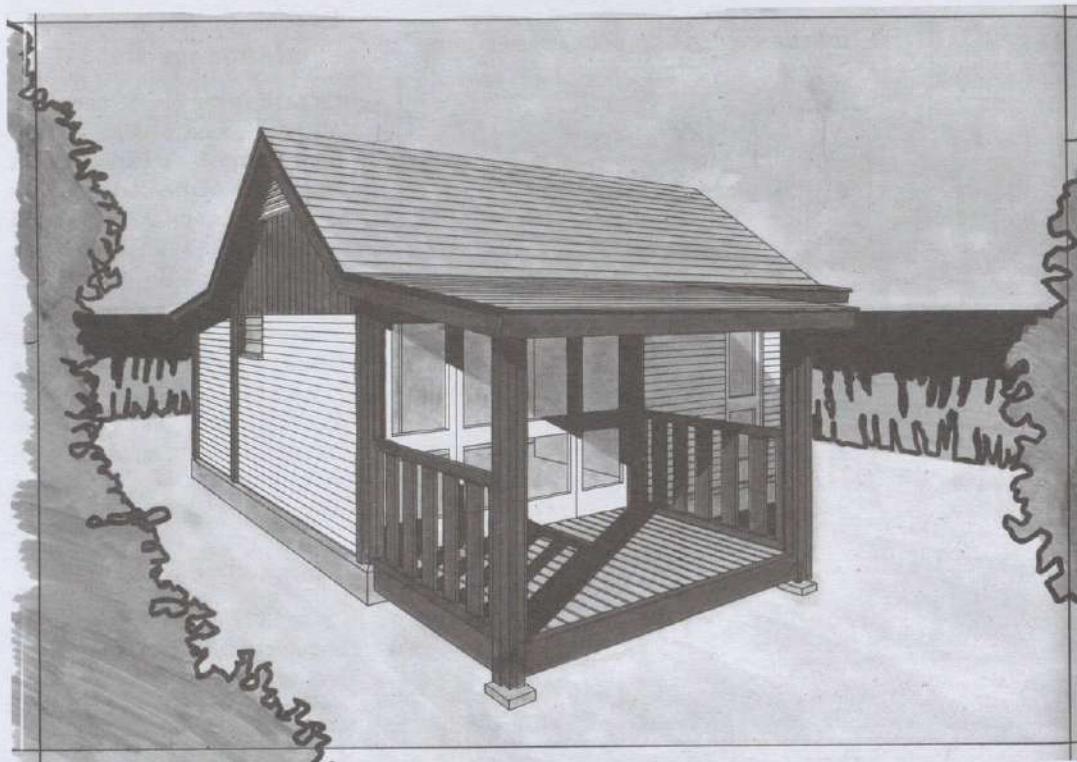


#### **Exposition Architecture et informatique (433 IFA)**

Ce petit ensemble de panneaux A3 correspond à deux expositions montées à Paris par les architectes Marie-Christine Fromont et Dominique Clayssen en avril 1987 (à l'IFA) et en juin 1988 (au siège de l'Ordre des architectes). Chaque exposition a donné lieu à une publication (numéro spécial du bulletin de l'institution) présente dans le fonds. Il s'agit d'une coupe sur l'usage de l'informatique chez les architectes français vers 1986, à une époque encore exploratoire.

#### **Fabien Vienne (434 IFA)**

Né en 1925, Fabien Vienne est un architecte au parcours atypique, issu de l'école des Arts appliqués de Paris (il n'est DPLG qu'en 1977), et auteur de meubles, de projets d'urbanisme, de systèmes constructifs, d'«objets» architecturaux singuliers, de scénographies et de jeux de construction. À la Libération, âgé de 20 ans, il est recruté par Jean Bossu – ancien collaborateur des années puristes de Le Corbusier – qui l'envoie ouvrir une agence à La Réunion. Il travaille ensuite notamment pour Lods, Nelson, Hermant. De retour en métropole après des années à La Réunion, il crée une société coopérative de production, SOAA, dont la production est unique dans le panorama français de l'époque: loin des normes et des habitudes de la production de masse de loge-



Fabien Vienne,  
modèle système EXN  
pour constructions  
économiques en  
bois : perspective,  
n.d. SIAF/CAPA,  
fonds Vienne et  
société SOAA,  
434 IFA 29

ments, il explore pour ses commanditaires (souvent privés) ou pour lui-même des pistes négligées par ses confrères. Il met ainsi au point le système EXN, un système constructif souple et économique de maisons en bois idéales pour La Réunion et également très employé en France. Il conçoit un ensemble HLM extraordinaire de maisons modernes en bandes à La Ciotat (Notre-Dame-de-la-Garde, 1968). Très complet, le fonds d'archives témoigne de toutes ces facettes et de toutes les explorations de Fabien Vienne (sauf la plus récente autour des jeux de construction).

### Fonds documentaires, compléments, intégrations

Deux petits fonds documentaires (426 IFA et 427 IFA) ont été donnés par Susan Day, historienne de l'art et ancienne bibliothécaire de l'Ifa. Il s'agit de sa documentation (années 1990-début des années 2000) sur l'architecte Jean-Charles Moreux (1889-1956), sur lequel elle a publié un ouvrage majeur chez Norma, et pour un projet d'ouvrage sur l'Art déco.

Le Centre d'archives a aussi reçu des archives complémen-

taires, notamment pour les fonds Gérard Thurnauer (378 IFA) et Georges Maurios (379 IFA).

Ont, enfin, été intégrés à la liste des fonds deux ensembles conservés depuis longtemps sans référence :

**Exposition Georges-Henri Pingusson (421 IFA)** : les panneaux d'une exposition itinérante.

**Atlas de Paris, la métropole imaginaire (425 IFA)** : les planches originales de l'*Atlas de Paris*, exposition à l'Ifa et ouvrage de Bruno Fortier (Mardaga, 1989).

## ARCHIVES NATIONALES

## Archives d'architecture et d'architectes dans la nouvelle organisation des Archives nationales sur leurs trois sites franciliens

NADINE GASTALDI

Conservateur en chef, Direction des Fonds,  
chargée de mission Cartes et plans

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet «une cité pour les Archives», les Archives nationales disposent désormais de trois sites dédiés: le site historique du «quadrilatère» du Marais, le site de Fontainebleau et le tout nouveau site de Pierrefitte-sur-Seine inauguré le 11 février 2013.

En conséquence, l'organisation des Archives nationales, et la répartition des fonds, ont été entièrement revues<sup>1</sup>. Le déménagement des documents a commencé au mois de mai 2012 et devrait s'achever à l'automne 2013. La salle de lecture du nouveau site de Pierrefitte-sur-Seine est ouverte aux lecteurs depuis janvier 2013. On doit rappeler aussi que, depuis octobre 2011, la première phase du nouveau Système informatique des Archives

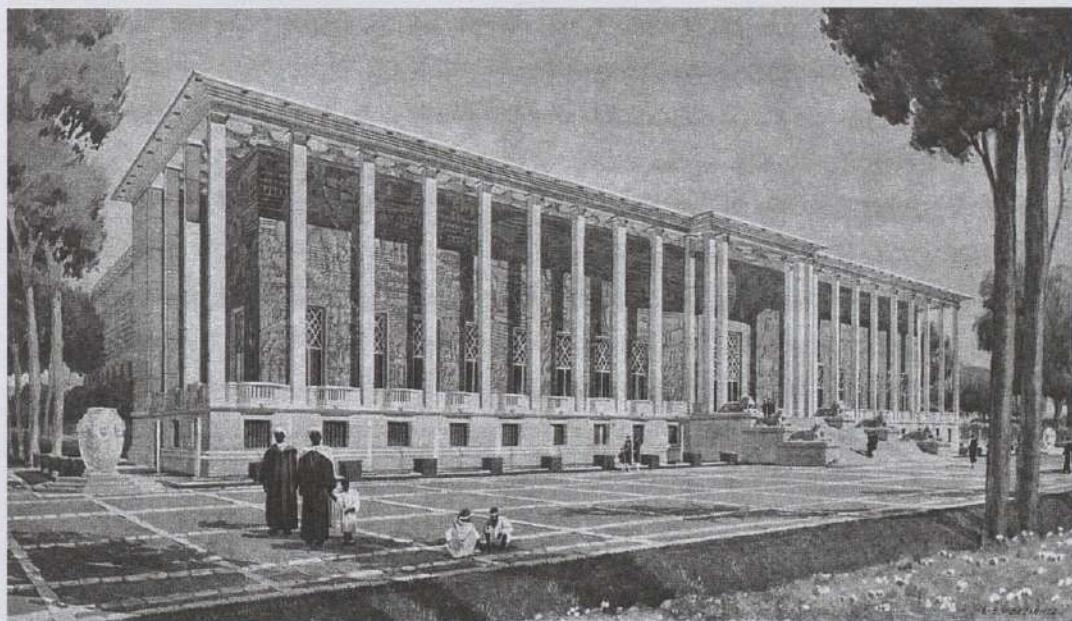
(SIA) a été mise en fonction, donnant au lecteur accès à de très nombreuses offres (formulaire de dérogation ou d'extrait, de recherche, de demande de reproduction, etc.), en attendant la seconde phase qui, en juillet 2013, donnera à l'internaute accès à environ 85% des instruments de recherche des Archives nationales ainsi qu'à d'importantes ressources complémentaires (plan d'orientation général ou POG, formulaires d'interrogation – globale sur tous les instruments ou ciblée, etc.).

Dans tous ces mouvements, que deviennent les archives d'architecture et les archives privées d'architectes, et comment accède-t-on aux instruments de recherche qui en font la description? On va tenter de décrire ci-après, de manière synthétique, la

nouvelle répartition de ces fonds dans les différents départements, existants ou nouvellement créés.

### Site de Paris

Parmi les départements scientifiques de la direction des Fonds demeurent à Paris, deux départements principaux. Le **département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime** (DMAAR) conserve les fonds publics ou nationalisés (papiers des princes, archives de l'Église catholique, etc.) antérieurs à 1789. Le **département du Minutier central des notaires de Paris** (DMC), rassemble les minutes des notaires parisiens, du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours (moins le délai réglementaire de 75 ans). Dans la réalité, la plupart des études ne sont présentes que jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais,



Musée des Colonies pour l'Exposition coloniale, Paris 12<sup>e</sup>, Albert Laprade, 1931, perspective, n.d.  
Archives nationales, fonds Laprade, 403 AP.

grâce aux espaces désormais disponibles sur le site de Paris, la collecte des fonds notariaux parisiens a repris en janvier 2013 et on espère atteindre assez rapidement le délai légal.

Restent aussi sur le site de Paris, les séries 6JJ (Marine), N (plans), NN (cartes) et F31 (plans cadastraux de Paris, XIX<sup>e</sup> siècle, et cadastre par masses de culture de l'an XI), autrefois dépendantes de l'ancienne section des Cartes, plans et photographies et, désormais, dévolues au DMAAR avec, en appui, le chargé de mission Cartes et plans placé auprès du directeur des Fonds.

Comme on le sait, de nombreuses séries ou sous-séries dépendant du DMAAR comportent des documents essentiels pour l'histoire de l'architecture et des architectes avant 1789 : O/1 (Maison du roi), Z/1J (greffiers des Bâtiments), S (temporel des Églises), etc. Il en va de même pour les minutes notariales, pour la plage de temps relativement étendue qu'elles concernent (XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Si, en effet, le recours au notaire s'atténue au XX<sup>e</sup> siècle dans les questions de construction, il reste encore fréquent au XIX<sup>e</sup> siècle et, pour ce qui regarde les problématiques de propriété et de dévolution, on aura garde de ne pas oublier que les archives

notariales constituent une ressource pour toutes les périodes, de même que pour tout ce qui regarde la vie privée de l'architecte. Quant aux séries N (plans) et CP/F/31 (plans cadastraux), leur utilité pour l'historien du bâti est bien connue, principalement pour les XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles. (mais, potentiellement, jusqu'à nos jours pour la série N qui continue à s'enrichir des diverses entrées «plans» des Archives nationales par achats, dons ou legs). On notera enfin que de nombreux documents antérieurs à 1789 – dont certains regardant architectes et architecture – seront conservés sur le site de Pierrefitte, y suivant les séries et sous-séries dans lesquelles ils ont été classés en raison de l'histoire administrative et archivistique : par exemple, dans la sous-série F21 (Beaux-Arts).

#### Site de Pierrefitte-sur-Seine

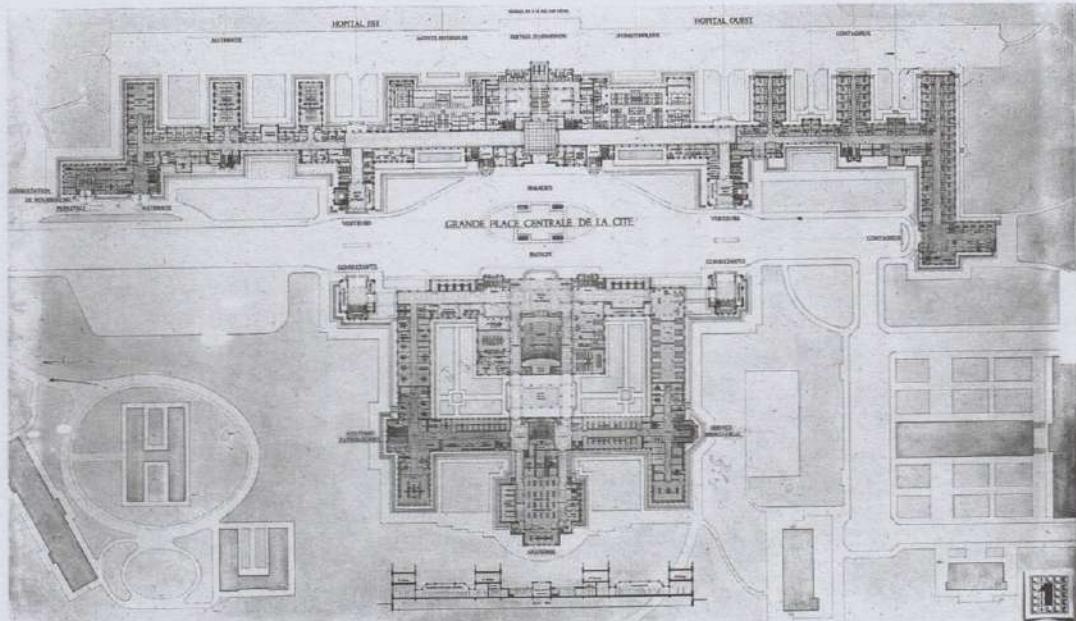
Le **département de l'Exécutif et du Légititatif** (DEL) conserve les fonds postérieurs à 1789 pour les Assemblées nationales, les instances gouvernementales et les chefs de l'État ainsi que pour les organes nationaux de contrôle (Conseil constitutionnel, Cour des comptes, etc.) et enfin pour les organismes liés aux deux

guerres mondiales (type Agence interalliée des réparations).

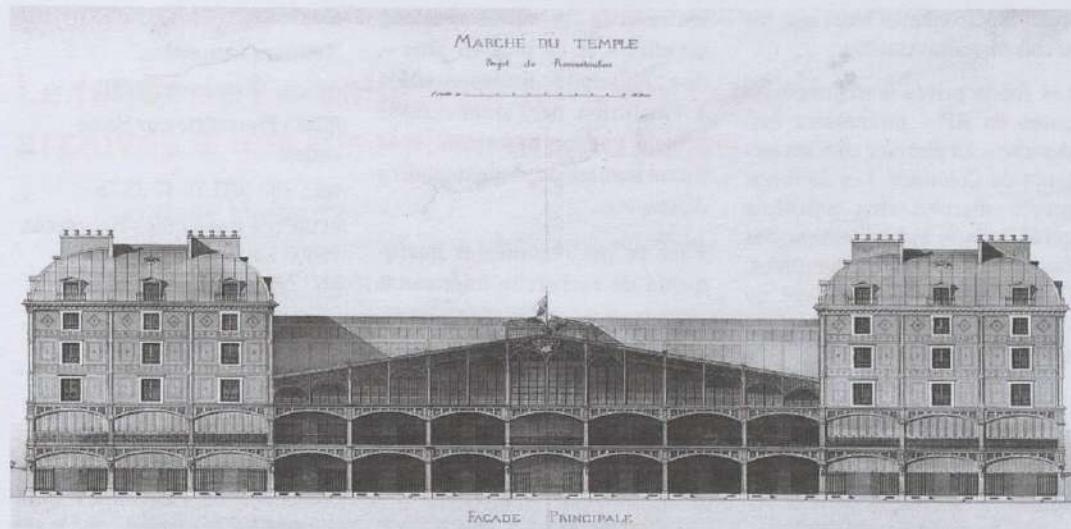
Le **département Éducation-Culture-Affaires sociales** (DECAS) conserve les fonds postérieurs à 1789 provenant de l'administration de l'Éducation nationale, de la Culture, de la Santé, du Travail et des Affaires sociales ainsi que des établissements publics nationaux liés (École normale supérieure, Opéra, agences publiques d'architecture, Muséum d'histoire naturelle, ORTF, etc.).

Le **département de la Justice et de l'Intérieur** (DJI) conserve les fonds postérieurs à 1789 provenant des ministères de la Justice (tribunaux et affaires criminelles mais aussi affaires civiles dont dossiers de naturalisation avant 1931) et de l'Intérieur (police, collectivités territoriales et cultes), ainsi que des organismes publics nationaux liés (Cour de Cassation, Haute Cour de Justice, Imprimerie nationale, etc.).

Le **département Environnement, Aménagement du territoire et Agriculture** (DEATA) conserve les fonds postérieurs à 1789 provenant des ministères en charge des travaux publics, des transports (dont la marine marchande et l'aviation civile),



Cité hospitalière de Lille (Nord), groupe hôpital-faculté, Jean Walter, plan du rez-de-chaussée. Archives nationales, fonds Walter, 357 AP.



Marché du Temple, projet de reconstruction, Victor Baltard, façade principale, 16 avril 1860.  
Archives nationales, fonds Baltard, 332 AP 24.

de la construction et du logement (dont les dommages de guerre et la Reconstruction), de l'aménagement du territoire et de l'environnement, du commerce et de l'industrie (y compris les Expositions universelles), des postes et télécommunications et de l'agriculture (dont eaux-et-forêts et haras), ainsi que des organismes publics nationaux liés (École d'agriculture de Grignon, etc.).

**Le département des Archives privées (DAP)** conserve, pour toutes périodes, des archives d'origine privée provenant de personnalités, de familles, de partis politiques, d'associations, d'entreprises ayant eu un rôle historique d'importance nationale (fonds de la Maison de France, fonds Napoléon, fonds Arago, archives du Théâtre national populaire, archives Bougainville, journaux de bord de l'expédition Charcot, fonds de Maurice Thorez, fonds Christian Fouchet, etc.).

Arrive aussi sur le site de Pierrefitte la sous-série VA (Versement de l'architecture), entièrement composée de plans, autrefois dépendante de l'ancienne Section des Cartes, plans et photographies, et désormais dévolue au DECAS, avec, en appui, le chargé de mission Cartes et plans placé auprès du directeur des Fonds.

Ici encore, de nombreuses séries ou sous-séries (pour les fonds

venant du site de Paris) ou versemens (pour les fonds venant de Fontainebleau) – tous Départements confondus – intéressent l'historien de l'architecture, notamment : au DEL, les sous-séries O/2 et O/3 (Maison de l'Empereur puis du Roi); au DECAS, les incontournables sous-séries F/13 (Bâtiments civils) et F/21 (Beaux-Arts, dont Bâtiments civils) et, en série AJ, les archives des agences publiques d'architecture (AJ/54, Archives nationales; AJ/56, Panthéon; AJ/64, Louvre; AJ/67, Invalides; AJ/85, Sorbonne) et celles relatives à l'enseignement de l'architecture (AJ/52, École nationale des Beaux-Arts et AJ/53, École des Arts décoratifs); au DJI, les sous-séries F/2 et F/3 (administration départementale et communale), riches en documents sur les bâtiments publics nationaux ou territoriaux et la sous-série F/19 (Cultes); au DEATA, la sous-série F/14 (Travaux publics), pour tout ce qui est travaux d'art (routes, ponts, ports, chemin de fer etc.), et toutes les sous-séries relatives à l'urbanisme et au logement, celles concernant les reconstructions consécutives aux deux guerres mondiales (par exemple AJ/28, Dommages de guerre) ou, encore, celles contenant des dossiers nominatifs d'architectes agréés ou d'ingénieurs; au DAP, la sous-série 300AP (fonds de

la Maison de France) avec de nombreux documents sur les demeures de la famille d'Orléans. On ne peut lister dans cet article toutes les séries, encore moins tous les versemens en cause. On renvoie, pour plus de détails, au site Internet des Archives nationales qui offre le panorama complet et actualisé des fonds et, aussi, au tout récent *Guide des sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales et aux Archives de Paris*<sup>2</sup>.

### Site de Fontainebleau

Le département des archives privées d'architectes et des archives nominatives et sérielles, qui va conserver certains documents ou dossiers nominatifs et/ou sérielles postérieurs à 1945 (à 1931 pour les dossiers de naturalisation), comme les dossiers de carrière ou les contentieux du Conseil d'État, ainsi que les fonds privés d'architectes, certains devant provenir du Centre d'archives d'architecture du XX<sup>e</sup> siècle de la Cité de l'architecture et du patrimoine ainsi que du Centre des archives du monde du travail à Roubaix.

Le département de l'archivage électronique et des archives audiovisuelles, rattaché à la direction de l'Appui scientifique (et non à la direction des Fonds) conserve les archives native-

ment électroniques ainsi que les archives audiovisuelles.

Les fonds privés d'architectes – cotés en AP – intéressent évidemment au premier chef les lecteurs de *Colonnes*. Les 23 fonds privés d'architectes autrefois gérés à Paris par la section des Cartes, plans et photographies, forment le socle de ce type de fonds désormais conservés sur le site de Fontainebleau.

Sanson [143AP]	Fontaine [439AP]	Fontaine [527AP]
Girault [285AP]	Labrouste [453AP]	Pouillon [528AP]
Rouire [321AP]	Bernard [458AP]	Grange [530AP]
Baltard [332AP]	Le Père, Hittorff et Bélanger [469AP]	Magne [534AP]
Walter [357AP]	Lemaresquier [481AP]	Destailleur [536AP]
Tournon [377AP]	Aureau [514AP]	Genuys et Gout [537AP]
Gutton [396AP]	Moreau [524AP]	Debret [568AP]
Laprade [403AP]	Barbaud et Bauhain [526AP]	

Ces fonds portent – sauf exception – sur les XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles et illustrent la diversité de l'architecture à cette période, à la fois publique et privée, modeste ou renommée: du petit fonds de Félix Rouire (environ 32 cartons et 145 pochettes) qui, de 1928 à 1967, produit une architecture «ordinaire» à Paris et dans sa proche banlieue en construisant boutiques, ateliers ou magasins, aux imposants fonds des célèbres Albert Laprade, actif des années 1920 aux années 1970 (environ 270 cartons, 24 portefeuilles, 68 pochettes et 571 rouleaux et 8 volumes des croquis) ou Jean Walter, construisant de l'avant-guerre de 1914 à sa mort en 1957 (26 cartons, environ 200 dossiers et classeurs, et plusieurs centaines de rouleaux de plans). On s'intéressera aussi aux archives électroniques et audiovisuelles:

les unes et les autres recèlent, en effet – et de plus en plus –, des éléments indispensables à l'historien de l'architecture: projets conçus désormais sous forme numérique, documentaires divers, etc.

Pour ce qui regarde les instruments de recherche intéressant ces séries, sous-séries ou fonds, le chercheur ne trouvera, sur cha-

#### Contact

Archives nationales,  
59, rue Guynemer, 90001  
93383 Pierrefitte-sur-Seine  
cedex  
tél.: +33 (0)1 75 47 23 78  
et 60, rue des Francs-Bourgeois,  
75003 Paris  
tél. : +33 (0)1 40 27 62 34  
nadine.gastaldi@culture.gouv.fr

1. Concernant l'organisation générale des Archives nationales, on renvoie le lecteur à l'organigramme mis en ligne sur le site Internet de l'institution.
2. Martine Plouvier dir., *Guide des sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales et aux Archives de Paris*. Paris: Comité des travaux historiques et scientifiques, 2012, 744 pages. L'ouvrage est présenté dans la rubrique recensions de ce numéro de *Colonnes*, voir page 44.

cun des sites des Archives nationales, que ceux concernant les archives qu'il conserve. Certains instruments de recherche généraux ou inter-périodes, cependant, seront présents sur les trois sites des Archives nationales. Le chercheur devra donc attendre la seconde phase du SIV pour disposer d'une information qui sera alors presque complète. En attendant comme ultérieurement, il lui sera possible de recourir aux nombreuses notices d'orientation qui sont en ligne sur le site Internet des Archives nationales et lui permettent de commencer sa recherche. On recourra, par exemple, aux notices n°13 « Recherche sur un bâtiment, Ancien Régime – XX<sup>e</sup> siècle » ou n°46 « Biographies d'artistes peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles ».

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

## Le fonds de l'architecte Paul Quintrand, archives d'une discipline en mutation

ÉLÉONORE MARANTZ

Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

EMMANUELLE REIMBOLD

Attachée de conservation, responsable des archives d'architecture

**P**arallèlement à une activité de praticien exercée à partir de 1958 principalement dans le sud-est de la France, l'architecte Paul Quintrand a joué un rôle fondamental dans le renouvellement des pratiques pédagogiques et dans le développement de la recherche en architecture. Son fonds d'archives permet d'étudier son apport à la discipline.

### Un architecte à l'œuvre, entre recherche et projet

Né en 1929 à Saint-Fortunat, en Ardèche, Paul Quintrand effectue ses études secondaires à Arles, ville dont était originaire son père et dont la richesse architecturale et patrimoniale a certainement joué un rôle dans son éducation artistique. En 1948, la découverte d'Auguste Perret par le biais de

la lecture du numéro 7 de *Techniques et Architecture* décide de la vocation du jeune homme, qui souhaitait alors exercer un métier de création dans lequel se rencontraient conceptions intellectuelles, aspirations formelles et réalités de la fabrique.

Paul Quintrand se forme à l'architecture à de l'École nationale supérieure des Beaux-arts de





*Yotel club, domaine de la Foux, Saint-Tropez, 1964-1966, Paul Quintrand et Boursier-Mougenot, sculpteur, vue de deux bungalows.*  
Carte postale, collection particulière.

Paris (dans les ateliers de Roger-Henri Expert et de Pierre Vivien). Au terme d'un honorable cursus (prix Maréchal en 1951, lauréat du concours Laloux en 1956, prix Paulin en 1958), il est diplômé en 1958 avec un Projet d'arènes pour la ville d'Arles. Parallèlement à ses études, il travaille un temps dans l'agence d'Urbain Cassan, avant de se fixer, en 1952, dans celle de Pierre Dufau dont il devient l'un des assistants. Ses qualités de dessinateur lui valent d'être choisi pour réaliser les rendus des concours de l'ambassade de France au Cambodge en 1956-1957 (construite à Phnom-Penh de 1964 à 1965 sous la direction de Pierre Dufau) et du mausolée de Quaid-e-Azam Mohamed Ali Jinnah à construire à Karachi au Pakistan (2<sup>e</sup> prix en 1957, non réalisé). Également responsable de la construction des sièges parisiens des sociétés Dunlop (1959) et Mobil Oil (1959-1960), Paul Quintrand apprend chez Dufau le métier d'architecte dans sa réalité concrète et y développe

son intérêt pour les procédés de construction innovants.

En 1961, Paul Quintrand ouvre sa propre agence à Aix-en-Provence en reprenant celle de son confrère André Blondel. C'est de cette ville qu'il mène ses premiers projets, favorisant les interactions avec des confrères, mais aussi avec des ingénieurs et des plasticiens (voir encadré). Réalisant essentiellement des équipements publics (piscine municipale d'Aix-en-Provence, 1964-1967; aménagement du forum des Cardeurs, Aix-en-Provence, 1963-1964; école de La Pinette, Aix-en-Provence, 1963-1966; internat du collège de Fontlongue, Miramas, 1964-1965), Paul Quintrand explore la puissance plastique des matériaux, notamment du béton, ce qui le rapproche du courant brutaliste qui se développe alors. Au cours de cette première décennie d'exercice, il réalise également des programmes de logement, notamment des villas (villa Quin-

trand, Saint-Fortunat, 1963-1965; villa Merland, Arles, 1964-1965; villa Vaché, Arles, 1965-1966) et de petits ensembles résidentiels (Les Alpilles, Arles, 1964; Les Ormeaux, Arles, 1965-1968; immeuble du boulevard Aristide-Briand, Aix-en-Provence, 1965; La Terrasse, Aix-en-Provence, 1969-1971) qui témoignent de son évolution vers une écriture architecturale plus personnelle intégrant une analyse sensible du site et un intérêt pour la préfabrication. Pour le Yotel Club à Saint-Tropez (1964-1966), complexe de vacances d'un genre nouveau, Paul Quintrand imagine des bungalows circulaires, entièrement préfabriqués, constitués par des coques hémisphériques en polyester et des couvertures en toile, sortes de parasols légers qui, une fois repliés, laissent la cellule d'hébergement totalement ouverte<sup>1</sup>. Poursuivant ses recherches, Paul Quintrand fait breveter en 1969 un modèle de maison individuelle évolutive appelée « maison Meccano »,

ou «système 3.55» du fait des dimensions de sa trame constructive<sup>2</sup>. Paul Quinrand le décline selon deux versions – l'une associant acier et béton (procédé Pico), l'autre acier et bois (procédé Jossermoz) – donnant chacune lieu à des réalisations<sup>3</sup>. Bien que primé en 1973 au concours Jeu de construction lancé par le ministère de l'Équipement, le modèle de maison individuelle mis au point par Paul Quinrand ne donne pas lieu à la production en série escomptée du fait de la crise pétrolière.

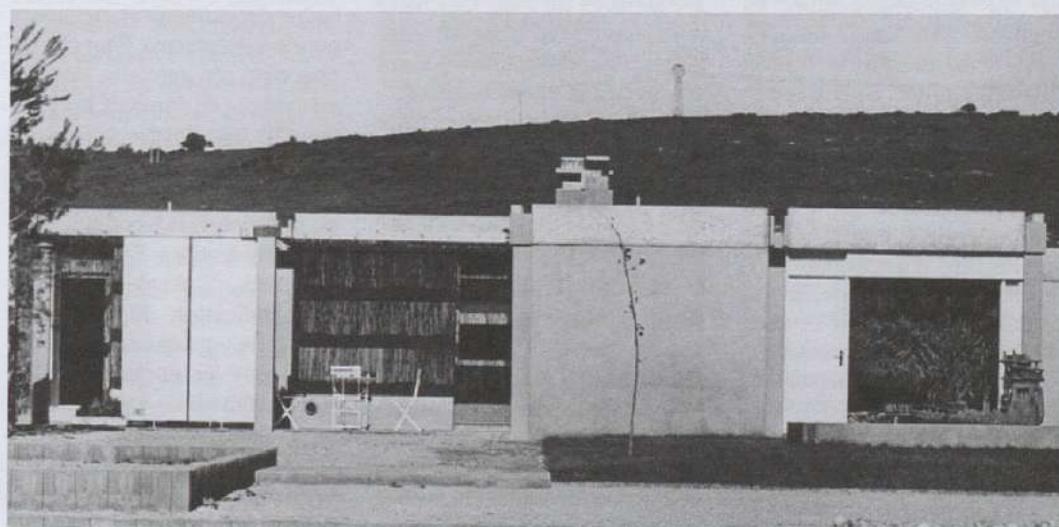
La décennie 1960, si elle marque l'affirmation de Paul Quinrand en tant que maître d'œuvre, correspond aussi à la naissance de la figure du militant, de l'enseignant et du chercheur. En effet, alors que commencent à émerger en France des structures de formation permanente pour les architectes, Paul Quinrand crée en 1965, avec Gilbert Bonnardel, Max Gravéreau et André Liotard, l'UPAU (Université permanente d'architecture et d'urbanisme) de la région Provence-Côte d'Azur. Dans ce cadre, il organise des rencontres, des séminaires professionnels, mais aussi des sessions de formation estivales. Ces «ateliers d'été» donnent lieu à de fructueux échanges entre architectes, sociologues, ingénieurs et plasticiens, et font l'objet de comptes rendus détaillés dans la revue *Melpomène*. Paul Quinrand associe étroitement

aux ateliers d'été de l'UPAU le sociologue Georges Granai (1923-1981), dont les travaux sont des contributions essentielles à l'émergence de la sociologie urbaine et de l'habitat. En 1966, il invite les ingénieurs Robert Le Ricolais (1894-1974), David-Georges Emmerich (1925-1986) et Stéphane Du Château (1908-1999) à animer des sessions de l'atelier d'été d'Aix-en-Provence, relevant alors l'ambitieux défi de réunir et de faire échanger les trois principaux représentants des recherches sur la morphologie structurale actifs en France. Ces croisements disciplinaires donnent surtout à Paul Quinrand l'occasion d'approfondir sa réflexion sur les enjeux de la création architecturale, l'encouragent à renouveler ses propres pratiques et à proposer une méthodologie du projet basée sur la concertation et sur une analyse des contenus normatifs de l'architecture.

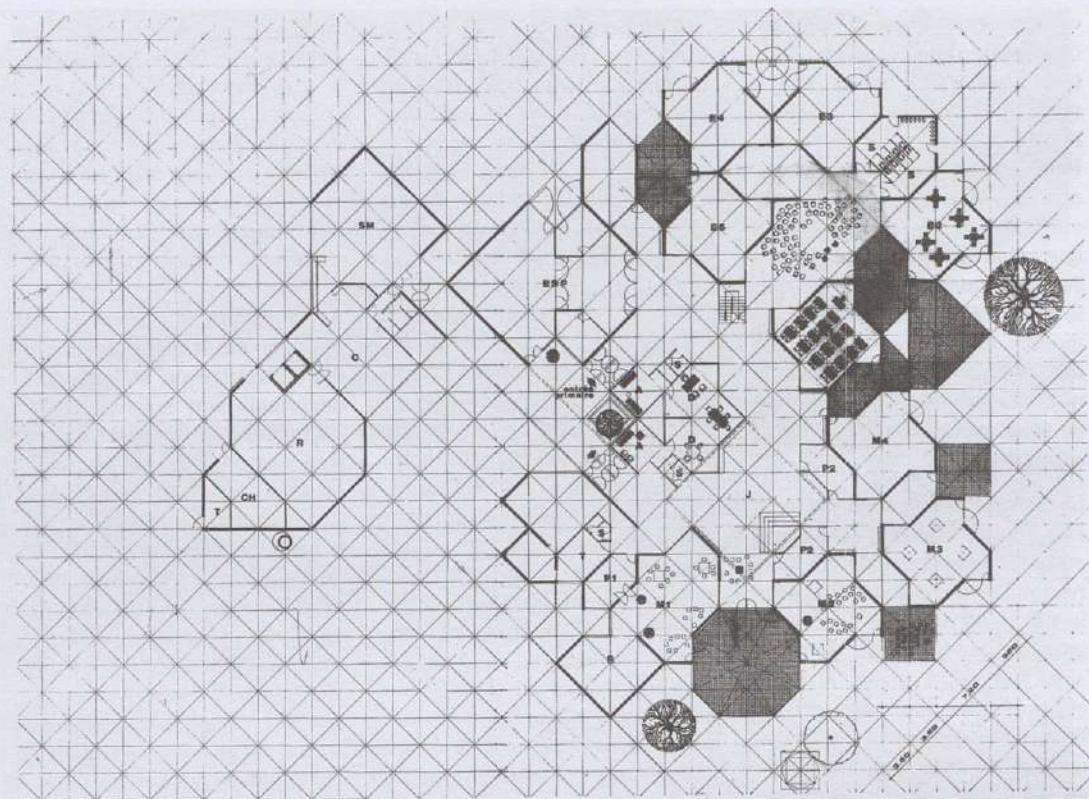
De cette approche innovante découlent plusieurs travaux collaboratifs<sup>4</sup>, mais surtout une très forte implication de Paul Quinrand dans le renouvellement des pratiques pédagogiques puisque, commençant à enseigner à l'École d'architecture de Marseille-Luminy en 1967, il fait partie de l'équipe qui anticipe l'importante réforme du tournant des années 1970. Enfin, en fondant le GAMSAU<sup>5</sup> en 1969 – laboratoire pionnier en matière d'utili-

sation des outils de conception assistée par ordinateur<sup>6</sup> – et en le présidant jusqu'en 1993, Paul Quinrand prend une part active à l'émergence et au développement de la recherche en architecture, en même temps qu'il met l'outil informatique au cœur des mutations de la discipline.

Au tournant des années 1970, pour se rapprocher de l'École d'architecture où se concentre désormais son activité professionnelle, Paul Quinrand transfère son agence à Marseille, où il partage des locaux avec Roger Dabat Ensemble, ils participent au concours pour la ZAC de La Rousse (Miramas, 1972) pour laquelle ils proposent une approche «bioclimatique» semblable à celle qui avait présidé, deux ans auparavant, à la conception de l'ensemble résidentiel Mer et Soleil (47 villas, ZUP de Martigues, 1970). Paul Quinrand accède alors à des commandes plus importantes, notamment dans les domaines du logement social (unité V de la ZUP de Martigues, 700 logements réalisés en deux tranches, 1966-1970 et 1970-1973) et des équipements publics (conservatoire national d'Aix-en-Provence, 1967-1972; centre des impôts d'Aix-en-Provence, 1972). Entre 1975 et 1977, il réalise le Centre de l'enfance d'Istres, structure expérimentale rassemblant halte-garderie, écoles maternelle et primaire et centre de loisirs. Conçue selon



Prototype béton de la «Maison 3.55», Ventabren, 1967, Paul Quinrand avec les sculpteurs Jean Amado (fontaine), Max Sauze (brisé-soleil), Boursier-Mougenot (mur brisé-vent). Archives privées Paul Quinrand.



Centre de l'enfance, Istres, 1975-1977, Paul Quinrand et Boursier-Mougenot, sculpteur.  
Archives départementales des Bouches-du-Rhône, fonds Quinrand, 251 J 430.

une trame alvéolaire, largement ouverte sur l'espace public, cette réalisation vient clore l'œuvre architecturale de Paul Quinrand qui cesse progressivement son activité de maître d'œuvre, pour se consacrer exclusivement à l'enseignement, à la recherche et à la réforme de la profession.

Paul Quintrand enseigne à l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy en qualité de professeur jusqu'en 1994; il en préside le conseil d'administration en 1988-1989 et 1996-1997. Par ailleurs, il est membre du Conseil consultatif de la recherche architecturale (1985-1994), président du GIP ACACIA (Groupement d'intérêt public Architecture construction aménagement création intelligence artificielle, 1988-1994) et vice-président du Conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture (1991-1997). Correspondant de l'Académie d'architecture à partir de 2001, Paul Quintrand en devient membre titulaire en 2003, prenant notamment

ment en charge les questions relatives à la recherche architecturale. Il y assure aujourd'hui la fonction de conservateur-archiviste.

En plus de mettre en lumière l'expérience à la fois singulière et exemplaire d'un architecte qui fut au cœur des mutations de la scène architecturale française des décennies 1960-1990, les archives de Paul Quinrand permettent ainsi d'appréhender les grandes problématiques ayant sous-tendu la création architecturale de la période des « Trente Glorieuses ».

## Les archives de Paul Quinrand, le reflet scrupuleux d'un homme au travail

Bien que Paul Quintrand n'ait exercé le métier d'architecte libéral que pendant une quinzaine d'années – de 1961 jusqu'au milieu des années 1970 –, son fonds d'archives, donné aux

Archives départementales des Bouches-du-Rhône en mai 2011, est volumineux avec environ 150 projets ou opérations réalisées auxquels s'ajoutent encore les réflexions et projets menés autour du système 3.55.

Les pièces écrites, qui représentent environ 22 ml, sont extrêmement bien structurées, Paul Quintrand ayant utilisé et appliqué un cadre de classement rigoureux pour ses documents. Pour chaque opération, on retrouve donc la même suite de dossiers, la même construction intellectuelle. Ce classement, identifié par des lettres inscrites sur les pochettes, est organisé de la façon suivante : A/ administrations, B/ techniciens assistants, C/ clients, D/ études, E/ adjudication, F/ entreprise pilote ou entreprise générale, G-V/ tous les corps de métier (terrassements, gros œuvre, charpente, couverture, matériaux légers, menuiserie, jardin et piscine, etc.), W/ expertises, X/ échafaudages divers.

Cette rigueur dans le classement, très précieuse pour l'archiviste et le chercheur, souligne l'esprit très structuré qui a présidé à l'organisation de ces papiers. Elle en a également favorisé la bonne conservation, ce qui fait que les dossiers sont quasiment toujours complets. Cependant, ces pièces écrites ne concernent que le fonctionnement de sa propre agence, et ne nous renseignent ni sur sa formation ni sur ses premières années d'activité au sein de l'agence Dufau.

Les plans conservés représentent aussi un volume très important, on en dénombre environ 3 660<sup>e</sup> répartis dans 280 rouleaux et occupant plus de 27 mètres linéaires de rayonnage. Ces chiffres sont autant d'indications sur le travail effectué, l'ampleur des chantiers et la volonté de détail et de précision apportés par l'architecte. Leur répartition n'est bien entendu pas régulière : quelques-uns, restés à l'état de projets, ne comptent parfois qu'un seul plan (projet d'aménagement de la propriété Laforêt à Aix-en-Provence), d'autres sont plus imposants, et un rouleau peut alors contenir jusqu'à 50 plans (construction du groupe d'habitations Aymé à Arles) ; enfin, certains projets rassemblent plusieurs rouleaux de plans (construction de la ZUP des Quatre-Vents à Martigues, 728 plans répartis dans 46 rouleaux). Dans ce dernier cas, l'archiviste a dû les rassembler, leur donner une cohérence, et les présenter de manière à faire apparaître les différentes propositions soumises au client et les différentes étapes de la construction. On retrouve dans les plans une grande diversité de pensée et un vrai souci de précision : le détail d'un écrou à ailette, le dessin des meubles pour la villa Vaché, le bloc sanitaire installé au milieu d'un bungalow (projet Mayanne à Embrun) ou encore l'aménagement du prototype d'Annecy avec la liste du matériel à prévoir dans la maison présentée, de la bibliothèque métallique blanche au nombre d'assiettes, en

Paul Quintrand cosigne avec les architectes Jean-Louis Durand et Jean Durand-Rival les projets aixois de piscine municipale et d'aménagement du forum des Cardeurs. Le trio fait appel à l'ingénieur Stéphane Du Château pour concevoir le toit ouvrant de la piscine d'Aix-en-Provence. En 1965, Paul Quintrand sollicite à nouveau l'ingénieur pour étudier la toiture du restaurant du Yotel Club. L'architecte associe à ses projets quelques figures importantes de la scène artistique aixoise : le plasticien Jean-Pierre Boursier-Mougenot, plus connu sous le nom d'Ernest Boursier-Mougenot (né en 1933) enrichit par ses interventions l'école de La Pinette, le Yotel Club, la « maison 3.55 » de Ventabren et le centre de l'enfance d'Istres ; le sculpteur Max Sauze (né en 1933) conçoit des brise-soleil pour le Yotel Club et la maison 3.55 de Ventabren, ainsi que d'une fontaine et des pièces de mobilier pour la villa Vaché ; enfin, le céramiste Jean Amado (1922-1995) réalise une fontaine pour la « maison 3.55 » de Ventabren.

passant par la cafetière blanche et la cuillère à sauce. Ce travail minutieux souligne le souci de maîtriser toute l'opération de construction, du projet à son complet achèvement. Certains plans ne trouvent pas d'écho dans les pièces écrites (immeuble d'habitation Saint-Eutrope à Aix-en-Provence) et quelques projets ne sont pas accompagnés de plans (villa Ferry à Aix-en-Provence) ; cela est cependant assez rare et, dans l'ensemble, pièces écrites et plans se répondent, formant un fonds très cohérent.

Collecter un fonds d'architecte c'est collecter une histoire, mais c'est surtout garder la trace d'un discours sur l'architecture. À ce titre, la conservation du fonds Quintrand permet aux chercheurs de travailler autant sur le projet que sur l'œuvre aboutie, d'aborder le questionnement de l'ouvrage en amont, depuis les premières idées jusqu'à son achèvement. C'est une des forces de ce fonds. La rigoureuse organisation des pièces permet de restituer le déroulement du chantier, ses différentes étapes, de manière à rendre immédiatement intelligible la complexité de l'ensemble.

Conserver ce fonds d'architecte au sein d'un centre d'archives qui en détient déjà vingt-sept, permet aussi de croiser les sources, de mettre en perspective cette histoire, de mettre en parallèle les

idées et les projets. Aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, le fonds Quintrand côtoie ainsi d'autres fonds des années 1960 et 1970 proposant des points de vue et des approches différentes ou complémentaires. C'est par exemple le cas de archives de Pierre Averous qui a réalisé une autre partie de la ZUP de Martigues, ou des Chirié qui ont construit à la même époque La Maurelette, grand ensemble de logements à Marseille.

Certains domaines ont enfin particulièrement favorisé l'émutation et les échanges entre architectes, notamment les questions d'urbanisme qui ont suscité un travail plus collaboratif entre les architectes locaux. On retrouve dans le fonds Quintrand des témoignages de la réflexion menée au cours des années 1960 et 1970 sur l'aménagement du territoire et sur l'introduction de l'outil informatique en architecture notamment avec la création du GAMSU (Groupe d'études pour l'application des méthodes scientifiques à l'architecture et à l'urbanisme) dont, bien sûr, il conserve les actes et les comptes rendus. Là encore, il vient en complément d'autres fonds d'architectes, en particulier le fonds Dabat qui garde aussi la trace de ce chantier de réflexion.

Le fonds Quintrand est riche par la diversité des projets abordés et le souci de perfection avec

lequel ils ont été menés. Mais il se distingue surtout par la personnalité d'un architecte qui définissait ainsi sa conception du métier :

« Je suis contre l'architecture qui se réfère au bon goût, au bon ton, à l'opinion générale, à ce qui se fait, aux bonnes habitudes » ; « Je suis pour une recherche qui ne se réfère qu'à l'esprit, qu'à une certaine morale, qu'aux yeux du cœur » ; « La maison c'est vous, je fais votre portrait, je suis votre peintre<sup>9</sup> ».

#### Contact

Archives départementales  
des Bouches-du-Rhône  
18, rue Mirès  
BP 10099  
13303 Marseille cedex 03  
Tél. 04 13 31 82 08  
Emmanuelle.reimbold@cg13.fr

1. Les bungalows sont entièrement préfabriqués, mais surtout constitués par des éléments « transportables » (l'élément le plus lourd pèse 175 kg, le bungalow pesant au total 1200 kg) et assemblés sur site.
2. Brevet n°1581473, déposé en 1968, validé le 11 août 1969 sous le nom de « construction industrialisée évolutive ».
3. Pour le procédé béton, une villa témoin est construite à Ventabren en 1967 (détruite) et neuf villas sont présentées à Village-Expo à Vitrolles en 1969 (détruites). Pour le procédé bois-acier, trois villas sont construites : une à Cergy-Pontoise à l'occasion du concours Jeu de construction (1973), une à Annecy en 1973 (villa témoin) et l'une autre au Puy-Sainte-Réparade en 1974 (villa Labrot).
4. Le premier se déroule à Saint-Maximin (1965), les suivants à Aix-en-Provence (1966-1969).
5. Étude d'aménagement de la Côte Bleue, projet AMOROVE, 1966-1967 ; GAMU, Caractère méditerranée. Étude des caractéristiques générales d'un urbanisme méditerranéen en Provence, contrat OREAM, 1969, étude conduite au sein de l'école d'architecture de Marseille-Luminy par le GAMU (groupe de recherche sur le thème de l'adaptation de l'habitat au milieu physique) sous la direction Roger Dabat.
6. GAMSAU : Groupe d'études pour l'application des méthodes scientifiques à l'architecture et à l'urbanisme, unité de recherche habilitée par la Direction de l'architecture et associée au CNRS URA1247 (1969-1993).
7. MORANDI Christian, *Les nouvelles technologies dans la pratique professionnelle des architectes, 1959-1961. « Les méthodologistes », histoire de trois laboratoires d'informatiques dans les écoles d'architecture en France*, thèse de doctorat sous la direction de François Loyer, université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2011.
8. Les tirages conservés dans les boîtes avec les pièces écrites n'ont pas été comptabilisés.
9. Description du métier selon Paul Quinrand, 251 J 25.

## Le fonds Bernard Bachelot (1930-2011)

SOPHIE ARMAND

Assistante archiviste chargée des archives d'architecture

**B**ernard Bachelot est né le 20 août 1930 à Constantine. Il fait ses études au collège des jésuites Notre-Dame-d'Afrique à Alger. Il entame, en octobre 1948, ses études d'architecture à l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris. Il intègre d'abord l'atelier d'André Leconte puis, à la fin de la deuxième année, celui d'Eugène Beaudouin. Bernard Bachelot obtient plusieurs mentions, prix et médailles dont le prix du meilleur diplôme, avec mention très bien, le 6 mars 1957, avec un projet de hammam au pied du pont de Constantine.

Séduit par la construction du bâtiment administratif et de santé à Adrar réalisé par l'architecte Michel Luyckx, Bernard Bachelot intègre son équipe de mars à septembre 1957. Cet architecte prenait, selon lui, en

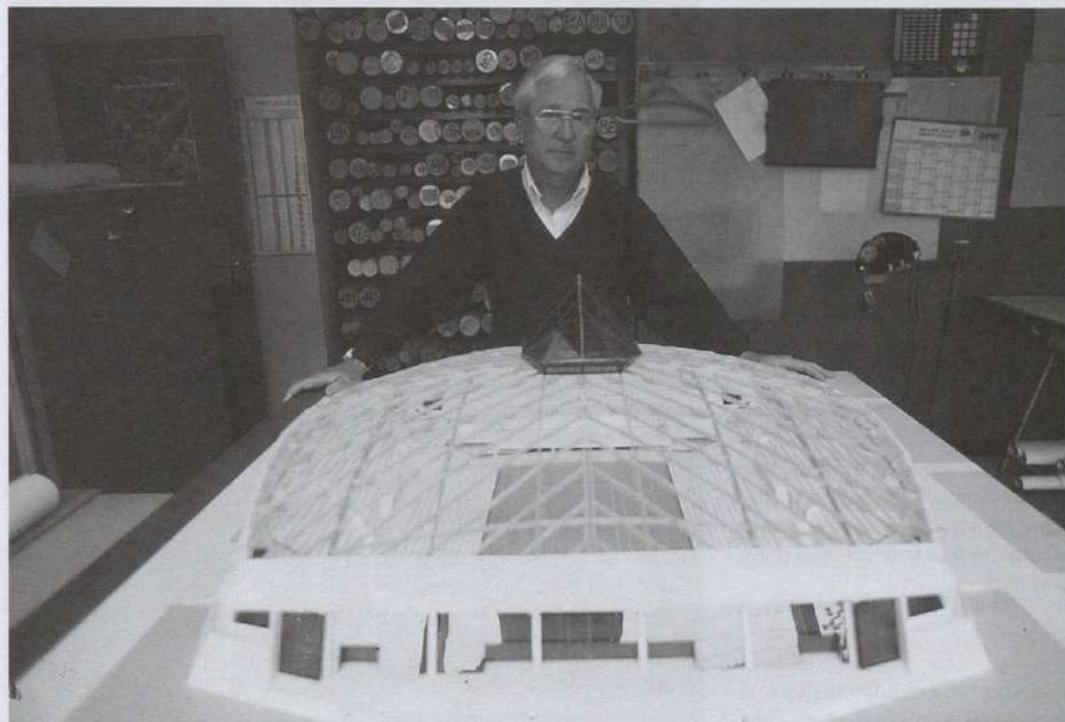
compte de façon exemplaire, dans un programme moderne, du contexte et des caractères de l'architecture traditionnelle saharienne.

De septembre 1957 à mars 1959, il fait son service militaire. Au sein de la direction des travaux spéciaux du Génie (DTSG), il est employé à la préparation des dossiers d'exécution de la base atomique de Reggane, commune de la wilaya d'Adrar située dans le sud-ouest de l'Algérie, au nord du désert de Tanezrouft. Libéré de ses obligations militaires et fermement résolu à «gagner sa vie», il ouvre en avril 1959 son cabinet d'architecture au 4, boulevard Saint-Saëns à Alger.

## Débuts en Algérie

Dans un contexte de crise de la société coloniale, Jacques

Chevallier, conseiller général et maire d'Alger (de 1953 à 1958) s'engage à construire rapidement de nombreux logements sociaux modernes pour les européens et les musulmans. Il crée avec Pierre Dalloz, directeur du service de l'urbanisme de la ville d'Alger, ancien directeur de l'architecture du MRU, l'agence du Plan. Composée d'une élite d'urbanistes français et étrangers, cette équipe s'oriente vers un urbanisme social et humain. Cette agence, placée sous la responsabilité de Gérald Hanning (urbaniste en chef, ancien collaborateur principal de Le Corbusier) et de Vladimir Bodiansky (ingénieur en génie civil au sein du cabinet d'architecture d'Eugène Beaudouin), œuvrait à inscrire dans le site d'Alger le travail de Fernand Pouillon. Introduit par Henri Brac de La Perrière,



Palais des sports,  
Toulouse,  
Bernard Bachelot,  
1982, l'architecte  
avec la maquette  
du projet. Archives  
départementales de la  
Haute-Garonne, fonds  
Bernard Bachelot, 140J.

un ancien camarade de l'école Notre-Dame d'Afrique devenu secrétaire d'État aux armées, Bernard Bachelot intègre l'agence en tant que stagiaire. Il y découvre un cercle d'architectes pragmatiques qui d'une même voix s'appliqueront à moderniser l'urbanisme local en utilisant les nouvelles techniques d'industrialisation et de construction.

Bernard Bachelot obtient à Alger sa première commande privée pour Amar-Mathieu Moussaoui : l'immeuble Le Bayard, construit en 1959. Ce premier « panneau publicitaire » lui vaut immédiatement d'autres commandes. Après avoir demandé à l'architecte Fernand Pouillon de construire une maison dans sa propriété familiale d'El-Biar, Jacques Chevallier, commande celle de son fils à Bernard Bachelot en 1960. L'année suivante, Louis de Hoym de Marien, chargé par le gouvernement de réaliser, dans un court délai, la cité administrative de Rocher Noir, appelle Bernard Bachelot à la direction des travaux. On peut citer également le projet de construction de l'église du port de pêche de Guyotville, Notre-Dame-de-Fatima, traitée comme un hangar agricole en pierre sèche avec des structures en béton. La toiture devait descendre jusqu'au sol comme une voile sur la façade tournée vers le soleil levant.

Après les accords d'Évian, Bernard Bachelot quitte précipitamment Alger en mars 1962. Il est rapatrié à Paris, accueilli par Louis de Hoym de Marien à la tête d'une grosse agence d'architecture, sise 4 rue La Boétie, comptant une soixantaine d'employés. Celui-ci lui offre un travail, un logement et, par la confiance qu'il lui accorde, lui apporte un soutien moral véritablement providentiel dans son exil.

### L'œuvre toulousaine

Dans cette situation précaire, il rencontre inopinément, au sein

du cabinet de Louis de Hoym de Marien, Jean Morin, précédemment à la tête de la délégation générale du gouvernement en Algérie, qui a également dû quitter l'Algérie en 1962. Celui-ci l'oriente vers le ministère de l'Équipement, qui aurait réservé un certain nombre d'opérations HLM aux rapatriés d'Afrique du Nord. Après avoir pris conseil auprès de Louis de Hoym de Marien, toulousain d'origine, Bernard Bachelot se voit confier la conduite de chantiers d'ensembles de logements à Toulouse plutôt qu'au Havre ou à Aix-en-Provence. Il s'agit des programmes des quartiers Bagatelle et Tabar. Le 1<sup>er</sup> novembre 1962, il ouvre donc son cabinet au 25 de la rue de la Dalbade, dans l'hôtel de Clary, communément appelé Hôtel de Pierre, où il restera quatre ans. En 1966, il déménage son

agence au 7 de la rue du Colonel-Driant.

Nous ne dresserons pas un tableau exhaustif des œuvres toulousaines de l'architecte, mais nous tenterons d'en présenter les plus importantes. Dans les premiers temps de son installation à Toulouse, Bernard Bachelot tisse des relations avec une clientèle privée qui lui permet de réaliser deux œuvres remarquables telles que la villa et le magasin de Gabriel et Suzy Perry (1964-1965). Ces réalisations, manifestement modernes et brutalistes, lui permirent d'obtenir la reconnaissance de ses pairs. Il intègre l'APA, Association paritaire d'architecture, réunissant Arnaud Bernardot, Pierre Génard, Pierre et Paul Glénat, Jean-Pierre Pierron, Bernard Valette et Jacques Villemur<sup>1</sup>, tous issus de l'équipe



Un des immeubles du TOEC, Toulouse, 1969, photographie de Jean Dieuaide. Archives départementales de la Haute-Garonne, fonds Bernard Bachelot, 140J.



Villa de Gabriel et Suzy Perry, Tournefeuille, 1964, photographie de Jean Dieuzaide. Archives départementales de la Haute-Garonne, fonds Bernard Bachelot, 140J.

de Louis Arretche, deuxième prix du concours de la ZUP du Mirail. L'agence se voit confier la conception des immeubles du quartier pilote de Bellefontaine. Bernard Bachelot est désigné, en 1969, comme l'architecte en chef de ce qui devient le plus grand centre commercial de gros en France, le centre de Larrieu, construit en collaboration fructueuse avec l'entreprise Guiraudie & Auffèvre. Par ailleurs, il s'associe à Alexis Daure pour les constructions de la résidence Les Nouvelles Facultés (1968 à 1971) et l'immeuble les Américains (1973-1974).

Impliqué dans les grandes opérations architecturales de la ville de Toulouse, Bernard Bachelot fait la connaissance de grands notables du sport toulousains qui lui permettent d'y consacrer une partie de sa carrière. Il réalise notamment le complexe sportif et les tours du TOEC (Toulouse olympique employés club) avec, sur la même zone sud de Toulouse, le lotissement Yves du Manoir (1972-1973), puis, à partir de 1976, le dojo, la salle de compétitions internationales pour la ville de Toulouse, dans la zone

verte des Argoulets. Durant les années 1980, il reconstruit toutes les installations sportives du Stade toulousain, dans le quartier des Sept-Deniers, avec l'architecte Dominique Alet (1980-1985). Ensemble, ils réalisent également la Direction des télécommunications du réseau national (DTRN), localisée à Blagnac. Mais c'est en 1981 avec la construction du Palais des sports, sur le site de la ZAC de Compans Cafarelli, boulevard Lascrosses et rue du Canon-d'Arcle à Toulouse, que Bernard Bachelot est à l'apogée de sa carrière. Cette œuvre, hélas fortement endommagée lors de l'explosion de l'usine AZF en 2001, fut ensuite intégralement démolie.

Reconnu ainsi au sein du petit groupe des modernes toulousains et fort de sa double culture, Bernard Bachelot se distingue par une architecture rationaliste, graphique, indissociable des techniques constructives, par la maîtrise de la lumière, les contrastes de matières et un jeu de volumes donnant un caractère puissamment expressif à ses constructions.

### Contenu et état matériel du fonds 140 J

Au printemps 2007, Bernard Bachelot a donné l'intégralité de ses archives aux Archives départementales de la Haute-Garonne. Le fonds se compose de 21 mètres linéaires, de pièces écrites, 242 photographies numérisées, 1571 calques contenant les plans grands formats, 10 grands plans cartonnés dessinés relatifs à son diplôme et aux exercices exécutés durant son apprentissage à l'atelier Beaudouin.

Deux principes servent de cadre logique de classement des documents : le respect de l'ordre originel des documents et l'organisation chronologique des documents. Conformément à ces deux principes, le plan de classement se divise selon trois sous-ensembles.

Les archives de l'agence d'architecture de Bernard Bachelot rassemblent :

- les dossiers de projets et de concours, en Algérie (de 1959 à 1962) et en France ou à l'étranger (de 1962 à 1992). Il s'agit de la partie la plus

volumineuse, soit 158 dossiers. Si le fonds ne représente pas, de façon exhaustive, l'intégralité des réalisations de Bernard Bachelot, il couvre néanmoins toute sa carrière,

- les dossiers de contentieux, dont les procès ont été portés devant le tribunal de grande instance, qui ont été isolés des dossiers d'opérations tels que Bernard Bachelot les avait précédemment organisés, selon l'habitude courante dans les agences de cette période,
- les pièces administratives propres à la gestion de ses agences d'Alger et de Toulouse. Si cette partie administrative est peu abondante, il faut souligner la présence du registre du personnel qui permet de combler les lacunes des dossiers relatifs aux membres de l'agence.

Le fonds conserve aussi toutes les archives propres aux activités secondaires de Bernard Bachelot. Il a exercé la mission d'architecte-conseil affecté dans les subdivisions de la DDE des Hautes-Pyrénées. Il a été gérant de la société Cofrex, Conception et réalisation française à l'exportation sise à Paris 8<sup>e</sup>. Ces archives concernent la gestion administrative et statutaire de la société. La société avait pour objet social la fourniture de prestations et d'études techniques d'archi-

ture et d'ingénierie, ainsi que toutes autres prestations consécutives à l'activité principale tant sur le territoire national qu'à l'étranger. Dans le cadre de cette fonction, Bernard Bachelot a effectué des études préliminaires pour la réalisation d'une résidence de luxe à Djibouti, d'un hôtel 3 étoiles à Médine (Arabie-Saoudite), d'un projet « low-cost and medium-cost housing » à Penang (Malaisie) et de la direction opérationnelle de télécommunications de Toulon. Enfin, Bernard Bachelot a été membre de jurys de concours organisés par la ville de Tarbes.

Sont également conservées les archives personnelles de Bernard Bachelot: ses répertoires d'adresses professionnelles, ses références de 1964 à 1977, son curriculum vitae daté de 1980 et des réflexions couchées sur feuilles portant sur l'architecture en France et la redéfinition des besoins et réforme de l'enseignement (1981). Mais la pièce la plus remarquable est son diplôme de l'école des Beaux-Arts.

Les documents rendent compte des projets d'architecture de divers types: l'habitat individuel, collectif, industriel et religieux, les établissements touristiques, scolaires et sportifs, de santé, sanitaires et sociaux, et les travaux liés aux infrastructures urbaines tels que parkings ou aménagements de site urbain. Il peut s'agir de pro-

grammes de construction ou de travaux de réaménagement réalisés ou non. La quasi-exhaustivité des projets se retrouve également au sein des dossiers d'opérations eux-mêmes. Bernard Bachelot a en effet conservé toutes les pièces d'une même affaire à l'exception de celles des toutes premières années en Algérie. Le fonds permet ainsi d'appréhender toutes les étapes de l'évolution d'un projet et de cerner véritablement tout le travail d'un architecte pour conduire un projet à son terme<sup>2</sup>.

#### Contact

Archives départementales  
de la Haute-Garonne  
11, boulevard Griffoul-Dorval  
31400 Toulouse  
Tél. 05 34 31 19 70  
archives@cg31.fr  
<http://www.archives.cg31.fr>

- 
1. Les archives de Jacques Villemur (1927-2001), également déposées aux Archives de la Haute-Garonne, ont fait l'objet d'une description dans le numéro 28 de *Colonnes*, décembre 2012, page 17.
  1. L'instrument de recherche est consultable en ligne sur le site internet des Archives départementales de la Haute-Garonne et consultable à l'adresse: [www.archives.cg31.fr/recherche\\_inventaires](http://www.archives.cg31.fr/recherche_inventaires)

## ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA LOIRE

Un exemple de travail de collecte :  
les archives de l'architecte Christian Kock

NICOLE NOISETTE

Responsable des archives privées,  
secrétaire de l'association Archives d'architecture de la Loire

**N**é le 23 septembre 1946 à Saint-Étienne, Christian Kock est architecte DPLG (Lyon, 1976) et urbaniste DEA (Saint-Étienne, 1977). Après avoir travaillé dans des agences d'architecture en Belgique, Allemagne puis en Algérie au titre de la coopération civile, il s'installe à titre libéral en janvier 1982 à Saint-Étienne.

Enseignant à l'École régionale des beaux-arts de Saint-Étienne de 1986 à 1992, il intervient également dans les écoles d'architecture de Lyon et de Saint-Étienne. De 1993 à 2007, il est architecte conseil à la MIQCP (Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques). Il exerce aussi les fonctions d'architecte conseil de l'État auprès des départements du Val-de-Marne (1995-1998), de la Nièvre (1999-2006) et de la Drôme (2007-2010). Il fait partie de l'association «Archives d'architecture de la Loire». Il ferme son agence en décembre 2011.

Anticipant son départ en retraite et la cessation de son activité, l'architecte stéphanois Christian

Kock a contacté en février 2011 l'association Archives d'architecture de la Loire pour préparer le don de ses archives. Le président et la secrétaire de l'association, Michel Goyet et Nicole Noisette, se sont rendus dans son agence pour faire un état des lieux préalable des archives avant d'en faire une sélection en vue de la prise en charge par les Archives départementales de la Loire.

Les archives d'architectes représentent la plupart du temps un volume considérable et les services publics d'archives ne peuvent souvent pas recevoir la totalité de ces archives, faute de place et de bâtiments adaptés. En la matière, les Archives départementales de la Loire conjointement avec l'association Archives d'architecture se sont donné pour règle de conserver à peu près 15 à 20 % des archives d'une agence, et par conséquent l'obligation de faire des sélections à l'intérieur même de l'œuvre de l'architecte.

Les critères de sélection et de préparation de la remise d'archives qui ont été définis, et qui restent d'usage pour la plupart

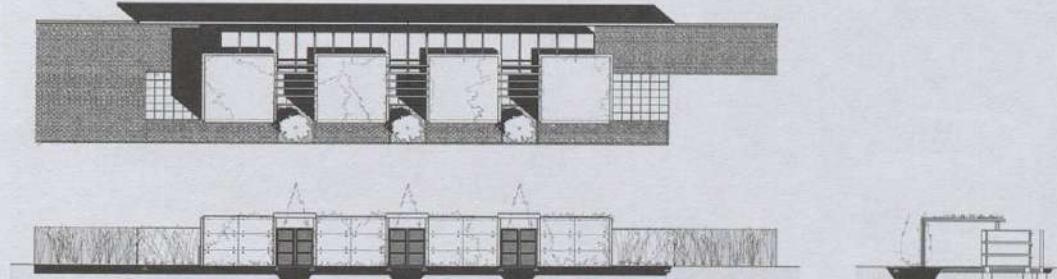
des fonds d'architectes, sont les suivants :

- Établir une liste exhaustive des réalisations de l'agence avec numéros des projets par année.
- Conserver 5 ou 6 projets significatifs de l'activité de l'agence dans leur totalité: pièces écrites, calques et tirages de plans, courriers principaux des maîtres d'ouvrages et des entreprises, maquettes, photographies.
- Garder une trace des autres projets en faisant un petit dossier par réalisation: APS, permis de construire, déclarations de début et de fin des travaux, page récapitulative des coûts des travaux par lot, DOE.

Il est ainsi demandé à l'architecte de faire un lourd travail de sélection et de préparation de ses archives avant de les donner ou de les déposer dans un service public d'archives.

Quand nous sommes allés voir Christian Kock, celui-ci nous a présenté un diaporama de tous

*Enfeu, Saint-Just-Saint-Rambert, 1998, plan, coupe et élévation. Archives départementales de la Loire, fonds Koch, 227 J.*



ses projets. Après avoir dressé la liste des différentes réalisations, il a été convenu de garder sept projets significatifs et représentatifs de la diversité des programmes auxquels l'architecte a été confronté au cours de sa carrière. Les projets retenus sont les suivants :

- logements sociaux, rue Chappe, Saint-Étienne
- lieu de vie pour l'OPAC, Saint-Étienne
- hôtel de police, Saint-Étienne
- centre socio sportif, La Fouillouse

- centre de traitement de la dépendance alcoolique (CTDA), Saint-Galmier
- enfeu, Saint-Just-Saint-Rambert
- projet pour le concours d'une médiathèque, Saint-Jean-Bonnefonds.

À l'issue de la préparation de ses archives, Christian Kock a ainsi remis, le 24 mars 2011, un fonds représentant 8 mètres linéaires aux Archives départementales de la Loire, ce qui correspond environ à 15% des archives initiales de son agence. Un contrat de dépôt a été signé le jour même.

Le fonds a été enregistré sous la cote 227J. Après son traitement, ce fonds sera intégralement communicable.

#### Contact

Archives départementales  
de la Loire  
6 rue Barrouin  
42000 Saint-Étienne  
Tél. 04 77 93 58 78  
nicole.noisette@cg42.fr

*Logements sociaux, rue Chappe, Saint-Étienne, 1996. Cliché Christian Koch.*



## Traces documentaires d'un architecte départemental : l'exemple de René Léautey

SAMUEL MOURIN

Attaché de conservation du patrimoine,  
Responsable du pôle conservation-animation

**R**ené Marie Joseph Léautey est né le 7 septembre 1874 à Rolampont (Haute-Marne). Son parcours à l'École nationale des Beaux-arts de Paris fut assez remarquable. Admis en 1898, élève d'Henri Deglane, l'architecte en chef du Grand Palais, Léautey fut diplômé en 1903, non sans avoir reçu 19 médailles au cours de sa scolarité, dont 17 en première classe<sup>1</sup> ! Dans son département natal, dont il fut l'architecte attitré de 1907 à 1921, on lui doit notamment l'hospice de Montier-en-Der, la reconstruction du réservoir à eau municipal ou encore le nouvel hôpital de Saint-Dizier. À défaut d'un fonds René Léautey, les Archives départementales de la Haute-Marne (ci-après ADHM) conservent un certain nombre

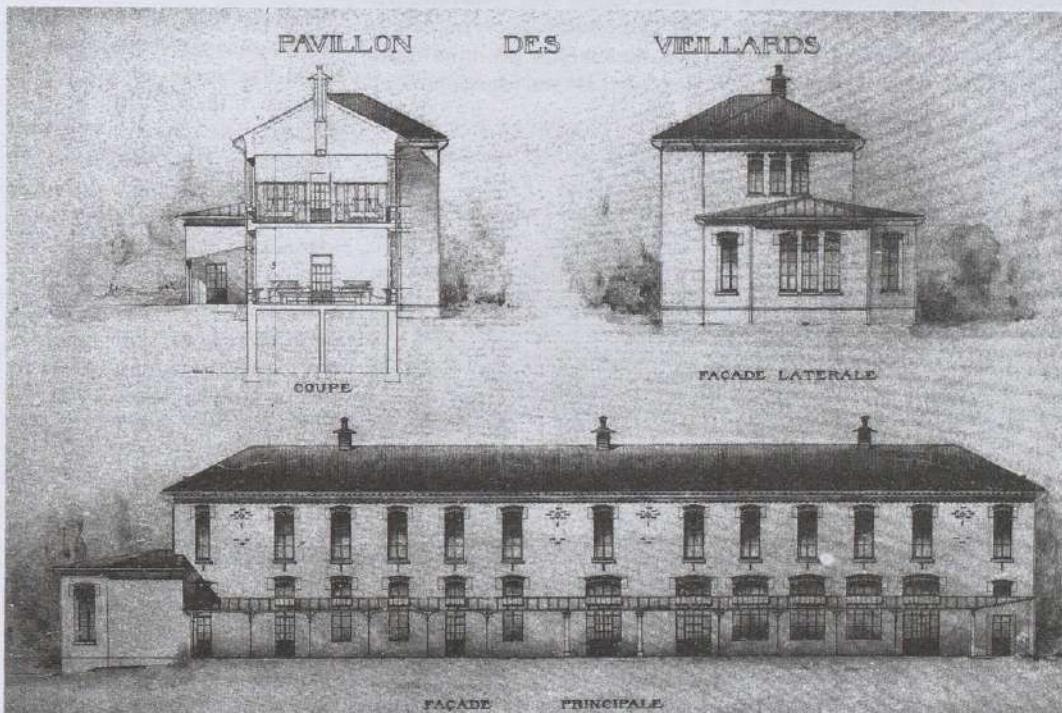
de pièces relatives à cet architecte DPLG disséminées dans les sous-séries 1 F1 (documents figurés), 1X (assistance et prévoyance), 4N (immeubles et bâtiments départementaux) et 3T (archives départementales).

### Les projets d'hospice départemental (1905-1908)

« Pour les pauv's vieux ». Telle était la devise du projet architectural de René Léautey, point de départ de sa collaboration avec le département de la Haute-Marne. Il fut en effet désigné lauréat du concours public organisé en août 1905 par le conseil général pour la construction d'un hospice départemental. Le règlement du concours stipulait que le pro-

jet retenu à l'issue du vote de l'assemblée devenait propriété du département et son auteur chargé de la réalisation. Cependant, les conseillers généraux, effrayés par la dépense estimée à environ un million de francs, finirent par renoncer au projet de construction en avril 1906. Lésé, l'architecte reçut en contrepartie une indemnité de 6000 francs, avec l'engagement du département de lui confier la direction des futures constructions. Léautey sollicita et obtint alors l'année suivante le poste vacant d'architecte départemental chargé des travaux neufs, plus honorifique que rémunérateur<sup>2</sup>.

Du concours public et du projet primé, il reste les documents administratifs, les candidatures



et la correspondance ainsi que des héliogravures figurant l'hospice imaginé par Léautey – qui avaient été publiées dans la revue *Les concours publics*. Les ADHM conservent en particulier les planches consacrées aux pavillons des enfants, des contagieux et des vieillards<sup>3</sup>. Le chercheur trouvera également les documents de l'avant-projet modifié par rapport à celui présenté au concours, suivant l'avis du Comité des inspecteurs généraux et les recommandations ministérielles, de novembre 1905 et de mars 1906. Les dossiers, au sein de la sous-série 1X, se composent des plans à la plume des différents pavillons et de leurs étages, des devis descriptifs et estimatifs, et de la correspondance relative aux honoraires de l'architecte<sup>4</sup>.

Après la renonciation au projet de construction ex nihilo, Léautey fut consulté pour la restructuration d'un bâtiment préexistant en hospice, décidée par le conseil général lors de sa session d'avril 1907. De ces consultations, il reste la correspondance, les projets d'aménagement de l'ancien grand séminaire de Langres et du château du Corgebin, et les différents rapports dactylographiés de visite et d'évaluation des autres sites pressentis, tels que les châteaux de Reynel et

de Trémilly ou le couvent de Brachay<sup>5</sup>.

### Les consultations et expertises en tant qu'architecte départemental

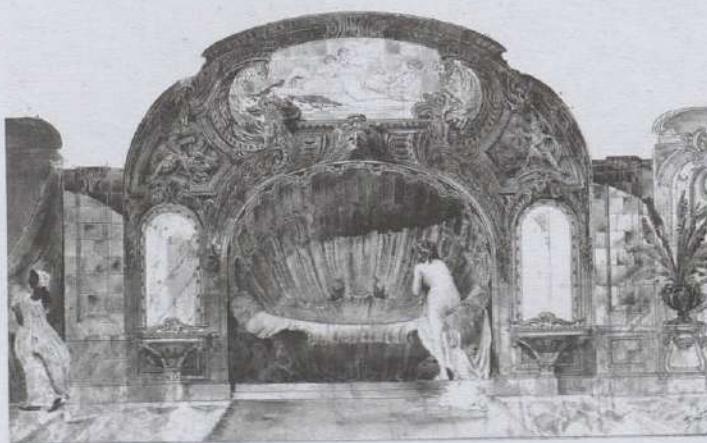
Les dossiers du personnel du service départemental d'architecture permettent de recueillir des informations biographiques sur René Léautey, en plus de celles relatives à sa carrière<sup>6</sup>. De 1907 à 1914, il exerça donc son emploi d'architecte départemental, et apparaît comme un expert à la disposition du préfet plutôt qu'un architecte bâtisseur. La Première Guerre mondiale vint bouleverser sa carrière, comme celle de tant d'autres de ses confrères. Mobilisé, il partit en Roumanie, certainement avec l'armée du général Berthelot, servir la propagande française en prenant la tête d'une entreprise automobile. C'est d'ailleurs en Europe centrale qu'on perd sa trace, en 1921, date à laquelle il renonça à sa collaboration avec le département de la Haute-Marne.

Les rapports du préfet et les procès-verbaux du conseil général de la Haute-Marne rendent compte des interventions de l'architecte départemental. Les documents produits dans l'exercice de ses fonctions sont

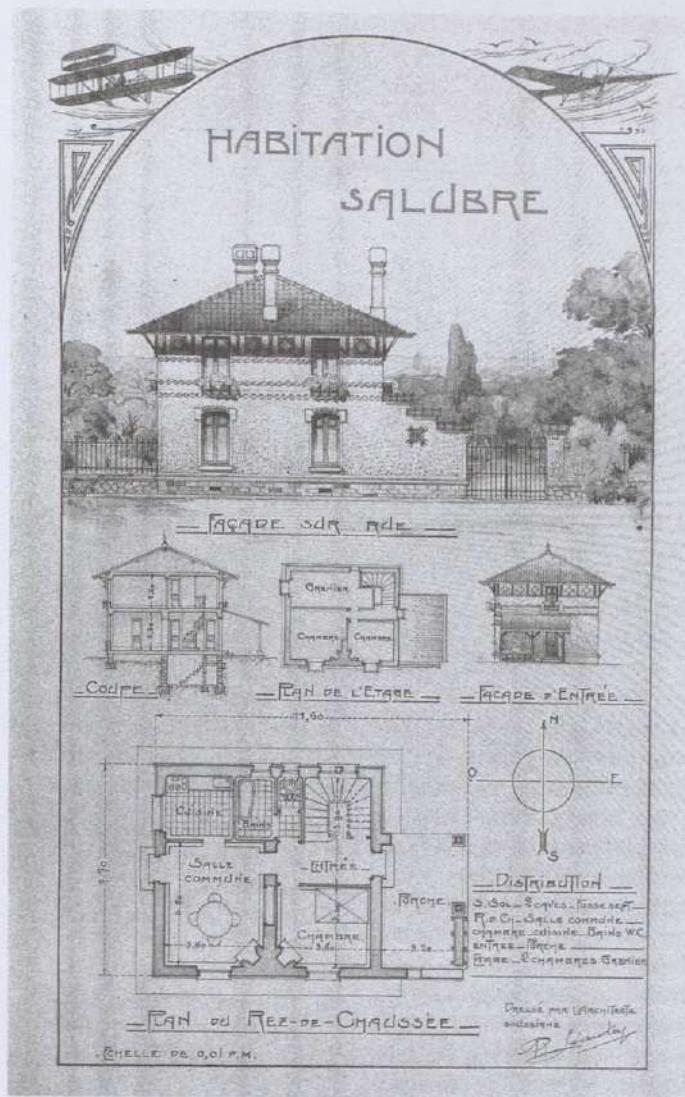
alors disséminés dans les dossiers relatifs aux immeubles et bâtiments départementaux (conservés en série N). De l'expertise, le 2 février 1909, du bâtiment de l'ancien évêché de Langres, que le département s'apprêtait à acquérir de l'État pour le convertir en sous-préfecture, à l'aménagement d'une caserne de gendarmerie dans un immeuble à Laferté-sur-Amance entre 1912 et 1914<sup>7</sup>, Léautey a produit une importante documentation: rapports, plans, devis, procès-verbaux de réception des travaux, correspondance, décomptes, etc. Les exemples précités ne sont d'ailleurs pas exhaustifs: tous les dossiers relatifs aux édifices départementaux, pour la période concernée, peuvent théoriquement contenir estimations et autres plans de l'architecte. D'autres traces de celui-ci peuvent en outre être trouvées dans d'autres séries, étant données les particularités du cadre de classement réglementaire des Archives départementales. Il en est ainsi de ses interventions concernant les bâtiments des Archives. Le chercheur trouvera alors en série T les plans de Léautey relatifs au projet de 1910 de construction d'une nouvelle salle des adjudications à la préfecture, l'ancienne pièce devenant nouvelle salle d'archives, ou encore un extrait d'un rapport de l'architecte en date du 11 juillet 1914 relatif à l'aménagement de salles de conservation dans les anciennes prisons, dépendances du tribunal civil<sup>8</sup>.

### Des documents très artistiques

Les études architecturales signées Léautey et conservées aux ADHM témoignent bien souvent d'un goût prononcé de l'architecte pour l'art. Il en est ainsi d'une ébauche représentant une salle de bain en coquillage (79 x 49,5 cm), plus œuvre d'art que projet architectural<sup>9</sup>. Usant de la mine de plomb rehaussée à l'aquarelle et à la gouache, Léautey met tout



Projet d'une salle de bain-coquillage, René Léautey, élévation, mine de plomb, aquarelle et gouache sur papier, n.d.  
Archives départementales de la Haute-Marne, 1 Fi 1693.



Projet d'une habitation salubre, René Léautey, plans, coupe et élévations, plume, aquarelle et rehauts dorés sur papier, sans date.  
Archives départementales de la Haute-Marne, 1 Fi 2120.

son talent au service de son imagination et ne peut renier sa formation des Beaux-Arts. Le jeu des couleurs aqueuses, la composition centrée autour du coquillage-baignoire, la volupté de la Vénus nue entrant dans son bain, le décor aux angelots, ou bien encore la servante noire tirant un rideau, nous invitant à entrer ou à sortir de la scène – c'est selon –, témoignent d'une réelle maîtrise artistique et notamment de la technique de l'aquarelle. Non daté, non situé, ce dessin peut très bien n'être qu'une étude faite à l'École des beaux-arts de Paris, ou bien qu'une création fantaisiste pour occuper ses heures perdues.

Léautey a également produit une série de huit planches au format 31 x 47 cm, illustrées d'élévations à la plume, à l'aquarelle et aux rehauts dorés et de blanc<sup>10</sup>. Cet ensemble présente des plans d'habitations salubres et ouvrières, pouvant être jumelées. Ces planches ont probablement été produites dans le cadre d'un concours pour la construction d'habitations à bon marché, auquel Léautey s'est certainement porté candidat. Le dessin d'une maison avec atelier, à l'enseigne « H. Bragard, serrurier », laisse entendre que ces logements sociaux étaient sans doute destinés à Saint-Dizier – mentionnons qu'il fut aussi architecte

municipal de cette ville. Et les modèles d'avions du décor de la planche « Habitation salubre » autorisent à dater celles-ci du début des années 1910. Tous ces documents figurés ont été acquis en vente publique et ont fait l'objet d'une restauration en 2001.

Ce bref tour d'horizon tente de combler en partie l'absence d'un fonds René Léautey. Les archives recensées sont finalement autant des pièces qui autorisent à dresser sa biographie et à tenter d'observer l'empreinte qu'il a pu laisser dans le département que des documents qui retiennent l'attention par leur dimension artistique.

#### Contact:

Archives départementales  
de la Haute-Marne  
Rue du Lycée  
52000 Chamarandes-Choignes  
Tél. 03 25 03 33 54  
samuel.mourin@haute-marne.fr

1. David de Penanrun, Roux et De laire, *Les architectes élèves de l'école des Beaux-Arts, 1793-1907*, Paris, 1907, 2<sup>e</sup> édition, p. 314.
2. Conseil général de la Haute-Marne, Rapports du préfet et annexes, Rapport de la commission départementale, Procès-verbaux des séances du conseil, session d'août 1905, Chaumont, Cavanoli, 1905, p. 169-175; session d'août 1906, p. 862-863; session d'avril 1907, p. 362-363; session d'août 1907, p. 976-977; etc.
3. Les concours publics, IX<sup>e</sup> année, pl. 60 et 61, 1906. ADHM, 1 Fi 2210 et 2213.
4. ADHM, 1 X 150 et 151.
5. ADHM, 1 X 152.
6. ADHM, 4 N 3.
7. ADHM, 4 N 34 et 72.
8. ADHM, 1 Fi 1693
9. ADHM, 1 Fi 2120 à 2127.

## ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

## Fonds Viggo-Dorph Petersen, 58 Fi

GUILLAUME NICOLAI  
Archiviste / adjoint administratif

**B**ien que méconnu en France, Viggo-Dorph Petersen est un architecte qui a marqué de façon caractéristique l'architecture bourgeoise de la Belle-Époque en Roussillon, conférant à ce territoire des airs de Bavière. À la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, sa réputation et son talent établis, il devient la coqueluche d'une bourgeoisie décomplexée par l'embellie économique de cette «Fin de siècle».

Né au Danemark le 9 février 1851, Petersen exerce d'abord la profession de charpentier et de menuisier jusqu'à l'âge de vingt ans, avant d'entreprendre des études à Copenhague avec des architectes de renom. Diplômé de l'École des Beaux-Arts de Copenhague en 1879, il vient parfaire son savoir à l'École des Beaux-Arts de Paris l'année suivante. Sa première commande roussillonnaise

est datée de 1883. En 1909 il est désigné vice-consul du Danemark à Perpignan<sup>1</sup>. Petersen s'est éteint à l'âge de 87 ans dans son appartement perpignanais, le 23 juillet 1937.

Lorsqu'il entame sa carrière d'architecte dans le département des Pyrénées-Orientales, Petersen va pouvoir tirer parti d'une période qui voit coexister en Roussillon l'âge d'or des négociants et des industriels avec celui de l'extension de Perpignan suite à la démolition des remparts nord de la ville. Selon Esteban Castañer-Muñoz, «l'austérité de la période précédente cède la place à une architecture d'une grande ambition monumentale témoignant d'une clientèle fortunée en quête d'une représentation sociale. Le style de Petersen s'inspire beaucoup de la tradition académique parisienne suivant les principes

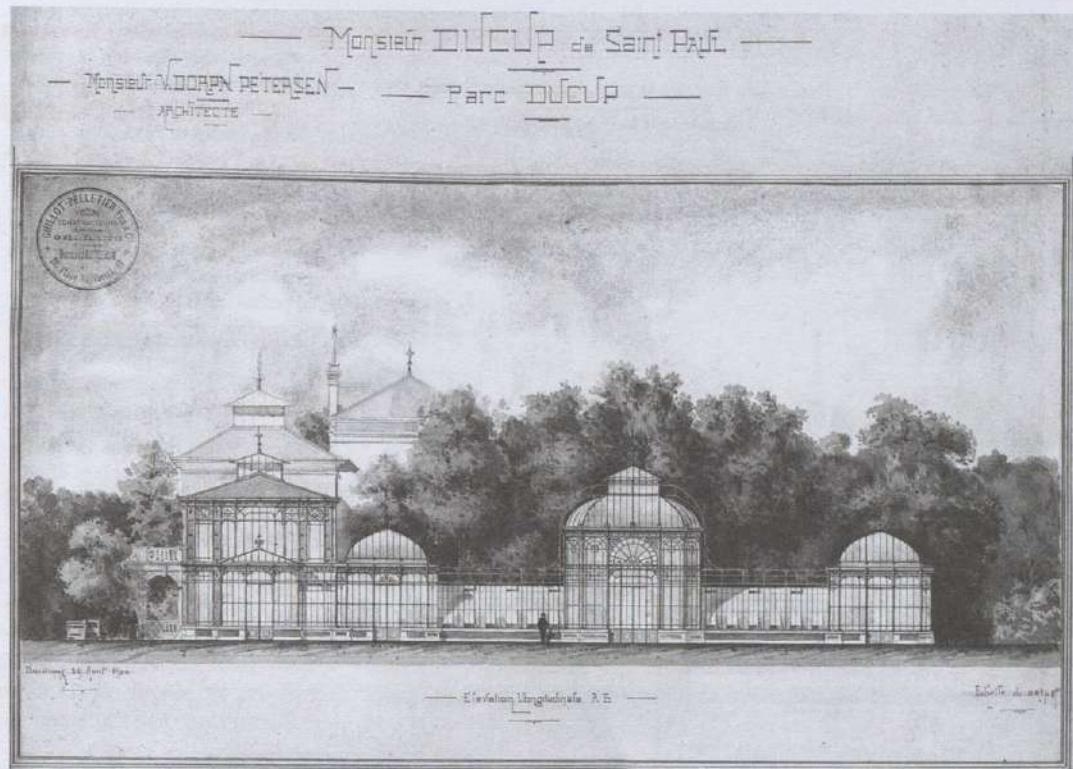
de l'École des Beaux-Arts et est considéré comme exemplaire de cette filiation stylistique<sup>2</sup>». Petersen exprime tout son savoir-faire dans des créations raffinées et délicates. Il bâtit des demeures bourgeoises aux dimensions extravagantes, dont les clochetons travaillés, les tourelles élancées, les fenêtres longues et asymétriques, les bow-windows et les médaillons floraux en céramique forment de curieux, mais harmonieux, mélanges de styles qui tranchent avec les caractéristiques architecturales locales.

Parmi les réalisations de Viggo-Dorph Petersen dans les Pyrénées-Orientales, on cite à titre d'exemple: Le château Ducup de Saint-Paul, l'hôtel Drancourt à Perpignan, le temple protestant de Collioure, le Grand hôtel du Casino et l'hôtel Le Portugal à Vernet-les-Bains, les châteaux de Valmy à Argelès, d'Aubiry à Céret, l'établissement thermal de Thuès-les-Bains, la maison de Jules Pams à Port-Vendres, etc. Cette liste est loin d'être exhaustive.

Par son testament<sup>3</sup>, Viggo-Dorph Petersen a légué ses archives à son confrère et ami perpignanais Henri Graëll, architecte de 1925 à 1970. Peu avant sa mort, ce dernier «détruit par le feu en une seule opération tous les calques de Petersen sous les yeux de son neveu<sup>4</sup>». On comprend mieux ainsi la difficulté d'inventorier toutes ses réalisations et de retracer l'ensemble de son œuvre. Malgré cet autodafé, quelques documents sont arrivés jusqu'à nous sous la forme d'un fragment de fonds que les Archives départementales des Pyrénées-Orientales ont acheté en vente publique en janvier 2011. Les documents

Château de Valmy, Argelès, photographie, 1900.  
Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 58 Fi.





Château du Parc Ducup, projet de serres, aquarelle, 29 août 1900. Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 58 Fi.

nécessitant une opération de nettoyage et de restauration (notamment pour les calques), le fonds n'est pas encore classé. Il s'agit d'un portefeuille constitué de 95 pièces (8 esquisses, 14 dessins, 4 plans, 22 calques, 44 photographies, 3 documents). Plus précisément, ce fonds est constitué de projets de constructions,

accompagnés de croquis, plans et calques de différents châteaux (coupes, façade, études de portails, projets de bibliothèque, lavis représentant une fresque Art déco, plusieurs croquis pour des décos intérieures, etc.) que l'architecte a réalisés pour de riches familles du Roussillon. Cet ensemble proviendrait des

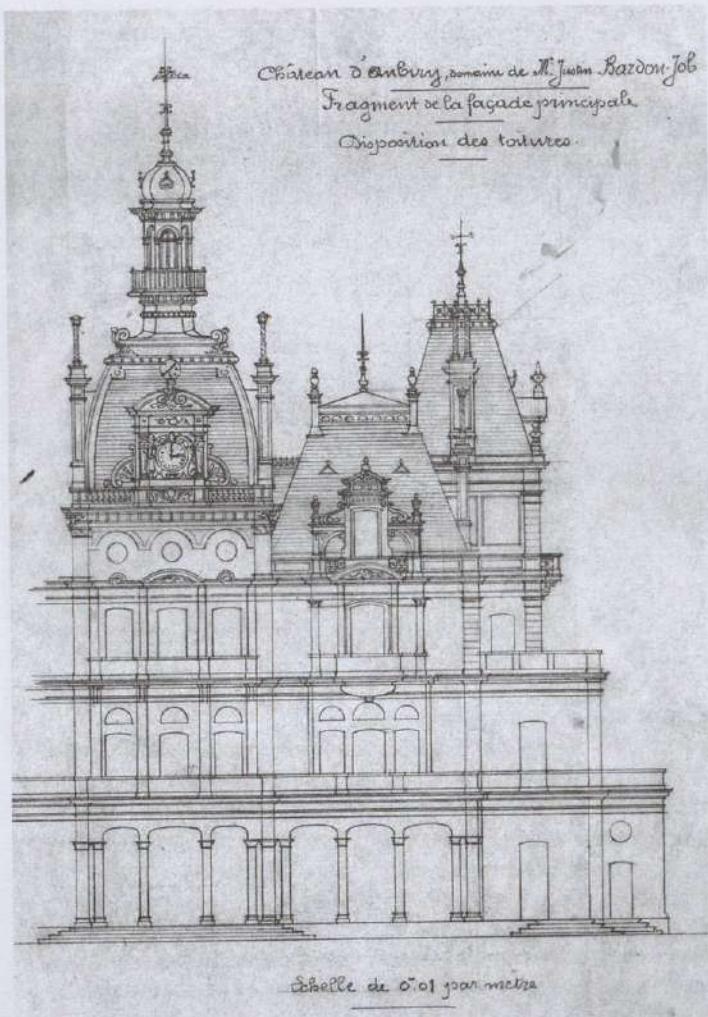
archives d'Henri Graëll. En effet, se trouvent également dans ce portefeuille quelques photographies datant de la fin des années 1950 dont l'une est dédicacée à Graëll.

Parmi l'ensemble des documents, on notera en particulier un projet d'escalier pour la manufacture de cigarette JOB, deux dessins représentant deux coupes d'un projet de serre au château de M. Ducup de Saint-Paul, ainsi qu'un projet de solarium (plan et croquis) pour la propriété de Jules Pams au Racou, sur la côte Vermeille, inspiré d'une échauguette de Villefranche-de-Conflet. Le tout est accompagné de photographies de l'époque représentant notamment des vues du château de Valmy en construction et au moment de l'inauguration en 1904, quelques représentations des meubles réalisés pour ce château, des vues de la cour et de l'intérieur de l'hôtel particulier de Jules Pams à Perpignan et le diplôme d'architecte de Dorph-Petersen (1879).

Lors de la même vente aux enchères, le lot 3155 comprenant des photos d'escaliers d'honneur



Château d'Aubiry, Céret, projet de porte d'entrée, dessin au crayon, décembre 1894. Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 58 Fi.



Château d'Aubiry, Céret, fragment de la façade principale, dispositions des toitures, dessin à l'encre, n.d. Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 58 Fi.

et de rampes (plus 3 croquis sur lavis) de Petersen fut acquis par l'Institut national de l'histoire de l'art (INHA). Les archives départementales des Pyrénées-Orientales conservent également les fonds Fous-Berthier (141J<sup>6</sup>) et Rosenstein (179J) en relation avec celui de Petersen. Le premier est composé de quelques plans, de correspondance, de dossiers de travaux ainsi que des photographies, des illustrations, des cartes postales, des diapositives des œuvres de l'architecte d'origine danoise. Le second est une collection constituée en grande majorité de copies, réunies par Jean-Marie Rosenstein dans le cadre de la rédaction d'un article sur Petersen (documents d'état civil, administratifs et nota-

riés, plans, dessins, croquis, correspondance et photographies).

#### Contact

Archives départementales des Pyrénées-Orientales,  
Hôtel du département, BP 906  
66906 Perpignan cedex  
tél. 04 68 85 84 00  
archives@cg66.fr

#### Bibliographie :

Rosenstein Jean-Marie, « Hommage rendu à un architecte danois, Viggo-Dorph Petersen », *Études roussillonnaises*, Tome XVI, 1998, p. 133-163.

1. Alain Fous-Berthier, *Monsieur Viggo Dorph-Petersen* (Archives départ. des Pyrénées-Orientales = ADPO : 141 J 112), Perpignan, le 14 décembre 1985.
2. Esteban Castañer-Muñoz, « L'éclectisme dans l'architecture roussillonnaise de la Fin de Siècle » dans le catalogue de l'exposition « La Belle Epoque des Bardou », 2011, p. 85-89.
3. Copie du testament, ADPO : 141 J 112.
4. Alain Fous-Berthier, *idem*.
5. Construction Bergerot, Schwartz et Meurer : photographies et croquis de portails et escaliers.
6. Voir la description du fonds : Alain Fous-Berthier dans *Colonnes* n° 24, décembre 2007.

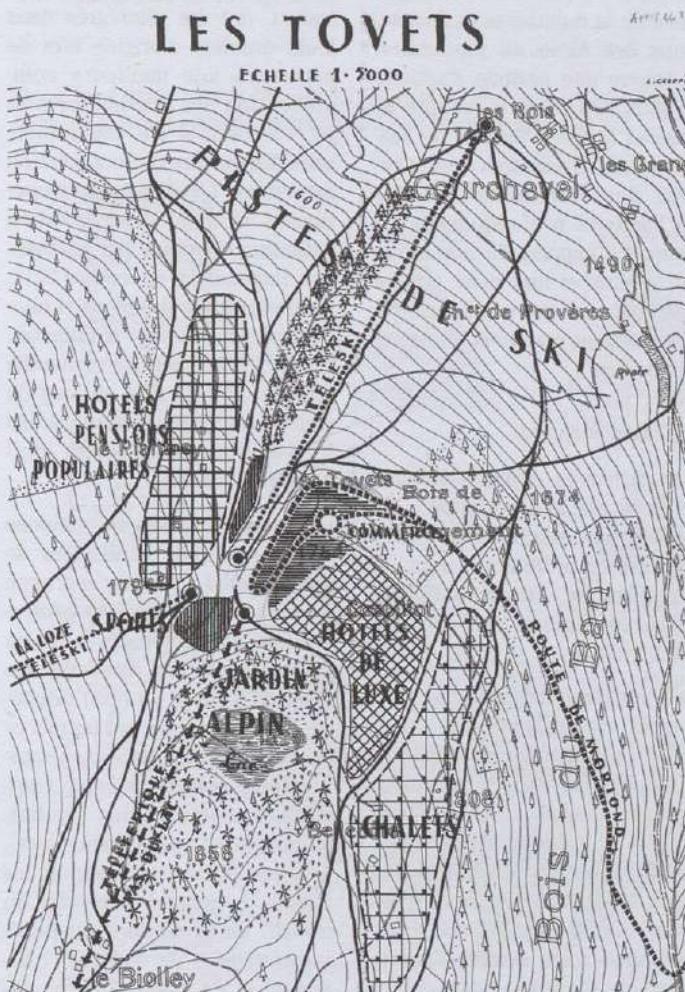
## Laurent Chappis, architecte et urbaniste de la montagne

## CASSANDRE ÉVEILLARD-KERVARREC

FRANCINE GLIÈRE  
Responsable unité des fonds et collections

**L**e Centre d'archives d'architecture des Pays de Savoie assure depuis 1997 la préservation, le traitement et la mise en valeur des archives d'architectes déposés aux Archives départementales de la Savoie et de la Haute-Savoie, et principalement celles des concepteurs de stations de montagne. Ont été collectés au fil des années les fonds de l'Atelier d'architecture en montagne (AAM), de Michel Bezançon, de Jacques Labro, d'Henry Jacques Le Même, de Maurice Novarina, de Raymond Pantz, de Charles et Jacques Ventura et de Jean-Louis Chanéac.

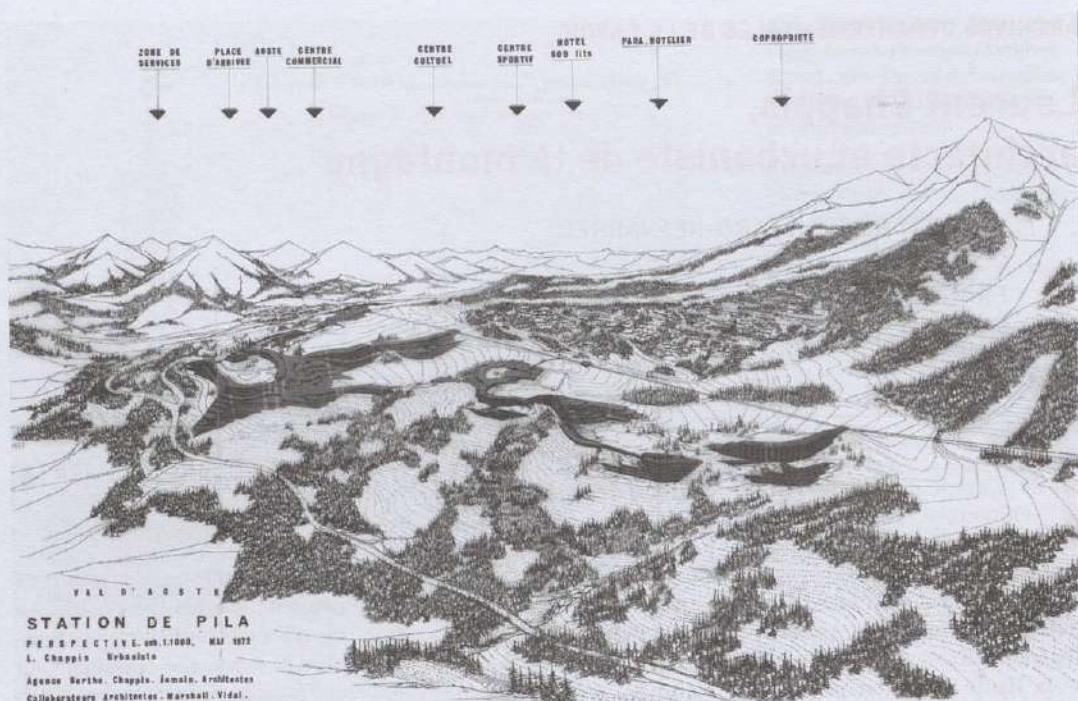
Lotissement des Tovets, Courchevel, plan, encre sur calque, 1946.  
Archives départementales de la Savoie, fonds Chappis, 30 J 86.



## Une activité tournée vers la montagne

Dès son retour de captivité Laurent Chappis (né en 1915) a œuvré essentiellement en territoire de montagne, travaillant sur une trentaine d'études de massifs dans les Alpes et ailleurs dans le monde. Il est à l'origine de plusieurs grandes stations: Courchevel, Belleville et le Domaine des Trois vallées, Tignes en Savoie, Chamrousse-Roche Béranger et les Sept-Laux en Isère, La Foux d'Allos dans les Alpes de Haute-Provence, Flaine en Haute-Savoie, Pila, San Sicario et Sestrières en Italie. Il travaille avec une méthodologie propre: penser l'aménagement de la montagne et les stations «par les pieds». On est très loin de l'image de l'architecte-dessinateur vissé à sa table à dessin, car Laurent Chappis effectue, pour chacun de ses projets en montagne, une reconnaissance minutieuse, skis aux pieds, planche à dessin sur le dos. En témoignent les nombreux rapports et plans de ces itinéraires présents dans ses archives.

Sa carrière professionnelle se partage entre plusieurs structures: l'agence Berthe-Chappis-Jomain, l'Atelier d'architecture en montagne (AAM) avec Denys Pradelle et l'Atelier savoyard d'urbanisme (ASU). S'y ajoutent différentes missions de conseil: architecte-conseil pour le département du Rhône, groupe de travail technique pour le ministère de l'Équipement, conseil pour la Commission interministérielle de l'aménagement en montagne



Station de sports d'hiver, Pila, Italie, perspective, 1972. Archives départementales de la Savoie, fonds Chappis, 30 J 278.

et pour divers départements (Savoie, Haute-Savoie, Isère), pour l'Organisation mondiale du tourisme. Mais son activité ne se réduit pas à la montagne, il aménage également des quartiers de ville, tel ceux de Chambéry ou Aix-les-Bains.

### Le fonds d'archives

Contrairement à de nombreux architectes dont les archives ont été collectées dans l'urgence, Laurent Chappis a fait la démarche de déposer et d'accompagner le don de ses archives en juillet 2006.

Un volume de 25,2 ml en bon état de conservation a été transmis sous la forme de 121 classeurs et de 166 cartons comprenant pièces écrites, documentation, photographies et plans pliés. Ils constituent le fonds 30J des archives départementales de la Savoie. Une dizaine de cartons supplémentaires ont suivi en avril 2011 et en 2013 un dépôt complémentaire comprenant ses écrits les plus récents accompagnés de travaux cartographiques élaborés avec l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble.

Ce fonds concerne l'aménagement de la montagne, et des stations des Alpes en particulier. Il couvre une période d'activité de plus de 60 ans et compte 86 affaires (études, projets ou réalisations). Il est très représentatif des différentes facettes de l'activité professionnelle de Laurent Chappis: de nombreux documents et une riche correspondance évoquent son agence, ses missions, ses interventions et réflexions.

### Le classement

Aux Archives départementales de la Savoie, la description a été réalisée par Cassandre Éveillard-Kervarrec, architecte, sous la direction de Francine Glière, entre septembre 2010 et juin 2011.

Laurent Chappis l'a suivie avec intérêt car il avait déjà effectué tri, organisation partielle et regroupement global par affaires: il en avait extrait certaines pièces clefs pour l'illustration d'un long texte manuscrit de réflexions liées à son activité professionnelle contenu dans 121 classeurs. Les plans pliés insérés dans la partie de ses écrits, identifiés et

cités dans le texte qu'ils illustraient, ont été réintégrés dans leurs dossiers d'origine afin de permettre une meilleure compréhension des dossiers de projet. Ce fonds a été conditionné selon les normes de conservation préventive. Le classement numérique a nécessité une recotation définitive effectuée par Clémantine Ragonot en novembre 2012, la numérisation des plans et photographies destinée à l'illustration de l'instrument de recherche ayant progressé tout au long du traitement. L'inventaire rédigé à l'issue du classement doit paraître fin 2013.

Le fonds d'archives se compose de trois grands ensembles de documents. Le premier regroupe les papiers personnels et professionnels de l'architecte et de son agence. Le second rassemble les projets (réalisés ou non) organisés en commençant par les pièces écrites (documentation, photographies, correspondance, rapports, comptes rendus, contrat, honoraires et autres documents), puis les documents graphiques classés du général (ensemble du massif, de la station) au particulier (zones de stations, bâtiments) et de manière chronolo-

gique. Les photographies et plans ont été dénombrés, et l'échelle et la technique utilisée sont toujours indiquées (tirage sur papier, contre-calque, mine de plomb, encre ou feutre sur calque ou papier). Comme la plupart des études concernent des massifs ou la dimension «urbaine» des stations, on trouve peu de dossiers de réalisation (marchés, chantiers), sauf pour les débuts de l'emblématique station de Courchevel.

Enfin, Laurent Chappis a beaucoup pensé et théorisé l'aménagement de la montagne : des «fronts de neige» et «grenouillères» à la notion de «montagne humaniste» en passant par les «stades de neige», stations «de troisième génération» et stations «intégrées», ses idées, mais également ses réflexions critiques sur les réalisations – les siennes y comprises – ont fait l'objet de nombreux écrits qui constituent la troisième partie de ses archives.

Les dossiers ou les documents ont été regroupés et organisés chronologiquement.

### Une vision humaniste de la montagne

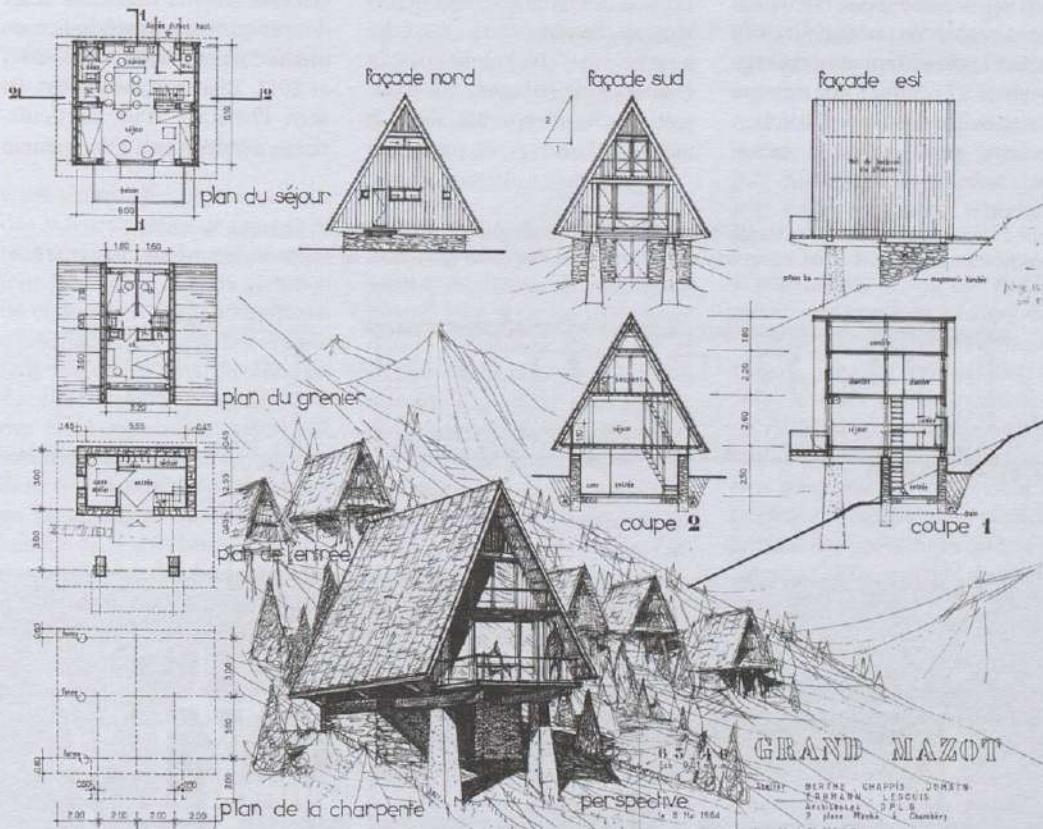
Toute la pensée de Laurent Chappis ne se résume pas à ce fonds. Elle est développée au sein des dix ouvrages publiés depuis 2003 par la Fondation pour l'action culturelle internationale en montagne (FACIM). Laurent Chappis y étudie les territoires à partir de leurs transformations par la pratique des sports d'hiver et s'interroge sur le devenir de la montagne<sup>1</sup>. En rappelant combien la montagne peut apporter à chaque individu épanouissement personnel et inspiration, quels que soient la saison, l'altitude, l'activité, le temps, Laurent Chappis recherche comment placer le développement de la personnalité humaine au cœur de la montagne<sup>2</sup>.

### Contact

Archives départementales de la Savoie  
244 quai de la Rize  
73000 Chambéry  
Ad@cg73.fr  
www.sabaudia.org

1. Chappis, Laurent, *Ma montagne...du rêve à la réalité, et... de la réalité au rêve, vers la montagne humaniste?* Tome 1 à 13. Chambéry: Facim, 2003-2013.
1. Revil, Philippe, *L'anarchitecte*, Chamonix: Guérin, 2002. Revil, Philippe, *Les pionniers de l'or blanc*, Grenoble: Glénat, 2003.

*Chalet Grand Mazot, zone de l'Aiguille, La Fouix-d'Allos, Alpes-de-Haute-Provence, plans, coupes, élévations, perspective, 8 mai 1964. Archives départementales de la Savoie, fonds Chappis, 30J 192.*



## 1969-1985, l'architecture scolaire entre les Trente Glorieuses et la décentralisation

DAVID TEILLARD

Responsable recherches - valorisation

L'architecture scolaire est un sujet très révélateur des évolutions institutionnelles françaises entre les années 1960 et 1980, notamment par le jeu des transferts de compétences entre l'État et les collectivités territoriales, ou entre les collectivités elles-mêmes. Les valeurs de la République ayant été abondamment diffusées par la première vague de constructions scolaires, au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, il ne s'agissait plus d'implanter l'école laïque et obligatoire sur le territoire, mais d'assurer son renouvellement et sa continuité face à des mutations démographiques et sociales majeures.

Certaines ressources documentaires conservées aux archives du Grand Lyon offrent un éclairage local de l'évolution des acteurs et des méthodes de construction scolaire, ainsi que de la nature

fluctuante des relations institutionnelles entre la fin des Trente Glorieuses et la décentralisation.

### La compétence « architecture et construction scolaire »

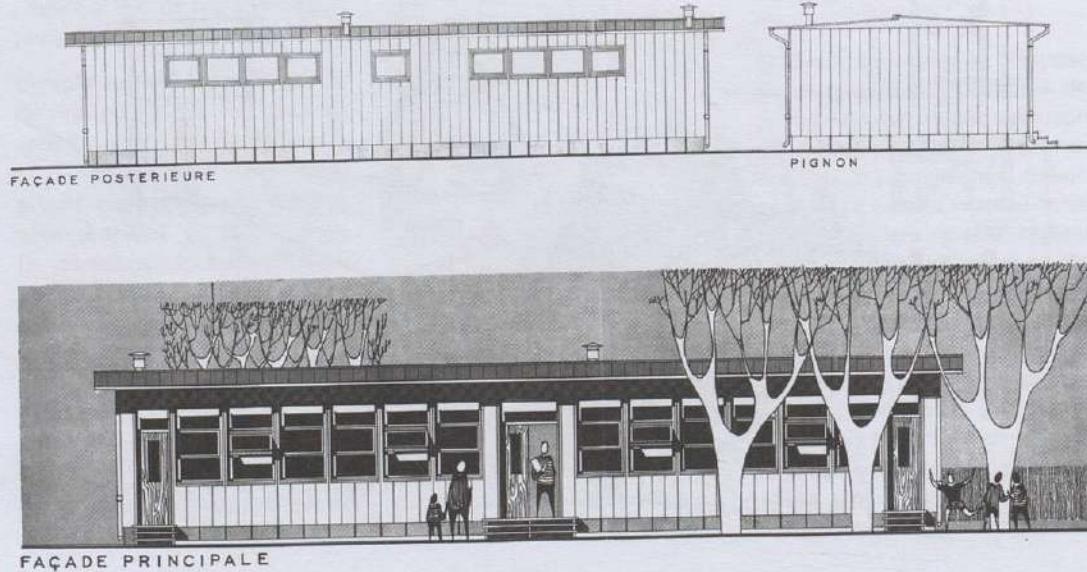
La loi du 31 décembre 1966 créait quatre communautés urbaines à Lyon, Strasbourg, Bordeaux et Lille et leur attribuait la construction et l'entretien des collèges et lycées. Pour les écoles maternelles et primaires, leur intervention était limitée aux établissements en zones d'aménagement concerté (ZAC) ou à urbaniser en priorité (ZUP).

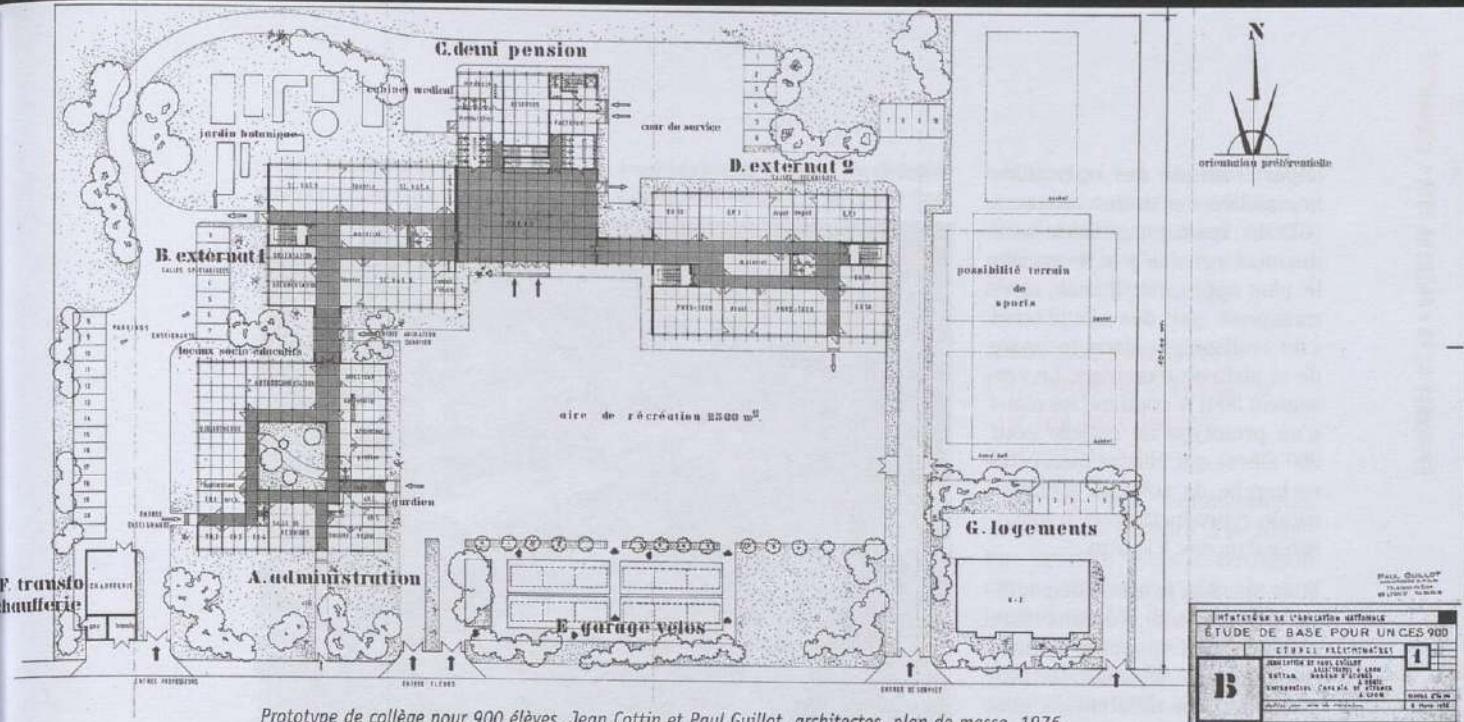
Dans le cas lyonnais, c'est le service de l'architecture, rattaché aux services techniques de la communauté urbaine, qui exerçait le rôle d'expertise dans la maîtrise d'ouvrage et parfois la

maîtrise d'œuvre des constructions scolaires. En charge de quelque 250 bâtiments en 1974, le service de l'architecture servait de médiateur technique entre l'Éducation nationale et les entreprises titulaires des marchés de construction. Il transcrivait les demandes en cahiers des charges techniques, participait au choix des maîtres d'œuvre, suivait les chantiers, réceptionnait les travaux, puis entretenait les bâtiments.

Le fonds relatif aux constructions scolaires (bâtiments d'enseignement mais aussi logements de fonction et gymnases) représente un ensemble de cinq versements décrits dans une série de répertoires numériques ou méthodiques établis entre 2007 et 2011. Bien que lacunaires, ils sont l'héritage d'un particularisme administratif relativement

*École 2 classes type « Alfi 1963 », modèle de bâtiment préfabriqué agréé par le ministère de l'Éducation nationale, Constructions métalliques Filled, élévations, vers 1970. Archives du Grand Lyon, fonds du service de l'architecture, 3061 W 316.*





Prototype de collège pour 900 élèves, Jean Cottin et Paul Guillot, architectes, plan de masse, 1976. Archives du Grand Lyon, fonds du service de l'architecture, 3061 W 157.

méconnu: la loi de 1966 a précédé la décentralisation d'une vingtaine d'années sans pour autant être considérée comme un prologue à celle-ci. Pourtant, le transfert des bâtiments scolaires du second degré aux communautés urbaines semble bien constituer un précédent significatif à la décentralisation car seul l'État en avait la charge auparavant (les bâtiments du primaire étaient historiquement gérés par les communes).

### Ce que disent les fonds

C'est autant l'histoire fluctuante des acteurs publics de l'architecture scolaire que les résultats de leur travail qui font la richesse de ce fonds. De nombreux plans d'aménagement de zones délimitent les opérations de ZAC ou de ZUP, situent l'emplacement des établissements et inscrivent historiquement les constructions dans des dispositifs d'urbanisme en plein essor. On trouve également de nombreuses délibérations, ainsi que des études quantitatives, statistiques, prospectives et budgétaires établies par le service versant. Mais les nombreux dossiers de correspondance montrent bien la difficulté rencontrée par les différents interlocuteurs nationaux et territoriaux pour délimiter clairement les responsabilités.

Sur le volet architectural, la lecture des plans, coupes, élévations et photographies de bâtiments scolaires montre bien l'utilisation des techniques qui ont permis l'édition de tant d'établissements dans des délais extrêmement serrés (en moyenne, les échéanciers de travaux ne dépassent pas cinq mois): simplification géométrique, rationalisation de l'espace, structures poteaux-poutres et toits-terrasse, utilisation du béton armé en préfabrication lourde, de trames normées, de murs rideaux, sols en dalles thermoplastiques collées...

Le recours aux classes modulaires préfabriquées est un autre aspect relativement bien documenté. Une série de correspondance, d'études, de brochures et d'offres commerciales de fournisseurs permet de constater l'urgence des besoins par l'utilisation qui a été faite, entre 1969 et 1973, de cette technique complémentaire permettant d'accueillir de nombreuses classes dans l'attente de constructions durables.

### L'ère du pragmatisme

Si les bâtiments scolaires de cette époque partagent avec les grands ensembles d'habitation une mauvaise réputation de constructions bon marché basées sur des méthodes standardisées, repro-

ductibles d'un endroit à l'autre sans considération pour le site et son histoire, elles partagent aussi le mérite d'avoir fourni une solution rapide, économique et somme toute fiable dans une situation d'urgence. Et si l'on a pu s'inquiéter alors de voir la technique l'emporter sur le sens, le fonctionnalisme sur l'hospitalité, au point d'envisager une architecture «qui se passerait d'architectes», il semble évident aujourd'hui que ces inquiétudes sont levées tant les besoins, tout comme les techniques, ont évolué, restituant aux architectes leur entière capacité d'innovation.

D'innovation, il en est finalement aussi question au sujet des modèles de collèges et lycées conçus dans les années 1960 et 1970. À cette époque, le ministère de l'Éducation nationale sollicitait des propositions industrialisées pour équiper rapidement le territoire. Soulignons le particularisme des procédures adoptées alors par l'État: celui-ci disposait d'un catalogue de procédés architecturaux sériels proposés par de grandes entreprises générales de bâtiment sur la base de travaux d'architectes «de conception-construction». Ces modèles centralisés étaient alors fournis aux ingénieurs territoriaux. Pour chaque projet, la Commission

départementale des opérations immobilières et de l'architecture (CDOIA) rendait un avis à la communauté urbaine sur le modèle le plus approprié. Il était alors transposé par des architectes «de réalisation» dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage. Le ver-<sup>1</sup>gement 3061W contient<sup>2</sup> les plans d'un prototype de collège pour 900 élèves qui illustre bien cette recherche de solution architecturale reproductible et transportable d'un site à l'autre.

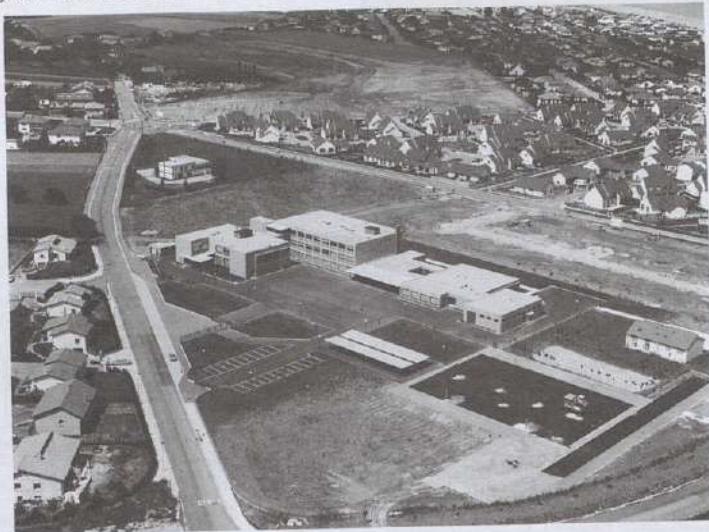
Mais une fois la crise (démographique) passée, l'architecture scolaire s'est en toute logique orientée vers de nouveaux programmes, plus différenciés, plus attentifs aux conditions architecturales de la réussite éducative, ce à quoi s'ajoutent aujourd'hui des préoccupations environnementales qui endosseront, par leur application au monde scolaire, des valeurs éducatives évidentes. C'est donc bien par nécessité fonctionnelle et non par manque de clairvoyance ou de connaissance théorique que les méthodes sérielles de construction ont été utilisées. Dans son *Architecture scolaire* publiée aux Presses universitaires de France en 1966, au cœur des Trente Glorieuses, Gérard de Brigode, architecte et théoricien, reprenait déjà à son compte un ensemble de principes énoncés par Alfred Roth dès les années 1950, tendant à considérer l'enfant comme «sujet et non objet de l'éducation» et défendant une architecture «à l'échelle de l'enfant» dont les préceptes ont largement été développés et appliqués depuis.

### Un lycée expérimental à Saint-Fons

Face au modèle type de collège pour 900 élèves, les archives du Grand Lyon dévoilent aussi un contre-exemple d'expérimentation du début des années 1980, confirmant l'aspiration tant de l'État que des collectivités territoriales à un renouveau des concepts architecturaux appliqués à l'enseignement.

En 1982, à la demande du premier ministre Pierre Mauroy, Ber-

Collège René-Cassin, Corbas, vue aérienne sud-ouest, 1981. Archives du Grand Lyon, fonds du service de l'architecture, 4031 W 026.



Lycée Albert-Camus, Rillieux-la-Pape, vue aérienne depuis le nord, 1982. Archives du Grand Lyon, fonds du service de l'architecture, 4031 W 103.



LEP Jacques-Brel, Vénissieux, vue aérienne depuis le sud-ouest, 1982. Archives du Grand Lyon, fonds du service de l'architecture, 4031 W 165.



trand Schwartz rend un rapport intitulé « L'insertion professionnelle et sociale des jeunes ». À l'origine des missions locales, ce rapport a engagé une approche sociale des problèmes de formation et d'insertion. Il recommandait le rapprochement entre les institutions et les élèves par un ensemble d'actions de proximité et un travail sur le cadre de vie. Franck Sérusclat, maire de Saint-Fons<sup>3</sup> de 1967 à 1995, s'inspire de ce rapport pour envisager l'implantation d'un établissement dit « ouvert » sur sa commune. L'objectif est d'intégrer un lycée d'enseignement professionnel expérimental, le lycée Léon-Blum (architectes Jacques Bay et Christian Buche), au cœur d'un tout nouveau quartier de la ville, objet d'une opération de ZAC. La pose de la première pierre a lieu le 3 février 1984 en présence du ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, et le lycée ouvre ses portes à la rentrée de 1985. Le principe d'établissement ouvert rendait les abords du lycée libres d'accès aux habitants du quartier, de même que son restaurant, sa bibliothèque et sa salle de spectacle. Certains étages supérieurs des bâtiments du lycée étaient même réservés à des logements

locatifs, renforçant la mixité sociale et l'intégration de l'établissement au quartier.

D'un point de vue architectural, l'intérêt de ce lycée est double. D'une part, bien qu'expérimental, il est issu d'une transposition réalisée à partir d'un modèle standardisé : le modèle Belenos, proposé par l'entreprise de bâtiment « Pitance L'avenir ». Avec la recherche d'un « effet établissement », cette expérimentation présageait des évolutions architecturales à venir, par une réelle différenciation architecturale et par un traitement des espaces et des matériaux favorable au bien-être des élèves. D'autre part, c'est le principe même de l'établissement ouvert qui, en contrepoint, présente un intérêt historique, car il n'a, ironiquement, pas fait école. Inspirée par les théories de « l'enseignement global », l'idée d'un établissement ouvert n'a pas survécu aux contraintes de sécurité et de cohabitation dans un contexte social difficile. Le lycée a fermé ses portes en 1998, mais les bâtiments ont conservé leur vocation pédagogique et sociale puisqu'ils ont tour à tour hébergé l'Institut national de recherche pédagogique, le centre de formation aux métiers de l'humanitaire

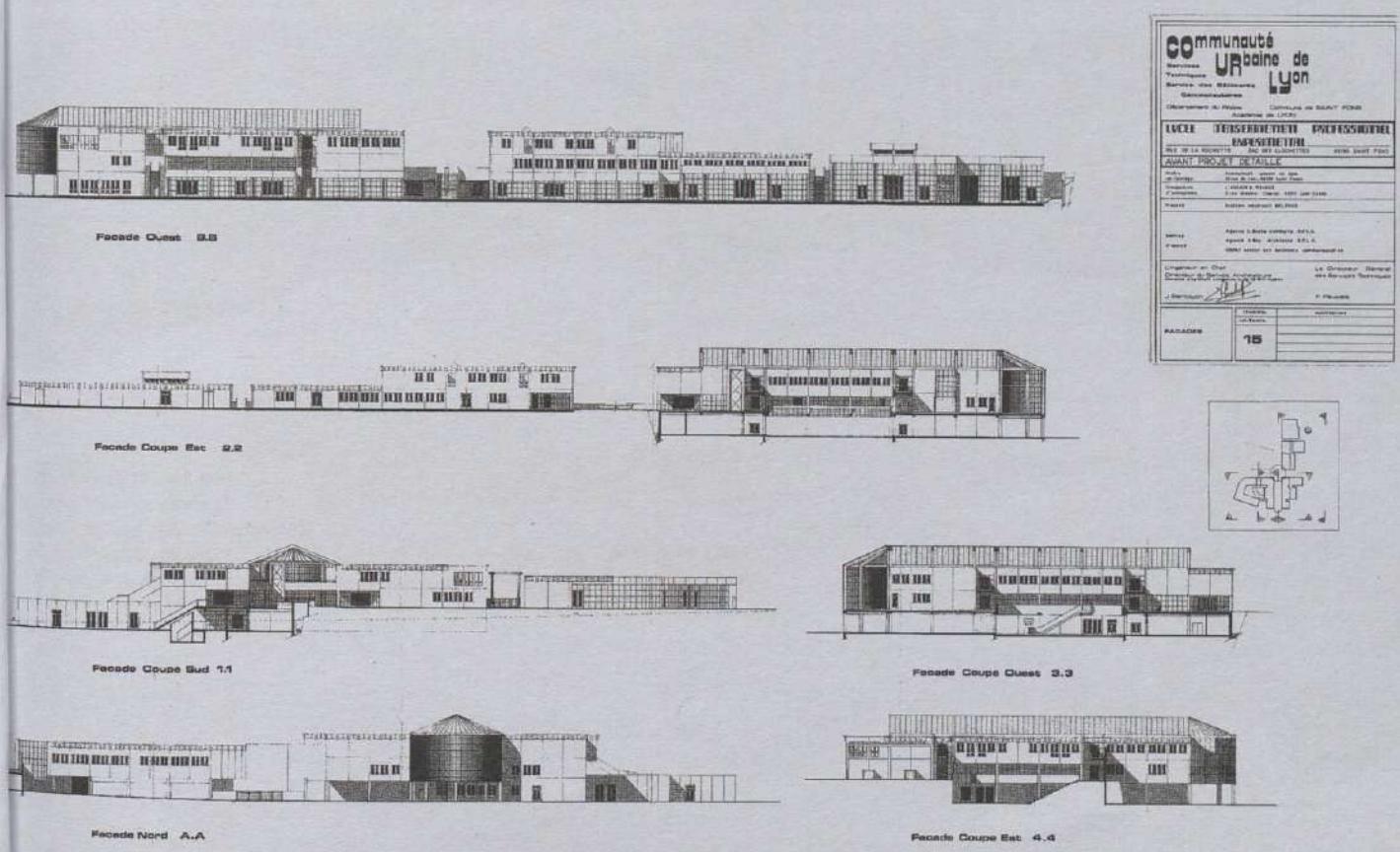
« Bioforce », et aujourd'hui le centre de formation des agents du Grand Lyon, ainsi qu'une crèche et le Centre municipal d'arts plastiques.

### Nouvelle donne pour l'architecture scolaire sur les territoires décentralisés

L'activité des communautés urbaines en matière d'architecture scolaire s'est interrompue après l'entrée en vigueur des premières lois de décentralisation, au milieu des années 1980. Celles-ci restituèrent la responsabilité de tous les établissements primaires aux communes et attribuèrent les collèges aux départements et les lycées aux régions. Toutefois, une convention cadre adoptée par la suite réserve la possibilité de confier une maîtrise d'ouvrage ou une maîtrise d'œuvre déléguée au Grand Lyon pour la construction d'établissements scolaires si les circonstances le justifient.

Ces archives techniques et administratives sont désormais à la disposition des chercheurs pour compléter celles d'autres collectivités territoriales exerçant cette compétence. Elles seront

*Lycée d'enseignement professionnel Léon-Blum, Saint-Fons, Jacques Bay et Christian Buche, architectes, élévations et coupes, mai 1984. Archives du Grand Lyon, fonds du service de l'architecture, 4028 W 016*



une source d'information riche pour l'étude des propositions architecturales dans une période de concordance entre forte croissance démographique et innovation technique, mais également pour l'observation des réactions politiques et administratives face aux enjeux de coordination de l'action publique. Enfin, elles pourront alimenter des études comparatives concernant les pratiques en matière de construction scolaire sur les territoires français comme à l'étranger.

La maîtrise d'ouvrage scolaire, assurée depuis longtemps par les collectivités territoriales, a déjà largement dépassé les seuls enjeux républicains et les problématiques de légitimité politique locale<sup>4</sup>. Elle a intégré les enjeux de société contemporains liés à l'environnement, à l'insertion

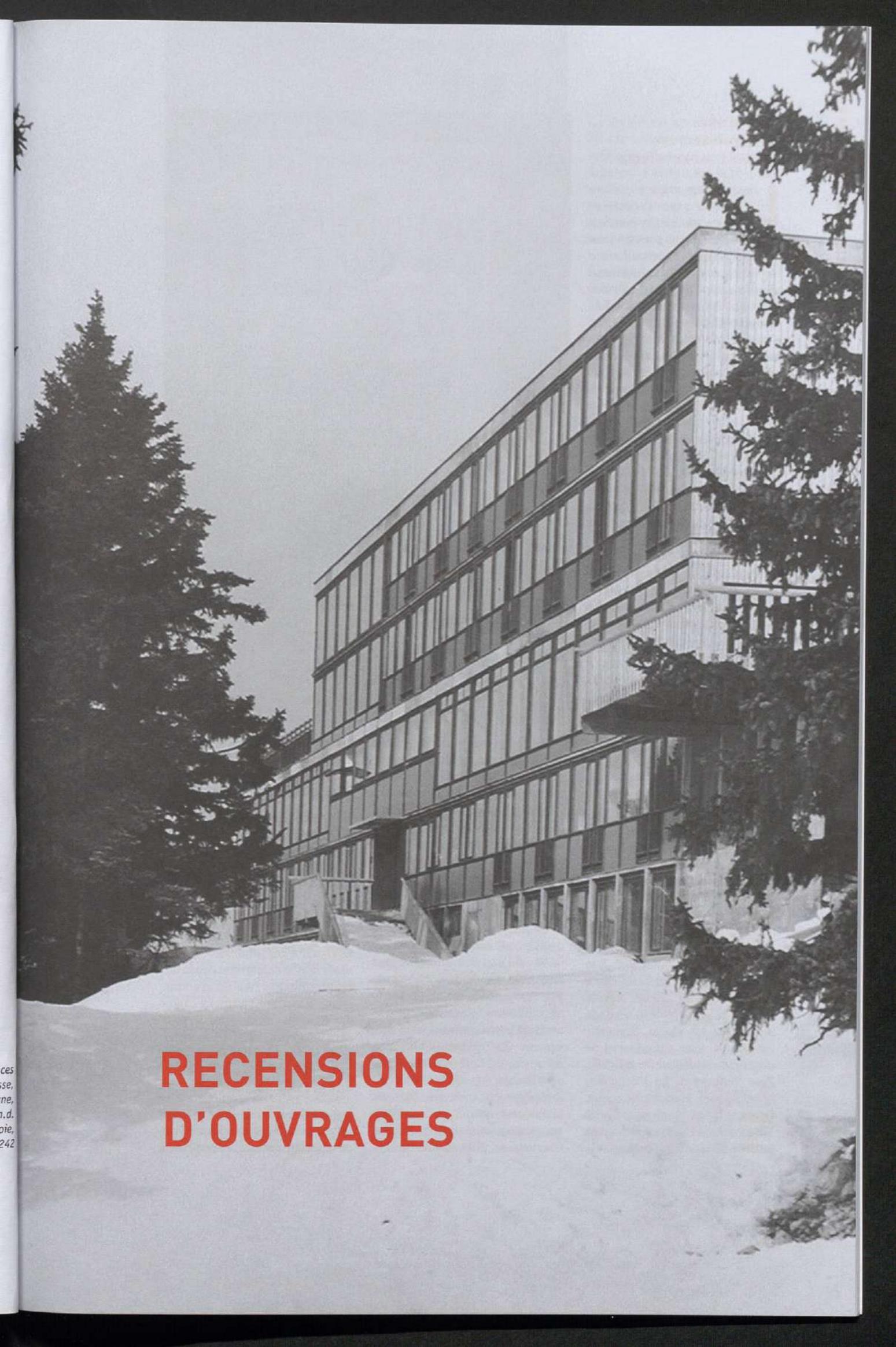
dans un paysage, une communauté et un tissu à la fois local et global. Et l'histoire ne semble pas s'arrêter là pour l'agglomération lyonnaise puisqu'une nouvelle redistribution territoriale se dessine avec le projet de métropolisation européenne qui verra l'ensemble des compétences départementales confiées au Grand Lyon sur son territoire. Le retour partiel (collèges uniquement) de la compétence « construction scolaire » à la future métropole lyonnaise est donc à prévoir, et avec lui la perspective d'un enrichissement de ses archives sur l'architecture scolaire.

#### Contact

Archives du Grand Lyon  
20, rue du Lac, 69003 Lyon  
04 26 99 34 14  
dteillard@grandlyon.fr

1. Voir l'introduction de *Les années ZUP, architectures de la croissance, 1960-1973*, sous la direction de Gérard Monnier et Richard Klein, éditions Picard 2002.
2. 3061 W 157, prototype de collège pour 900 élèves, 1976, Paul Guillot architecte.
3. Commune membre du Grand Lyon, située au sud de l'agglomération lyonnaise.
4. Voir l'article de Marie-Claude Derouet-Besson « Naissance et affirmation d'une administration locale en France dans le domaine des constructions scolaires », *Éducation et sociétés*, n°1, 1998, ENS éditions.

Centre familial de vacances  
Renouveau, Chamrousse,  
Atelier d'architecture en montagne,  
1962, photographie, n.d.  
Archives départementales de la Savoie,  
fonds AAM, 6 J 242

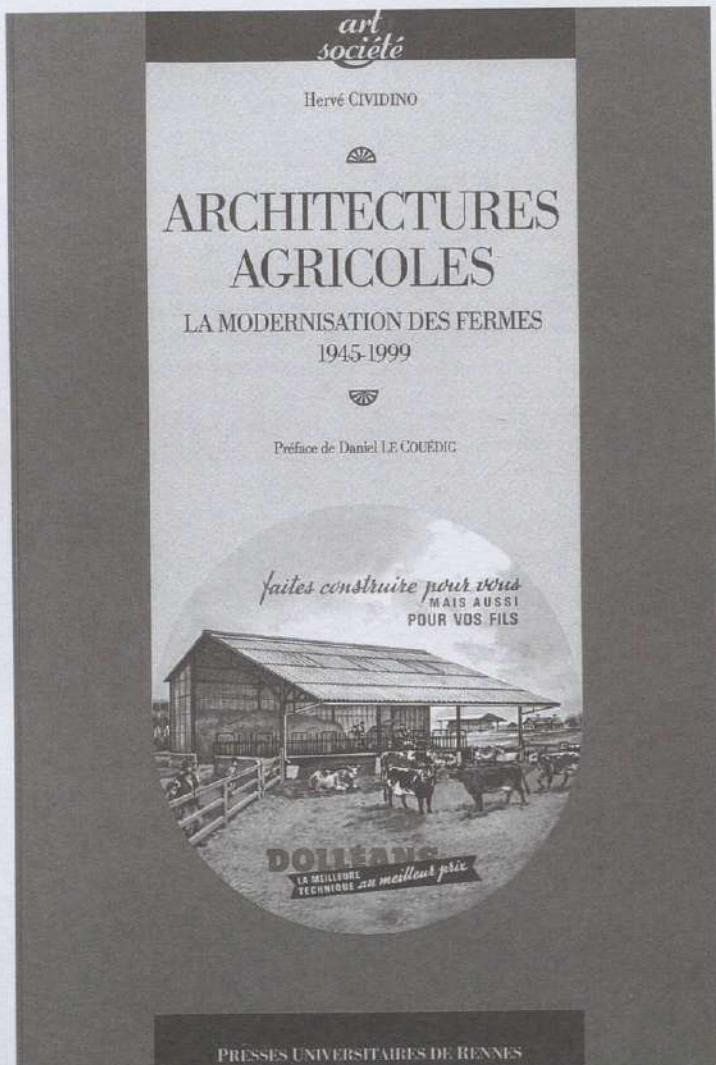


## RECENSIONS D'OUVRAGES

## Révolution de l'architecture agricole au xx<sup>e</sup> siècle

La question agricole dans l'histoire de l'architecture du xx<sup>e</sup> siècle pouvait, jusqu'à récemment, paraître laissée à l'écart des études ou en être un objet marginal, uniquement abordé sous l'angle de la ruralité, voire de la « rusticité », forcément réducteur. Or, elle vient s'immiser dans le monde de la recherche sous diverses formes et problématiques. L'Institut national d'histoire de l'art a offert en 2012 aux chercheurs la possibilité de confronter, à l'échelle internationale, leurs approches et recherches en la matière, au cours d'un colloque. À la lecture des actes de ce colloque qui viennent d'être publiés dans le numéro 21 d'*In Situ*, revue scientifique électronique de la Direction générale des Patrimoines du ministère de la Culture, il ne fait aucun doute que, comme toute architecture, l'architecture rurale du xx<sup>e</sup> siècle est aussi un projet politique<sup>1</sup>.

Une première vision générale pourrait laisser entrevoir que la ferme ne fut pas, au contraire du xix<sup>e</sup> siècle, l'objet de spéculations et de réflexion, et que seuls des architectes « de seconde zone » auraient été susceptibles de s'y intéresser pour répondre aux besoins immédiatement matériels d'une classe pauvre ou d'une élite propriétaire et entrepreneuriale. Il n'en est rien, car la lecture des revues professionnelles, *La Construction moderne*, *L'Architecture d'aujourd'hui*, *Techniques et architecture*, *L'Architecture française*, fait apparaître l'attention que portent des architectes de premier plan à la question agricole tant en France qu'en Europe ou ailleurs dans le monde. La période de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle condense les efforts et les expériences de concepteurs tels que Jean Bossu, Paul Dufournet, Le Corbusier, Louis Miquel, Maurice Novarina, Georges-Henri Pingusson, André Wogenscky, etc., pour la plupart tenants du courant moderne.

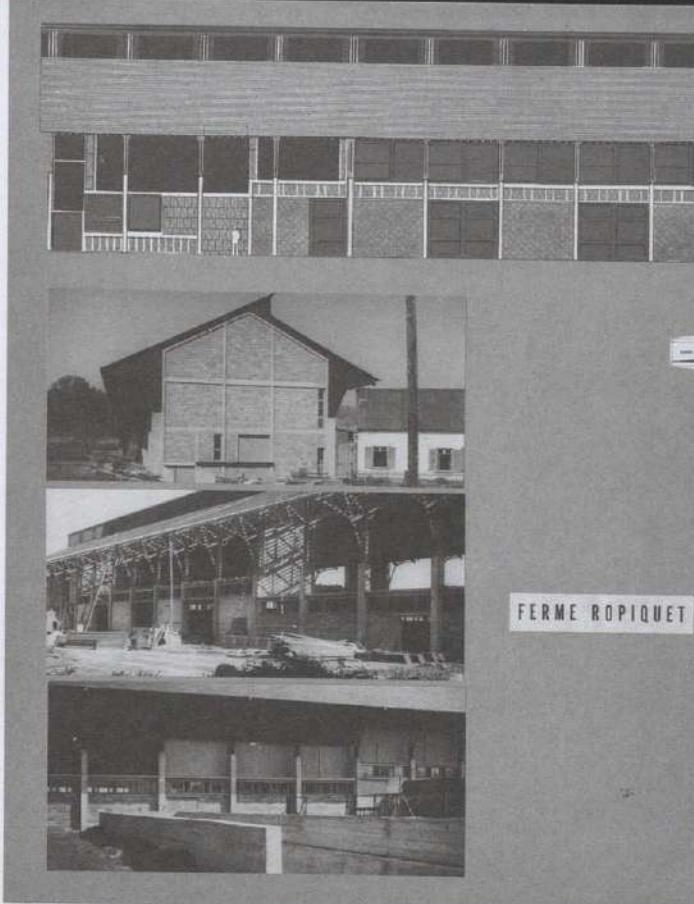


Cette tendance à voir la question agricole comme un sujet des théories et des pratiques architecturales modernes est confortée par la lecture de la recherche menée par Hervé Cividino, travail de thèse, publié sous le titre d'*Architectures agricoles*. Le sous-titre, « La modernisation des fermes, 1945-1999 », ne laisse aucun doute sur les enjeux de l'évolution de l'architecture agricole qui a, sans surprise, suivi celle de l'architecture dans son ensemble. L'auteur, dont le propos traite uniquement du territoire français, et plus spécifiquement du Loiret<sup>2</sup>, retrace successivement : les prémisses du phénomène dans l'Entre-deux-guerres sous Vichy ; une application véritablement concrète au cours de la Reconstruction ; une montée en puissance pendant les Trente Glorieuses ; puis une diversifi-

cation des questionnements à la faveur de la post-industrialisation et de la prise en compte de l'environnement.

L'ouvrage résiste à l'attraction pour l'exceptionnalité de réalisations emblématiques, ou de bâtiments de prestige comme les domaines viticoles – « objets d'étude particuliers où la notion de patrimoine est depuis longtemps liée à l'image de marque et à la qualité des produits » –, pour saisir tout le champ des constructions ordinaires ; ambition courageuse saluée par Daniel Le Couédic dans la préface. Le lecteur sera d'accord avec ce dernier pour relever à quel point « ce livre ouvre des horizons que son titre ne laisse qu'entrevoir ».

Le postulat de l'auteur est le paradoxe existant entre la disparition de la société paysanne, sans cesse



Ferme de Léon Ropiquet, Le Bosquel (Somme), Jean Bossu, architecte, 1946-1949. SIAF, CAPA, fonds Jean Bossu, 192 IFA 203/5.

déplorée par les élites, et l'accentuation de l'emprise des agriculteurs sur le territoire, souvent dénoncée par l'opinion. Pour une fois, l'intérêt d'une étude se pose sur les bâtiments eux-mêmes, sur une architecture agricole communément perçue comme une menace sur l'environnement et les paysages. Mais tel n'est pas l'objet du livre, ceci serait « une tout autre histoire » comme le souligne Daniel Le Couédic.

Le livre n'est pas non plus une ode à une beauté supposée de l'architecture agricole qui pourrait être tantôt traditionnelle ou moderniste. Il vient contrebalancer le désintérêt presque total des historiens pour ce « domaine jugé subalterne », trop souvent perçu comme « la suite de rendez-vous manqués avec les architectes ». Le très sérieux travail d'enquête a comme matière, bien entendu, des sources écrits, des documents graphiques, des photographies, mais également des entretiens ainsi que des analyses in situ de réalisations exemplaires (dans le sens d'exemples représentatifs des phénomènes observés). Divisé en trois grandes parties, il aborde tout d'abord le glissement

de la modernisation vers la place définitive prise par l'industrialisation de l'outil agricole et donc des architectures qu'il nécessite. La deuxième partie, partant de « l'intensification des productions et spécialisation des bâtiments d'exploitation », montre à quel point la mise en œuvre d'un projet économique agricole, favorisé par les lois d'orientation agricole de 1960-1962, a des incidences territoriales, architecturales et sociales. La proximité avec les théories des urbanistes et des architectes du mouvement moderne ont favorisé le « règne du bâtiment-machine » dont un des éléments les plus forts est le hangar dans lequel l'auteur voit un « emblème architectural de la modernisation agricole<sup>3</sup> ». La troisième partie, partant de la contestation et de la remise en cause du « tout-productivisme » conjuguées avec l'évolution du contexte réglementaire, notamment la loi sur l'architecture de 1977, aborde l'émergence des préoccupations environnementales et la prise en compte des différents enjeux dans un double souci de préservation paysagère et/ou écologique.

La fin du XX<sup>e</sup> siècle et le début du XXI<sup>e</sup> voient, sinon la confrontation, en tout cas le débat permanent s'instaurer entre une société agricole, ou paysanne ?, en plein marasme, largement inégalitaire voire divisée, et tous les autres acteurs du territoire, c'est-à-dire l'ensemble de la société française. Adieu, veaux, vaches, cochons, couvées, la ferme traditionnelle de nos ancêtres est bien loin derrière nous même si certains voudraient la voir renaître ; mais peut-on balayer en quelques décennies des siècles de révolution architecturale agricole, ou céder au mirage de l'industrialisation ? C'est bien là, l'objet du livre ainsi que son intérêt en retraçant pour une première fois cette histoire à la fois agricole et architecturale au XX<sup>e</sup> siècle.

Franck Delorme

Hervé Cividino, *Architectures agricoles. La modernisation des fermes. 1945-1999*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 360 pages.

1. Le numéro, intitulé « De l'art de bâtir aux champs à la ferme moderne », regroupe en fait les actes de deux colloques tenus successivement sur le thème en 2010, « L'art de bâtir aux champs », et en 2012, « Les campagnes européennes et les territoires coloniaux, entre tradition et innovation », sous la direction de Pascal Liévaux, Jean-Philippe Garric et Émilie d'Orgeix. La revue est accessible via le portail Revues.org (<http://insitu.revues.org/>).

2. Hervé Cividino est architecte et docteur en aménagement et urbanisme. Il exerce comme directeur adjoint au Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement du Loiret. Il anime le site [www.architecturesagricultures.fr](http://architecturesagricultures.fr)

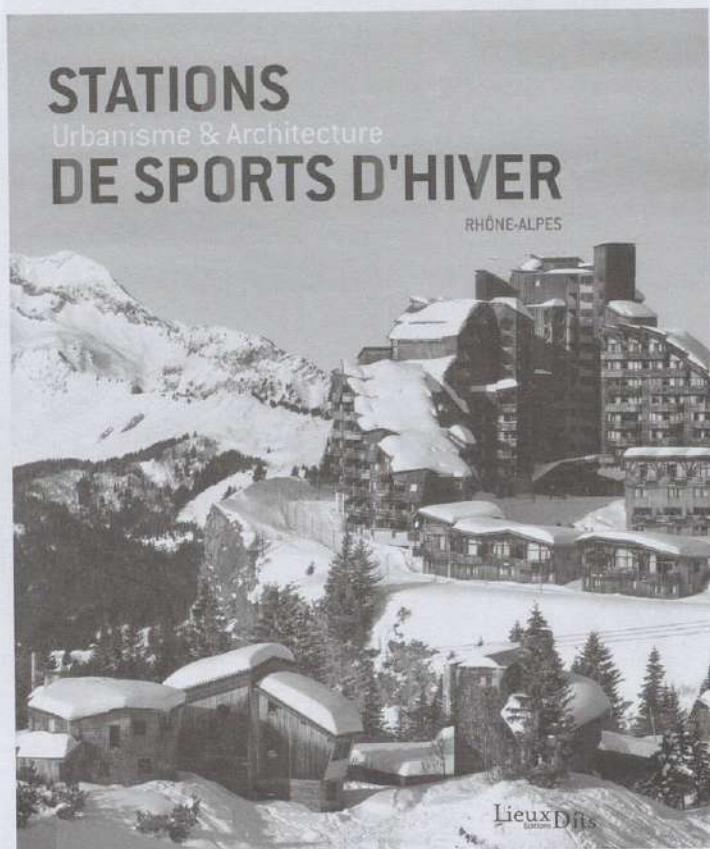
3. Hervé Cividino, « Le hangar : de l'abri polyvalent à l'édifice spécialisé, l'avènement d'un emblème architectural de la modernisation agricole », *In Situ*, n° 21, 2013.

## Stations de sports d'hiver, urbanisme et architecture

La publication à l'automne 2012 d'un imposant livre sur les stations de sports d'hiver ne relève pas d'une seule stratégie commerciale en prévision des cadeaux de Noël, comme on serait tenté de le croire à première vue. Le livre de Jean-François Lyon-Caen et Maryannick Chalabi consacré à l'évolution de l'urbanisme et de l'architecture des stations de montagne dans la région Rhône-Alpes est un ouvrage destiné tant à servir de référence pour les spécialistes qu'à initier tous ceux qui s'intéresseront à l'histoire de l'invention de la villégiature en territoire de montagne. Et même si le propos est resserré sur les Alpes françaises, il est riche d'enseignements et pourrait – ou devrait – ouvrir sur des histoires semblables ou différentes, dans d'autres régions ou d'autres pays.

Cette publication repose sur un long travail de recherche, et en constitue en quelque sorte la mise en valeur auprès d'un large public. Ce travail de longue haleine est poursuivi depuis de nombreuses années par une équipe pluridisciplinaire sous la direction de Jean-François Lyon-Caen, enseignant à l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble. Les enquêtes menées de 1994 à 2011 par des architectes, sociologues, ethnologues, sous le contrôle et avec les méthodes du service de l'Inventaire général du patrimoine culturel de la région Rhône-Alpes, ont porté sur six stations : Avoriaz, Courchevel, Flaine, Les Arcs, Les Karellis et Megève. Pour cette dernière, c'est plus particulièrement le laboratoire Les Métiers de l'histoire de l'architecture à l'ENSA de Grenoble qui a effectué l'enquête sous la direction de Françoise Véry<sup>1</sup>.

De l'approche de l'Inventaire général, on retrouve et perçoit aisément le principe qui consiste à aller du plus grand au plus petit, de l'ensemble aux parties constitu-



tuantes, du public au privé, voire l'intime (on se rappelle la formule d'André Chastel « de la cathédrale à la petite cuillère », mot d'ordre donné aux équipes de l'Inventaire). L'ouvrage est ainsi intelligemment constitué de deux parties principales. La première, « De la neige glissée à la station de sports d'hiver », retrace l'apparition des stations puis leur évolution, depuis les origines du ski jusqu'aux plus récentes formes du tourisme en montagne. Suivre cette évolution, c'est traverser les modes d'habiter la montagne dans le cadre des loisirs, depuis le village-station des pionniers, jusqu'à la station-village des tour-operateurs. En la matière, l'habitude est bien de parler des différents âges des stations ou encore de première, seconde, troisième, voire aujourd'hui de quatrième génération.

Les critères pour déterminer les catégories ne sont pas simplement formels et physiques mais croisent différentes dimensions sociales, économiques, administratives, urbaines et architectu-

rales. Les chapitres présentés de manière chronologique suivant un découpage en grandes époques, dressent ainsi une succession de « portraits types » de stations. Il est bien évident que l'évolution se fait aussi par rapport à l'invention d'équipements tels que les téléskis, l'apparition de concepts comme celui de domaine skiable, la séparation entre voitures et skieurs, ou encore la consécration d'espaces particulier comme la grenouillère.

La seconde partie – occupant les trois quarts de l'ouvrage – intitulée « Visite en images » procède à l'inventaire des stations, de l'urbanisme au mobilier, en passant bien entendu par l'architecture. Le premier chapitre présente les portraits de six stations (Megève, Courchevel 1850, Flaine, Avoriaz, Les Arcs, Les Karellis) aux visages bien différenciés suivant les cas de figure et les époques de conception, de la plus ancienne à la plus récente dont la création date toutefois de 1973. Les exemples étudiés mettent en avant le fait que toute station



## LES ARCS<sup>1600</sup> LA CASCADE

Résidence La Cascade, Arc 1600, Atelier d'architecture en montagne, 1968, perspective, n.d. Archives départementales de la Savoie, fonds AAM, 6 J 855

n'existe d'abord que par rapport au site dans lequel elle s'inscrit, met à profit et valorise, la vocation que ses maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre lui assignent, les modes de vie à satisfaire ou à promouvoir, etc. La conception et donc le parti adopté dépendent avant tout du domaine skiable disponible, de sa configuration et de son exploitation.

De l'organisme pris dans son ensemble avec ses accès, ses circulations, l'implantation des équipements et des bâtiments qui le composent, les choix opérés débouchent sur des configurations différentes: tel le site en balcon des Arcs, celui en cirque de Flaine ou bien encore celui grandiose d'Avoriaz perché sur de hautes falaises. Mais ce que les exemples montrent aussi très clairement, c'est la nécessité de la maîtrise par un seul architecte ou par un groupe d'architectes animés d'un même état d'esprit pour parvenir à faire «ensemble» et à créer «une image». En effet, les stations étudiées ne le sont pas au hasard. Elles témoignent chacune d'une conception unifiée, ce qui rejoint la conclusion de la première partie lorsque les auteurs posent la question de la «gouvernance des acteurs de la station et la cohérence de projet», peut-être remises en cause par les stratégies actuelles de

«densification et relookage des stations de sports d'hiver».

Le dernier chapitre est consacré à ce qui constitue une des fonctions essentielles et la part la plus importante du patrimoine bâti: l'habitation. Comme tous les lieux de villégiature et pas spécifiquement la montagne, le logement, qu'il soit individuel ou collectif, de luxe ou social, est véritablement l'objet sur lequel se cristallisent les recherches et les expérimentations des architectes autant que les désirs de leurs clients, engendrant invention ou réinvention de types architecturaux. Si l'on en juge par la diversité des écritures architecturales, d'Henry Jacques Le Même à Marcel Breuer, le terreau est fertile et a permis la germination de nombreuses variétés (chalets, résidences, hôtels, immeubles, etc.). De toutes les constructions élevées en un siècle, on retient trop souvent uniquement l'aspect extérieur. Le livre, grâce notamment aux nombreuses photographies d'Éric Dessert, nous permet de pénétrer à l'intérieur des bâtiments pour nous montrer toutes les innovations dont ont bénéficié les logements tant au niveau de leurs plans que de leurs équipements. Les architectes ont étroitement travaillé avec les décorateurs, ensembliers, menuisiers, artistes pour offrir un confort et

une ambiance renouvelés et propices à l'évasion, au ressourcement et au dépaysement.

Au-delà de son aspect indéniablement scientifique servi par une maquette soignée de la part des éditions Lieux-dits, l'ouvrage pourra rappeler des souvenirs à certains, et donnera à d'autres le regret de ne pas avoir vécu certaines époques pionnières dont heureusement nous sont parvenues de très belles réalisations. Il donnera envie à tous de découvrir ou redécouvrir ces lieux exceptionnels. La lecture peut en être poursuivie en consultant d'autres publications sur les mêmes sujets, notamment la collection «Portraits de créateurs» du CAUE de Haute-Savoie, le portail documentaire consacré aux stations par l'Inventaire général du patrimoine culturel de Rhône-Alpes<sup>2</sup>, l'exposition itinérante «La neige et l'architecte»<sup>3</sup>, l'exposition «Montagnes, territoire d'inventions»<sup>4</sup>, etc.

Franck Delorme

Maryannick Chalabi et Jean-François Lyon-Caen, *Stations de sports d'hiver. Urbanisme et architecture. Rhône-Alpes*, Lyon, Lieux-dits, 2012, 272 pages.

1. Ces études ont été réalisées dans le cadre du programme «Architectures de la villégiature» du Centre André-Chastel et dans le cadre du programme «La montagne au XX<sup>e</sup> siècle» de l'équipe de recherche «architecture-paysage-montagne» à l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble.
2. [www.parcoursinventaire.rhonealpes.fr/stationski/](http://www.parcoursinventaire.rhonealpes.fr/stationski/)
3. Produite en septembre 2012 par la région Rhône-Alpes, service de l'Inventaire général du patrimoine culturel.
4. Produite par l'équipe «Architecture paysage montagne» et accompagnée d'un catalogue.

## Sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales et aux Archives de Paris

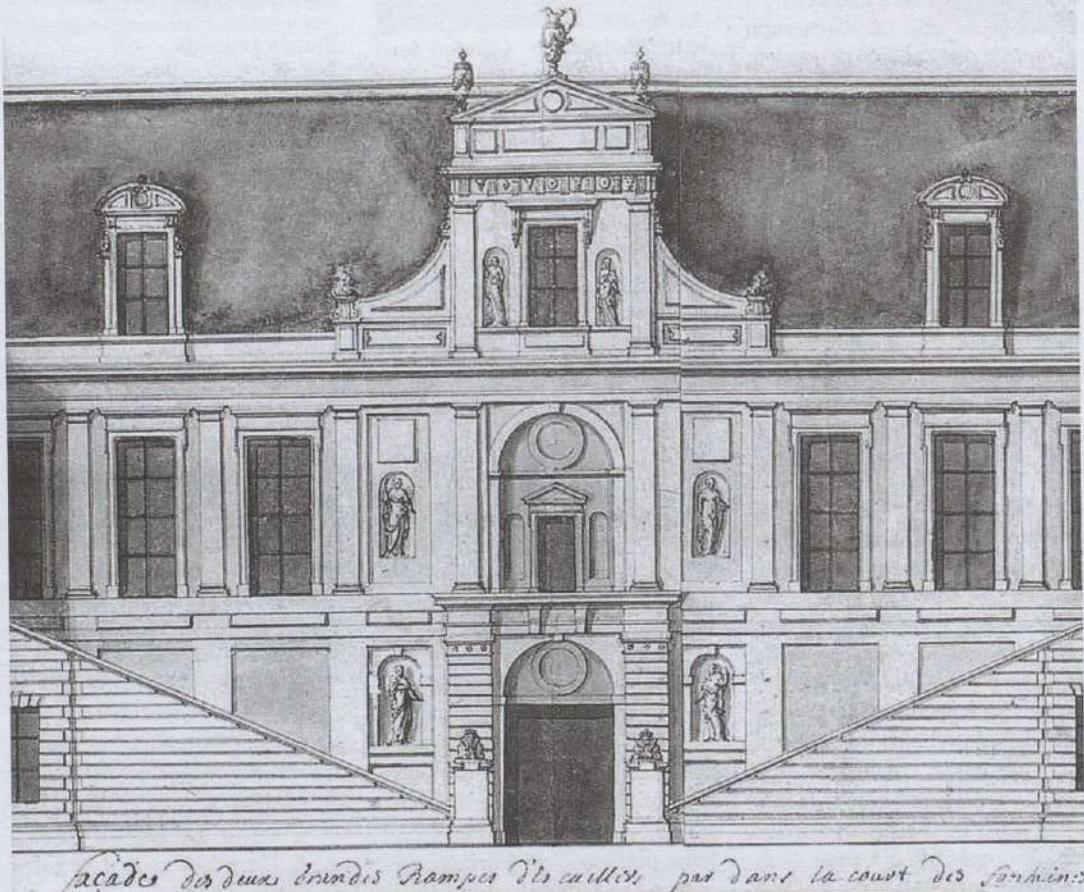
**L**e *Guide des sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales et aux Archives de Paris*, paru à la fin de l'année 2012, constitue la mise à jour du guide sur *Les sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales*, publié en 1955 par Mireille Rambaud, qui comprenait lui aussi un complément sur les Archives de Paris (Paris, Archives nationales, 174 p.). Fruit du travail d'une cinquantaine d'archivistes, il présente – de façon renouvelée – l'apport des fonds de ces deux institutions pour l'historien de l'art.

Ce nouveau *Guide* reprend le schéma et une partie du texte

de celui de M. Rambaud. Le plan comporte sept grandes parties – Moyen Âge et Ancien Régime; période contemporaine (1789 à nos jours); Minutier central des notaires; archives privées; archives imprimées; typologies particulières (cartes, plans, sceaux, etc.); archives de Paris – mais la présentation des fonds (selon une grille systématique<sup>1</sup>) est faite par producteurs, regroupant pour chacun séries, sous-séries ou – nouveauté – versements (pour les fonds arrivés sur le site de Fontainebleau à partir de 1970 et conservés aujourd'hui, pour la plupart, à Pierrefitte-sur-Seine). On peut regretter ce choix qui oblige le lecteur à naviguer à travers tout l'ouvrage pour être certain de ne manquer aucun document pouvant le concerner, mais, de fait, aucune formule «thématische» n'aurait vraiment

pu être satisfaisante au regard de la diversité de contenu des séries, sous-séries et versements ainsi que d'approches possibles en termes de recherche.

On doit se réjouir, en revanche, du fait que ce *Guide* constitue un considérable enrichissement par rapport à celui de 1955, comme en témoigne son ampleur: de 1955 à 2012, on passe, en effet, de 174 à 744 pages! Y figurent en plus, en effet, les nombreux fonds et versements entrés aux Archives nationales ou aux Archives de Paris depuis cette date. Mais l'accroissement relève aussi d'autres données: une meilleure connaissance des fonds, due au travail des archivistes et des chercheurs; l'introduction de développements d'histoire institutionnelle, permettant de mieux comprendre la nature



## Guide des sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales et aux Archives de Paris

Sous la direction de Martine Plouvier

cths

des documents; l'évolution de l'histoire de l'art elle-même, qui a élargi son champ d'investigation. De nombreuses illustrations, des index «noms de personnes» et «noms de lieux» complètent un ouvrage qui vise à l'exhaustivité.

Ce guide renvoie évidemment à l'histoire de l'architecture, des architectes et, au-delà, de tous les «acteurs de la construction» – maîtres d'ouvrage publics ou privés, artisans et entrepreneurs du bâti, artistes «décorateurs», enseignants, critiques, etc. – ainsi qu'à celle de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Pour les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> s., on signalera – pour les Archives nationales – les importants passages dévolus aux sous-séries O/2 et O/3 (Maison de l'empereur et Maison du roi), F/13 (Bâtiments civils) et F/21 (Beaux-Arts, pour sa partie «architecture»); à celles d'AJ provenant des agences publiques d'architecture (telle, pour la plus imposante, 64AJ, agence d'architecture du Louvre); et à celles concernant l'enseignement de l'architecture (telles AJ/52 pour l'École nationale des Beaux-Arts ou AJ/53, pour l'École nationale des Arts décoratifs). La description de chacune de ces séries et sous-séries est suivie par celle des versements effectués sur le site de Fontainebleau après 1970: ainsi, le travail du chercheur est-il grandement facilité, le lien entre les différents versements relatifs à un même producteur

étant clairement établi, malgré une histoire administrative des plus complexes depuis 1789.

On doit rappeler, par ailleurs, que parmi les versements faits à Fontainebleau, certains n'ont pas d'antériorité dans les fonds autrefois «parisiens» – et désormais conservés à Pierrefitte – et qu'il convient de ne pas négliger la description qu'en offre aussi ce nouveau *Guide*: on peut renvoyer ici aux pages consacrées aux versements provenant du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (p. 359-362).

On notera, enfin, qu'une place de choix est attribuée aux fonds privés (p. 385-539) et, notamment, aux fonds privés d'architectes, tels les fonds Baltard (332AP, p. 364 du *Guide*) ou Laprade (403AP, p. 483).

En-dehors de ces fonds, en principe bien connus, ce *Guide* met en valeur des séries, sous-séries ou versements encore trop méconnus des chercheurs en histoire de l'architecture. Pour l'Ancien Régime, on citera les pages relatives aux «commissions extraordinaires du Conseil», décrivant la sous-série V/7 fort riche en informations sur tous types de bâtiments. Pour les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> s., on retiendra l'évocation des sous-séries F/2 et F/3 (Administration départementale et communale) et F/16 (Prisons) qui contiennent de multiples dossiers sur l'architecture publique et,

dans une moindre mesure, privée de la période.

Il faut signaler, enfin, les chapitres portant sur les ressources particulières des Archives nationales: fonds de cartes et plans – telle la série VA (Versement de l'architecture, collection de plans XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> s., réunis ou produits par la direction de l'Architecture aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> s.) – et, de nouveau, fonds privés d'architectes et fonds d'agences publiques d'architecture, avec, en sus, un éclairage, succinct, sur les fonds de l'Institut français d'architecture (IFA) et sur ceux des Archives nationales du Monde du Travail (p. 565-608).

Nadine Gastaldi

*Guide des sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales et aux Archives de Paris*, Martine Plouvier dir., 2012, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 744 pages.

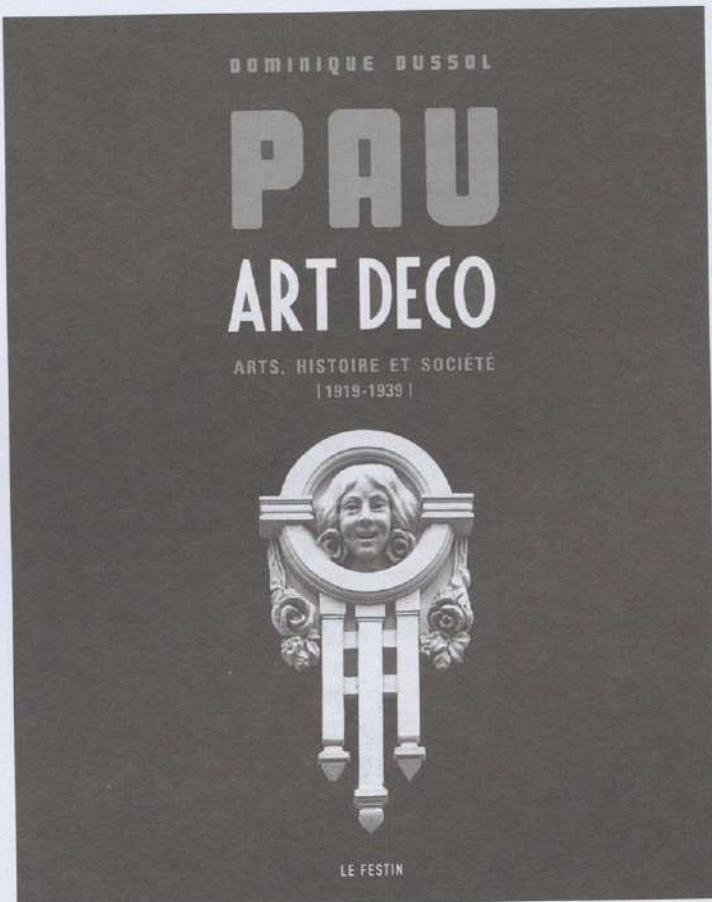
- 
1. Intitulé du fonds; dates extrêmes des documents; niveau de description; importance matérielle; référence; historique du producteur; description du contenu; sources complémentaires; bibliographie; instruments de recherche.

## Pau Art déco

L'architecture de l'entre-deux-guerres à Pau, méconnue, mérite-t-elle qu'on lui consacre un ouvrage ? C'est la question à laquelle Dominique Dussol répond de façon exhaustive dans *Pau Art déco. Arts, histoire et société (1919-1939)*, paru en 2011 aux éditions du Festin. Professeur à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, l'auteur porte un regard bienveillant autant que critique sur la capitale du Béarn dont il est un familier. Fruit d'un travail de recherche patient et minutieux, cette monographie à l'écriture concise et fluide détaille la production architecturale et artistique ainsi que les propositions urbanistiques de l'époque, sans omettre les montages financiers qui sous-tendaient les projets et les débats passionnés entre édiles palois. Une riche documentation iconographique, issue majoritairement des fonds d'archives locaux et régionaux, du musée des Beaux-Arts de Pau et de collections privées, et les photographies contemporaines d'Adrienne Barroches du service du Patrimoine et de l'Inventaire de la région Aquitaine, appuient la démonstration.

Située au pied des contreforts pyrénéens et en surplomb du Gave de Pau, la ville jouit d'un environnement géographique très avantageux. Réputée pour son climat curatif, elle accueille nombre d'hivernants, en particulier anglo-saxons, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour ces aristocratiques valétudinaires sont bâties de somptueuses villas, des hôtels de luxe, le palais d'Hiver, lieu de spectacles, de danse et de jeux... Mais les visiteurs se raréfient après la Première Guerre mondiale. Un séjour hivernal dans une cité climatique n'est plus à la mode ; on lui préfère les stations de ski ou les villégiatures d'été en bord de mer, à Nice, à Biarritz et sur la côte basque.

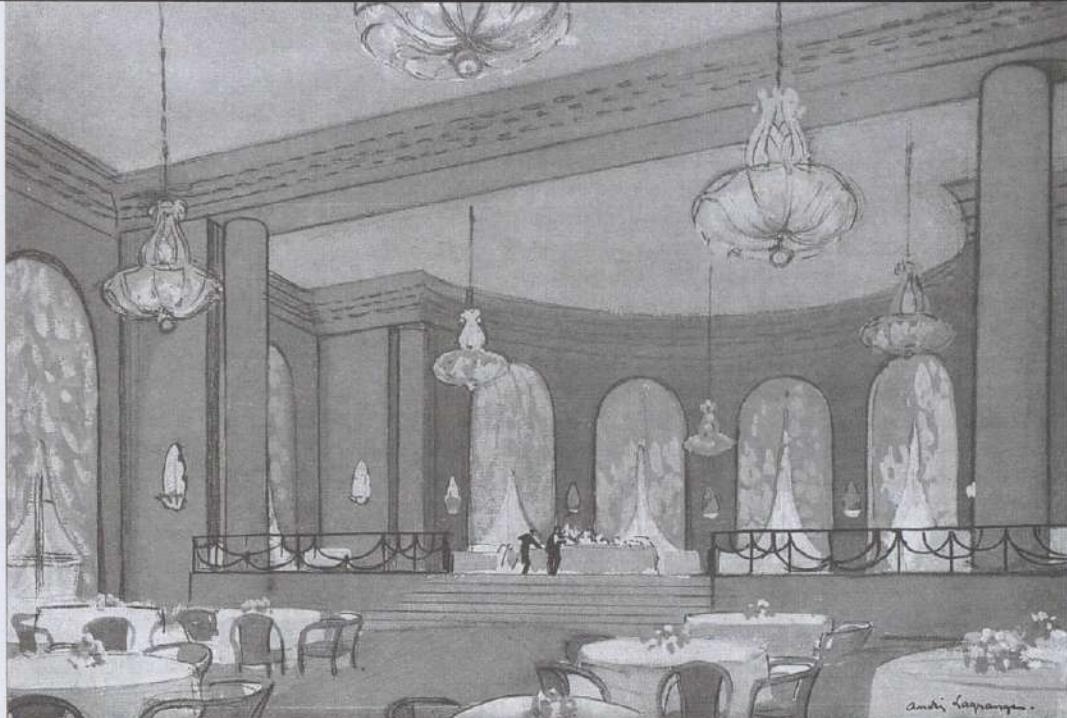
Dans l'entre-deux-guerres, tous les projets de la municipalité sont envisagés sous le même angle : comment reconquérir le tourisme



de luxe ? C'est l'une des raisons pour lesquelles sont privilégiées les interventions ponctuelles aux programmes d'envergure. Ainsi le « plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension » élaboré par Léon Jaussely sous la pression de la loi Cornudet de 1919, et définitivement dressé en 1928, est-il rapidement mis à l'écart, alors que la reconfiguration de la place Clemenceau et son raccordement au boulevard des Pyrénées, renommé pour sa vue panoramique sur les montagnes toutes proches, sont entrepris au tournant des années 1930. Le projet de Léon Jaussely, qui sauvegardait la spécificité patrimoniale et paysagère de la ville, n'est toutefois pas totalement oublié par les urbanistes palois, et il inspirera l'architecte Romain Delahalle lors de l'établissement du nouveau plan d'aménagement réalisé en 1947.

Alfred de Lassence est le maire qui va donner à Pau sa tonalité Art déco, notamment à travers

trois équipements publics. Sous sa deuxième mandature, de 1927 à 1930, le musée des Beaux-Arts, la bibliothèque et le palais des Pyrénées sortent de terre, œuvres d'un même architecte, le Parisien Jacques Ruillier, un ancien élève de l'École nationale des Beaux-Arts et de Michel Roux-Spitz. La réalisation de ces trois opérations est au cœur d'un « partenariat public-privé » ambitieux, conclu entre le maire et l'homme d'affaires Henri Lillaz. La Ville concède à ce dernier un vaste terrain où il pourra édifier un ensemble commercial à sa convenance ; en contrepartie, il s'engage à construire la bibliothèque et le musée. Les deux institutions culturelles se présentent comme des parallélépipèdes, au cubisme plus accentué pour la bibliothèque, scandés en façade principale par des pilastres cannelés ; quant au palais des Pyrénées, d'une superficie de près de 8 000 m<sup>2</sup>, il se déploie sur plan centré, quatre îlots s'organisant autour d'un atrium sur



Casino de Pau,  
Georges Wybo,  
architecte,  
perspective de la grande  
salle de restaurant  
par André Lagrange, n.d.  
Extrait de *L'Illustration*,  
19 octobre 1929.

monté d'une coupole. Ces trois bâtiments emblématiques d'une modernité tempérée sont coiffés d'un toit-terrasse en béton armé et affichent une blancheur et un dépouillement inédits dans le paysage palois. La question du style s'est posée à Pau comme ailleurs, mais il semble bien que la municipalité n'ait pas eu un avis très tranché sur le sujet. En 1924, par exemple, il est demandé à Gustave Umbdenstock de réhabiliter l'ancien Parlement de Navarre pour y abriter le musée et la bibliothèque. Si son projet historiciste n'aboutit pas, ce n'est pas en raison de ses caractéristiques, mais de la difficulté à le financer. De son côté, Georges Wybo adopte un parti néo-classique mûtié d'esprit Trianon pour le casino qu'il réalise en 1928, dans le cadre d'un autre « partenariat public-privé » au dénouement fâcheux : le promoteur, Odon de Béarn, fait faillite entraînant avec lui la chute du maire qui doit démissionner en 1930. Le casino, qui prend la place du palais d'Hiver démolî, est le seul rescapé de cette débâcle. Le parc Beaumont dans lequel il s'inscrit est remodelé par Louis Decorges qui y introduit un jardin pyrénéen, un théâtre de verdure et un cheminement dans le droit fil des jardins-promenades propres aux villes d'eaux.

En parallèle, le marché immobilier se diversifie : aux riches touristes saisonniers se substitue une clientèle bourgeoise et même ouvrière, conséquence de l'exode rural et d'une industrie naissante. Des rues entières sont bordées de villas plus ou moins cossues, dont les maîtres d'œuvre sont souvent des architectes locaux, entre autres Henri-Hector Wiart, Jules et Fernand Noutary, Henry Challe. Les références culturelles y sont éclectiques, avec une préférence pour le néo-basque. Le néo-béarnais, aux particularités trop peu significatives par rapport à celles de son envahissant voisin, ne réussira jamais à s'imposer. Le parc immobilier est également renouvelé par la construction de lotissements pavillonnaires et d'habitats collectifs où prédominent fonctionnalisme et hygiénisme.

Enfin, pas moins de quatre églises sont érigées ou réaménagées durant ces deux décennies, sous l'impulsion de l'évêque de Bayonne, Mgr Gieure, qui considère que l'implantation d'un lieu de culte de proximité est le meilleur moyen de maintenir les populations dans le giron de l'Église. Bien que leurs architectures soient assez bancales, leur décoration intérieure permet à des artistes palois de donner la pleine mesure de leur talent, tels

le peintre René-Marie Castaing et le sculpteur Ernest Gabard.

Si le Pau de l'entre-deux-guerres ne peut s'enorgueillir d'un bâtiment ou d'un aménagement d'une originalité exceptionnelle, son patrimoine urbain dégage cependant une certaine harmonie Art déco typique de l'esprit du temps. Le livre de Dominique Dussol dévoile les rouages de la transformation architecturale et urbanistique de la ville, qui repose essentiellement sur la promotion privée, et dont les témoignages sont encore bien visibles aujourd'hui, au-delà des remaniements et des détériorations qu'ils ont subis.

Denise Noël

Dominique Dussol, *Pau Art déco. Arts, histoire et société (1919-1939)*. Bordeaux : Le Festin, 2011. 288 pages, avec, en annexes, le récapitulatif des villas et des immeubles édifiés à Pau dans l'entre-deux-guerres et les biographies des architectes et des artistes actifs à Pau durant cette même période.

Cette publication a trouvé un prolongement dans l'exposition présentée au musée des Beaux-Arts de Pau, du 18 octobre 2012 au 14 janvier 2013.

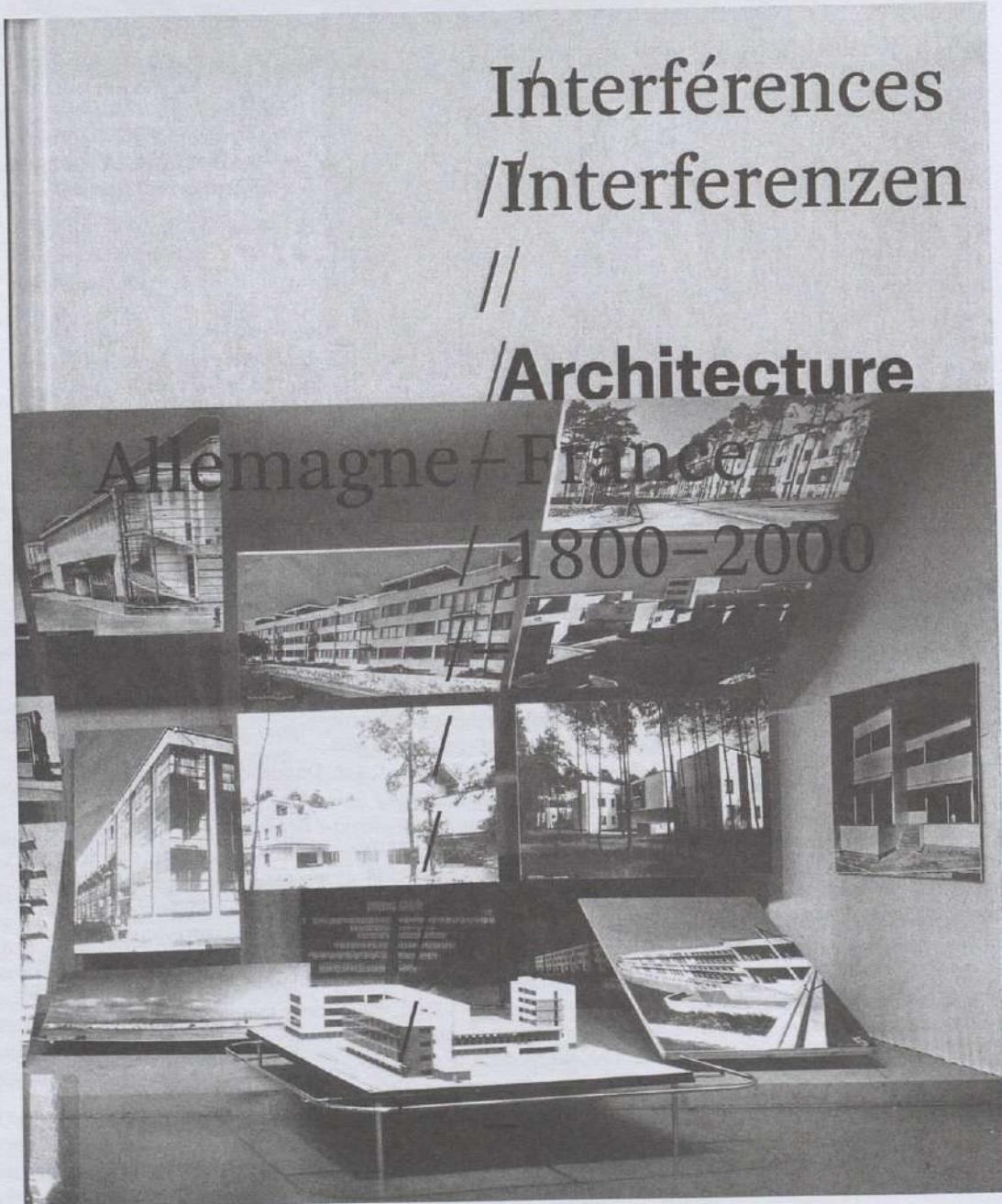
**Allemagne-France.  
Architecture 1800-2000**

**A**u cours des siècles, la France et l'Allemagne ont connu des relations tumultueuses, émaillées de malentendus et ponctuées de conflits dévastateurs, dont les effets dans des domaines aussi divers que la politique, les sciences naturelles ou humaines, l'art ou la littérature, ont fait l'objet de multiples mises en perspective. Il manquait une réflexion et un regard croisé sur les problématiques architec-

turales et urbaines, une lacune que comble l'ouvrage *Interférences/Interferenzen/Architecture Allemagne-France 1800-2000*. Au-delà des influences avérées, il s'agit pour Jean-Louis Cohen et Hartmut Frank de mettre au jour «les réseaux dans lesquels circulent théories, idéologies et formes [...]», chacun des deux récits nationaux [...] étant] en quelque sorte perturbé par l'autre à travers les frontières». Cette entreprise ambitieuse représente l'acmé de recherches engagées dans les années 1980 et

qui se sont poursuivies jusqu'à nos jours en parfaite complicité.

Ce livre, qui accompagnait l'exposition éponyme créée à Strasbourg au printemps dernier, en constitue bien plus que son simple catalogue. Introduit par cinq textes généraux, il est ensuite structuré autour de neuf séquences thématiques, comprenant une brève présentation, une série d'images pleine page, et un ou plusieurs essais. Ponctuellement, des cartes resituent les limites géographiques des



deux entités territoriales, celles relativement stables de la France faisant face à une réalité extrêmement mouvante, du côté allemand. Si les séquences, de durée variable, sont déroulées dans un ordre chronologique, leurs temporalités ne s'alignent pas nécessairement sur les césures historiques habituelles, mais tiennent compte de questionnements plus spécifiquement architecturaux et urbains. C'est ainsi que la période de la Seconde Guerre mondiale est couplée avec celle de la reconstruction jusqu'à la création des deux Allemagnes en 1949.

Vingt-trois auteurs ont remis un total de vingt-sept contributions qu'il est impossible de résumer dans le cadre de cette recension. On se bornera à évoquer un certain nombre de thèmes récurrents dans les échanges franco-allemands durant les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Des « interférences » culturelles sont analysées, parmi lesquelles des voyages d'architectes (les séjours de Karl Friedrich Schinkel et l'exil de Gottfried Semper à Paris sont bien documentés) et la réception de publications traitant d'architecture ou de disciplines connexes – histoire naturelle, philosophie, sociologie, peinture. Ce sont par exemple les écrits de Sigfried Giedion, Ludwig Hilberseimer et Werner Hegemann, parus dans l'entre-deux-guerres, qui font connaître les réalisations d'Auguste Perret outre-Rhin. Plus tard, dans les années 1950, *L'Art sacré* consacre deux numéros spéciaux aux récentes églises d'Allemagne, voyant dans leur modernité et leur simplicité une source d'inspiration pour les bâtiments cultuels à reconstruire en France. Quant au Berlinois Julius Posener, il fait figure de médiateur, voire d'« agent double », signant des critiques d'architecture pour des revues professionnelles dans les deux pays. Installé à Paris, il est nommé secrétaire de rédaction de *L'Architecture d'aujourd'hui* en 1934, avant que ses origines juives ne l'amènent à émigrer en Palestine.

Par ailleurs, les rivalités esthétiques à caractère patriotique sont omniprésentes dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la querelle opposant protagonistes allemands et français au sujet de l'architecture gothique perçue comme un marqueur identitaire, puis dans la controversée au long cours sur la prééminence de l'un ou de l'autre pays dans le champ des arts décoratifs. Les monuments sont également investis idéologiquement de chaque côté de la frontière, tels celui de la bataille des Nations à Leipzig de Bruno Schmitz ou le Lion de Belfort sculpté par Auguste Bartholdi. Enfin, à un moment où chacun s'efforce de définir une « modernité » aux particularités typiquement nationales, on note une convergence entre les positions d'Auguste Perret et celles d'Hans Poelzig qui s'engagent tous deux sur la voie d'un « classicisme moderne ». Les manifestations qui scandent la période – Salon d'automne de 1910, Exposition des arts décoratifs de 1925, Salon des artistes décorateurs de 1930, Exposition internationale de 1937 à Paris, expositions du Deutscher Werkbund à Cologne en 1914 et de la cité du Weissenhof à Stuttgart en 1927, entre autres – constituent parfois des lieux de dialogue, mais, le plus souvent, de défi et de riposte, que ce soit dans le domaine de l'architecture d'intérieur ou bien dans celui de la conception d'un habitat moderne.

La question urbaine est sans doute l'une des sphères où les parallèles et les interactions entre les deux pays sont les plus nombreux. À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et en raison d'une industrialisation tardive et accélérée, l'Allemagne se trouve confrontée à la croissance exponentielle de ses villes, qu'elle entreprend de réguler de manière globale grâce aux outils d'une nouvelle discipline, dénommée *Städtebau*, une quarantaine d'années avant que les Français n'adoptent le concept d'urbanisme. Strasbourg et Metz, annexées à l'Empire allemand après le conflit franco-prussien

de 1870, sont ainsi toutes deux dotées d'une Neustadt, l'une dérivée du modèle haussmannien, l'autre influencée par l'esthétique du pittoresque. La construction de ces extensions urbaines, qui débute par l'édification de bâtiments ostentatoires destinés à asseoir visuellement le pouvoir wilhelminien, se prolongera après le retour de l'Alsace et de la Moselle dans le giron français<sup>1</sup>.

La tentation est grande pour les architectes français de vouloir à leur tour remodeler le territoire ennemi, après la victoire des Alliés en 1945. Quand l'administration des régions du sud-ouest de l'Allemagne ravagées par les combats et les bombardements échoit à la France, ce sont les principes de l'urbanisme fonctionnaliste qui sont au cœur des polémiques suscitées par la proposition de Marcel Lods pour Mayence ou celle de Georges-Henri Pingusson pour Sarrebruck. Rejetés par une majorité de la population et par certains membres des autorités d'occupation, ces plans n'en auront pas moins un impact important sur les projets des Trente Glorieuses.

Une autre des préoccupations majeures du XX<sup>e</sup> siècle est le logement de masse, pour lequel la préfabrication lourde et la standardisation deviennent la norme après la Seconde Guerre mondiale. Des *Siedlungen* de la République de Weimar aux grands ensembles des années 1960, en passant par les unités d'habitation en France, la Stalinallee à Berlin-Est ou l'Interbau de 1957 à Berlin-Ouest, les mille et une solutions envisagées sont attentivement scrutées par les professionnels actifs en France, en RFA et en RDA. Les critiques toujours plus virulentes à l'encontre de ces formes d'habitat conduiront à leur remise en cause et au retour à une urbanité marquée par la redécouverte des noyaux historiques et la « rénovation douce » des quartiers existants. Depuis la chute du Mur de Berlin en 1989, l'attention s'est déplacée sur la reconquête des friches industrielles et la prise en compte du développement durable, alors que s'intensifient

les échanges entre architectes, enseignants et étudiants de France et de l'Allemagne réunifiée, de même que les coopérations transfrontalières comme celles que tissent l'Alsace et le Bade-Wurtemberg.

L'iconographie, riche et souvent inédite, est issue de maints fonds d'archives d'Allemagne et de France pour l'essentiel, tandis que les agences d'architecture ont fourni les photographies contemporaines. Loin de se limiter à une illustration complémentaire des articles, les 138 images des portfolios, écho des originaux rassemblés dans l'exposition, contribuent à élargir le propos des seuls essais, très pointus, en donnant à voir un kaléidoscope de projets et de réalisations élaborés au cours des deux derniers siècles.

Les « interférences » architecturales entre la France et l'Allemagne n'ayant presque plus de secret pour lui, il ne restera plus au lecteur qu'à rendre visite à ce voisin si proche et pourtant si lointain.

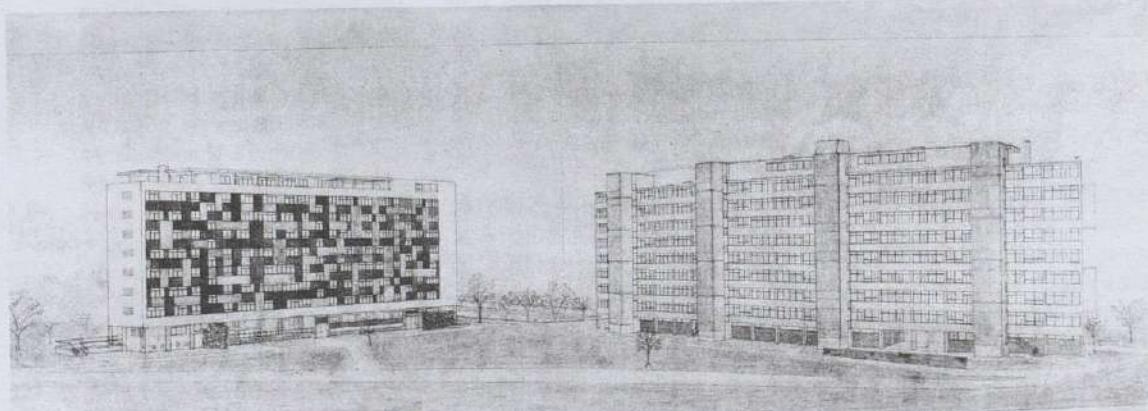
Denise Noël

Jean-Louis Cohen et Hartmut Frank (dir.), avec Volker Ziegler. *Interférences / Interferenzen / Architecture Allemagne-France 1800-2000*. Textes de Barry Bergdoll, Andreas Beyer, Pierre Bourlier, Anne-Marie Châtelet, Jean-Louis Cohen, Gabi Dolff-Bonekämper, Hartmut Frank, Christian Freigang, Yves Gendron, Vanessa Grossman, Franck Knoery, Alexandre Kostka, Michel Messelis, Klaus Niehr, Werner Oechslin, Daniel Payot, Christiane Pignon-Feller, Marie Pottecher, Elke Sohn, Axel Sowa, Wolfgang Voigt, Christiane Weber, Volker Ziegler. Strasbourg: Éditions des Musées de Strasbourg, 2013. 466 pages, ill. noir et coul.

Exposition présentée au musée d'Art moderne et contemporain de la Ville de Strasbourg, du 30 mars au 21 juillet 2013, puis au Deutsches Architekturmuseum de Francfort-sur-le-Main, du 3 octobre 2013 au 12 janvier 2014. Une version en allemand du catalogue accompagne l'exposition de Francfort.

1. Une opération d'inventaire du patrimoine urbain de la Neustadt strasbourgeoise est actuellement en cours, menée par le Service de l'inventaire du patrimoine de la région Alsace, en partenariat avec la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg. En outre, une demande d'extension du périmètre du classement UNESCO de la Grande-Île à une partie de la Neustadt sera déposée fin 2014.

Immeuble d'habitation du Hansa-Viertel, Berlin, Pierre Vago, architecte, 1955-1958, perspective avec l'immeuble projeté par Walter Gropius, n.d. SAIF, CAPA, fonds Vago, 64 IFA 605.



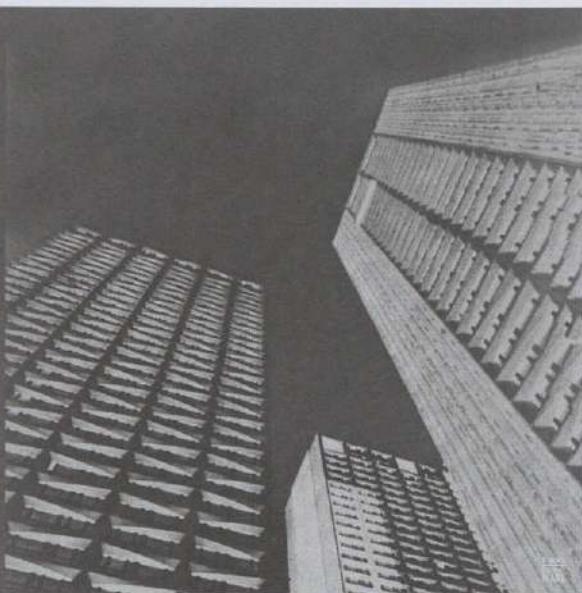
## Michel Holley, urbanisme vertical et autres souvenirs

Le nom de l'architecte Michel Holley est désormais lié aux Olympiades, opération sur dalle du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris mise en lumière il y a dix ans par l'ouverture d'une station de métro (nommée, de façon exceptionnelle pour une station intra-muros, d'après un nom d'opération urbaine des années soixante) et à laquelle vient d'être consacrée une exposition au Pavillon de l'Arsenal (Françoise Moiroux commissaire). Associé de Raymond Lopez de 1950 jusqu'au décès de celui-ci (1966), Holley est en fait auteur ou coauteur de plusieurs des interventions majeures sur Paris des années cinquante aux années quatre-vingts – à commencer par la caisse d'allocations familiales de la rue Viala (la CAF), dont il fait son projet de diplôme en 1953 –, et de nombre d'autres réalisations ou projets. Au-delà des Olympiades, il est le principal concepteur d'Italie 13 – le plan de transformation (1964-1973) du quartier de l'avenue d'Italie autour de la pénétrante autoroutière censée aboutir place d'Italie –, un plan qui prévoyait une cinquantaine de tours, dont la moitié environ sera réalisée. Moins connu, le centre de Bobigny, lors de sa transformation en préfecture de Seine-Saint-Denis, est aussi l'un de ses grands projets.

Un temps titulaire de la plus grosse agence parisienne (il l'affirme, écrit-il, d'après le montant de ses cotisations à la MAF), Michel Holley n'a pas gardé d'archives, sinon quelques liasses de documents choisis. Ce sont ces documents qui servent de fil conducteur à l'ouvrage atypique qu'il publie, qui s'approche d'une conférence ou d'une causerie par l'apparente nonchalance du ton et la succession des courts chapitres, par les pointes d'humour et d'ironie qui ne diluent pas la précision du propos, par l'illustration abondante qui vient constamment éclairer le texte, enfin par l'extrême lisibilité de

URBANISME VERTICAL  
& AUTRES SOUVENIRS

MICHEL HOLLEY

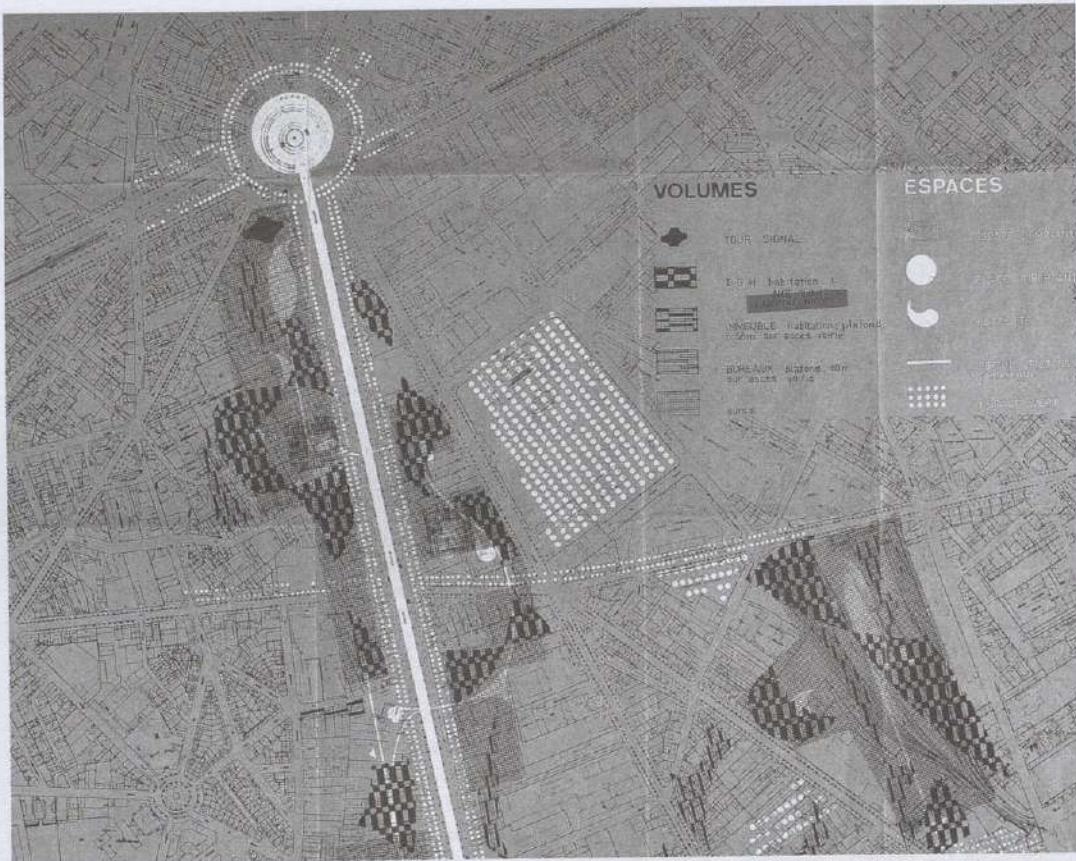


l'ensemble. Bien entendu, il s'agit ouvertement d'un plaidoyer *pro domo*, et Holley s'attribue sans fard le rôle central dans ces opérations majeures où les responsabilités étaient forcément partagées (le passage où il explique comment il éloigne régulièrement les architectes associés, non de la signature mais de la conception du projet, p. 21, est à cet égard savoureux, et sans doute forcé, même si l'on ne peut exclure qu'il soit juste). Les relations d'Holley avec certains artistes abstraits, côtoyés grâce à son épouse l'artiste Francine Holley, jouent un rôle précis et important dans son travail et sont bien décrites.

Holley a connu, comme tous les architectes de sa génération et de sa tendance, une période d'éclipse, avant d'être approché, dans les dernières années, par plusieurs historiens de l'architecture : Olivier Namias pour l'exposition du Pavillon de l'Arsenal sur les tours (2009), Yvan Delemontey, Giulia Marino, pour leurs recherches sur le concours de Strasbourg ou sur la CAF, et Gilles-Antoine Langlois qui a poussé Holley à écrire ce livre et y a inséré en postface un entretien avec le maître. On peut penser que le dialogue nourri avec ces historiens/architectes a contribué à affiner les vertus pédagogiques du discours d'Holley. Tel qu'il se présente, son

texte justifie la fascination qu'il exerce sur cette génération de chercheurs : une démonstration convaincante de la pertinence de l'approche gaullienne de la ville moderne, non exempte de remarques prouvant une capacité à intégrer la mise à distance qui s'impose aujourd'hui. Né en 1924, Holley a aujourd'hui un âge suffisant pour regarder à la fois de loin et de près l'ensemble de son apport à l'architecture. Il peut d'autant plus aisément le faire que, si certains projets ont été interrompus à mi-course (Italie 13) ou sont aujourd'hui profondément revisités (le Front de Seine, la CAF), en revanche l'opération des Olympiades – sur une dalle relativement petite (7 ha), très urbaine et combinant efficacement copropriétés, logement aidé, bureaux et commerces – a trouvé ses marques et est demeurée largement appréciée.

S'il est donc à prendre avec les réserves scientifiques d'usage, le texte, fourmillant d'anecdotes précises et explicites, n'en est pas moins un passionnant exposé sur la façon dont Paris s'est reconstruit sur soi-même à travers plusieurs grandes opérations des années soixante (ou un peu antérieures ou postérieures) – Italie 13, mais aussi le Front de Seine, Maine-Montparnasse –, sur la création de villes nouvelles (Bobigny) ou de grandes



Plan d'urbanisme directeur de l'opération «Italie 13», Paris 13<sup>e</sup> : plan d'ordonnancement, mars 1968. SIAF/CAPA, fonds ADA13, 176 IFA.

ZUP (Le Val-Fourré), et en général sur l'urbanisme opérationnel des Trente glorieuses, période qu'Holley ramène à juste titre aux vingt ans séparant la fin de la reconstruction du choc pétrolier (1953-1973). Même si on ne peut l'y réduire, l'ensemble de ces opérations découlent tout entier du concept d'urbanisme vertical qui donne son titre à l'ouvrage. Le livre n'est pas moins éclairant sur la montée en charge de l'APUR et le retour en grâce de la rue qui provoquent à Paris la fin des opérations sur dalle (l'interruption brutale des Olympiades à l'arrière de la dalle, dont le nez qui apparaît brutalement au sud-est aurait

dû être intégré dans de dernières tours non construites), comment l'« urbanisme vertical » est remplacé à brûle-pourpoint par un urbanisme néo-haussmannien sans gloire consistant à « coucher les tours » (la ZAC Baudricourt, 1975-1978, présentée comme contre-exemple flagrant). Il met en avant des figures très connues comme celle de Paul Delouvrier, délégué général au district de la région de Paris de 1961 à 1969, mais aussi celle d'André Roussilhe, l'un des dédicataires du livre, directeur de l'urbanisme de la ville de Paris. Tandis que les historiens de l'architecture y trouvent une mine d'informations

(à recouper attentivement!) sur les trente ou quarante opérations mentionnées, un plus large public devrait pouvoir entrer sans trop de difficultés dans ce roman de l'architecture verticale. Pour les uns comme pour les autres, la qualité et l'abondance de l'illustration (essentiellement inédite) sont des éléments centraux de l'intérêt de l'ouvrage.

David Peyceré

Michel Holley. *Urbanisme vertical et autres souvenirs*. Paris, Somogy éditions d'art, 2012, 144 pages, ill. coul.

## Hyères de 1748 à nos jours

**L**e livre d'Odile Jacquemin est aussi inclassable et passionnant que la recherche dont il est issu, qui tarda à trouver son expression académique (une thèse de doctorat sous la direction de François Loyer, soutenue à l'université de Versailles Guyancourt en 2006). Doté d'une abondante illustration, d'une maquette élégante et habile diluant la masse du texte, le livre peut s'appréhender comme une monographie de ville à usage local, certes dotée de toutes les références savantes indispensables. S'il est cela, c'est aussi bien plus, d'abord un projet épistémologique d'*histoire totale*, ensuite un instrument militant. Dans son long titre, le point central n'est pas tant « Hyères » que le mot « paysage ». Au cas où la dédicace à Robert Joly n'éclairerait pas le lecteur, l'introduction précise qu'il s'agit de s'intéresser à « l'aspect social du paysage ».

Avant sa carrière d'historienne, Odile Jacquemin a étudié à l'école d'architecture de Paris-La Villette (UP6) puis a suivi son enseignant Robert Joly dans son expérience pionnière de mise en place de l'assistance architecturale en région rurale, dans le Lot, au milieu des années soixante-dix. De ce coup d'essai naîtront les CAUE peu d'années plus tard. Après deux ans d'enseignement à l'Université du Québec à Montréal, elle dirigera le CAUE de l'Aveyron jusqu'en 1992. S'installant ensuite à Hyères, elle y développe le métier d'historien des territoires, et crée, dans le prolongement des missions des CAUE, une structure associative – récemment éditrice de sa thèse après beaucoup d'autres ouvrages – qui a pour but « la culture du territoire partagé(e) ». Hyères est un territoire dont les rapides évolutions semblent alors nier ou au mieux ignorer sa longue histoire. Or celle-ci, faite autant de tradition que de sauts répétés dans la modernité, et même de nombreuses expé-

Odile Jacquemin



## Deux siècles d'histoire d'un paysage entre terre et mer

### Hyères de 1748 à nos jours

*Mémoire à lire, territoire à l'écoute*

riments, contraste avec la médiocrité des projets de développement contemporains. Proposant de résoudre cette contradiction à partir du fil conducteur de la reconquête de l'agriculture, notamment en zones côtières, et travaillant à la reconnaissance d'une agriculture littorale, Odile Jacquemin est aussi cofondatrice du Collectif de défense des terres fertiles du Var, et de Terre de liens en PACA. Parmi d'innombrables manifestations, elle monte plusieurs longs séminaires, les Rencontres des Bormettes (2001, 2002, 2006), où se croisent tous les regards que peut susciter un territoire (*Colonnes* n° 18, mai 2002, *Archiscopie* n° 25, octobre 2002). Son action ne passe jamais par la défense du patrimoine mais par la généralisation de l'*approche patrimoniale*, la prise en compte du temps – long ou court – mais aussi du regard de l'autre, des autres regards, en vue d'une analyse partagée de toute problématique d'aménagement.

Connotée d'exotisme, de mer et de soleil, l'illustration de la couverture – une toile de Paul Levé

(1903) qui ornait la gare de Toulon – représente l'une des nombreuses intrusions de la modernité dans le terroir hyérois, le petit train côtier qui reliait Hyères à Toulon et à Saint-Raphaël. Transformé aujourd'hui en voie cyclable, son parcours persiste intégralement dans le paysage. Cette image qui réunit un grand nombre des composantes du paysage hyérois peut induire en erreur et suggérer le loisir, et pourtant tout le livre est là.

Pour le lecteur attentif, l'introduction est un énergique art de la méthode, un plaidoyer pour une histoire qui intègre le temps présent au temps long. La préface de François Loyer reconnaît la pertinence de cette approche (à laquelle, directeur de la recherche, il n'adhéra pas d'emblée). La conclusion précise que la thèse est à lire à la fois dans le livre et dans des prolongements en ligne promis pour cette année 2013 (sommaires cartographiques permettant de varier à l'infini les itinéraires dans le livre et dans le paysage).

Hyères est un territoire exceptionnel à beaucoup de titres.

D'abord par la superficie: si la ville n'est qu'un modeste bourg sous l'Ancien Régime, avec un rempart qui enserre 200 ha, son terroir, qui devient la commune du xix<sup>e</sup> siècle, s'étend sur 24 000 ha de terres et autant de mer définies par la rade d'Hyères. Des démembrements successifs ramèneront la superficie continentale de la commune à 13 000 ha au début du xx<sup>e</sup> siècle, ce qui reste l'un des très grands territoires communaux de France. Son emprise particulièrement variée – collines, plaine irriguée depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, fleuve, bande côtière, salins, presqu'île et chalet d'îles – a donné lieu à des exploitations successives remarquablement nombreuses, dont le tournant est la vocation de station climatique qu'acquiert la ville au milieu du xix<sup>e</sup> siècle. Significativement, l'auteur commence

cependant son étude un siècle plus tôt, et choisit, comme terminus a quo, l'année de la démolition des remparts, le moment où Hyères rencontre son territoire. Dans un de ses typiques changements de focale – parfois déconcertants, voire agaçants, souvent éclairants –, elle indique que cette année 1748 peut aussi être retenue comme date du projet de la carte de Cassini, la première représentation intégrale du territoire français à l'échelle du terroir.

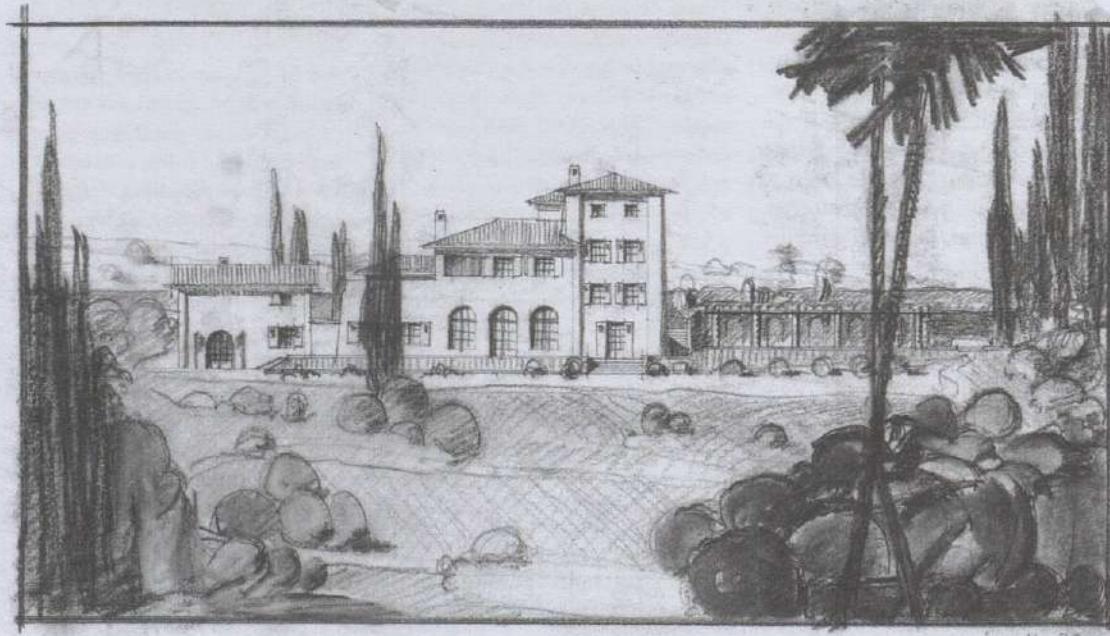
Il est impossible d'entrer ici dans la richesse du contenu du livre, de résumer deux siècles d'évolutions urbaines et paysagères qui sont déclinées en 111 « événements », d'importance volontairement très inégale (de l'aménagement d'une placette à la défense de la rade de Toulon), regroupés en six chapitres chronologiques. Présentés chacun sur une double

page (texte à droite, illustrations à gauche), ils constituent autant de courts récits qui se concluent souvent sur la situation contemporaine découlant du geste initial – ou l'annulant. Cet aller-retour constant – qui pourrait occasionner un certain tournis à la lecture continue – entre long terme et présent ou perspectives actuelles constitue l'une des richesses de la démarche d'Odile Jacquemin, qui écrit l'histoire pour contribuer à écrire le futur. Au-delà du cas d'Hyères, l'auteur propose en fait, par l'entrée du paysage, une démarche extrapolable à toute histoire de site.

David Peyceré

Odile Jacquemin. *Deux siècles d'histoire d'un paysage entre terre et mer. Hyères de 1748 à nos jours*. Hyères, Mémoire à lire, territoire à l'écoute, 2012, 400 pages, ill. coul.

Villa Bourboulon, Hyères-Costebelle, Georges-Henri Pingusson, perspective d'ensemble, 1926.  
SIAF/CAPA, fonds Pingusson, 046 IFA 118.



## ACTUALITÉ DES FONDS D'ARCHIVES EN FRANCE

- 4** Cité de l'architecture et du patrimoine  
Centre d'archives du xx<sup>e</sup> siècle  
Fonds reçus et classés en 2012  
*par David Peyceré*
- 9** Archives nationales  
Archives d'architecture et d'architectes  
dans la nouvelle organisation des Archives nationales  
sur leurs trois sites franciliens  
*par Nadine Gastaldi*
- 13** Archives départementales des Bouches-du-Rhône  
Le fonds de l'architecte Paul Quintrand,  
archives d'une discipline en mutation  
*par Éléonore Marantz et Emmanuelle Reimbold*
- 19** Archives départementales de la Haute-Garonne  
Le fonds Bernard Bachelot (1930-2011)  
*par Sophie Armand*
- 23** Archives départementales de la Loire  
Un exemple de travail de collecte :  
Les archives de l'architecte Christian Kock.  
*par Nicole Noïsette*
- 25** Archives départementales de la Haute-Marne  
Traces documentaires d'un architecte départemental :  
l'exemple de René Léautey  
*par Samuel Mourin*
- 28** Archives départementales des Pyrénées-Orientales  
Le fonds Viggo-Dorph Petersen, 58 Fi  
*par Guillaume Nicolaï*

- 31** Archives départementales de Savoie  
Laurent Chappis, architecte et urbaniste de la montagne  
*par Cassandre Éveillard-Kervarrec et Francine Glière*

- 34** Archives communautaires du Grand Lyon  
1969-1985, l'architecture scolaire  
entre les Trente Glorieuses et la décentralisation  
*par David Teillard*

## RECENSIONS D'OUVRAGES

- 40** Architectures agricoles, la modernisation des fermes  
*par Franck Delorme*
- 42** Stations de sports d'hiver, urbanisme et architecture  
*par Franck Delorme*
- 44** Sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales  
et aux Archives de Paris  
*par Nadine Gastaldi*
- 46** Pau Art déco  
*par Denise Noël*
- 48** Allemagne-France. Architecture 1800-2000  
*par Denise Noël*
- 51** Michel Holley, urbanisme vertical et autres souvenirs  
*par David Peyceré*
- 53** Hyères de 1748 à nos jours  
*par David Peyceré*

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

GUY AMSLELM

RÉDACTEUR EN CHEF :

DAVID PEYCERÉ

COORDINATION ÉDITORIALE :

FRANCK DELORME

EN COLLABORATION AVEC LES ARCHIVES DE FRANCE (SIAF)

CITÉ DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

WWW.CITECHAILLOT.FR

PRÉSIDENT : GUY AMSLELM

DÉPARTEMENT INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE

DIRECTEUR : FRANCIS RAMBERT

PALAIS DE CHAILLOT

1, PLACE DU TROCADERO ET DU 11-NOVEMBRE, 75116 PARIS

TÉL. : 01 58 51 52 00 — FAX : 01 58 51 52 50

CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE - IFA

127, RUE DE TOLBIAC, 75013 PARIS

TÉL. : 01 45 85 12 00 — FAX : 01 45 70 79 38

E-MAIL : DPEYCERE@CITECHAILLOT.FR - FDELORME@CITECHAILLOT.FR

CONCEPTION GRAPHIQUE : GUILLAUME LEBIGRE

MAQUETTE : JOËL MAFFRE

IMPRESSION : DEJAGLMC

DÉPÔT LÉGAL 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2013

ISSN 1151-1621

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

SOPHIE ARMAND

FRANCK DELORME

CASSANDRE ÉVEILLARD-KERVARREC

NADINE GASTALDI

FRANCINE GLIÈRE

ÉLÉONORE MARANTZ

SAMUEL MOURIN

GUILLAUME NICOLAÏ

NICOLE NOISETTE

DENISE NOËL

DAVID PEYCERÉ

EMMANUELLE REIMBOLD

DAVID TEILLARD